

RUSSIE ET TCHÉTCHÉNIÉ

Vague d'arrestations et silence persistant sur le gaz utilisé p. 4 et 16 et notre éditorial p. 17

ALGÉRIE

Trois formations d'islamistes armés p. 5

CÔTE D'IVOIRE

Les conséquences économiques de la guerre civile p. 6

PROSTITUTION

Qui sanctionner ? Le débat des députés p. 8

VILLE

Un entretien avec le ministre délégué, Jean-Louis Borloo p. 9

AFFAIRES DE PARIS

Delanoë porte plainte contre X sur la gestion Chirac-Tiberi p. 10

JUSTICE

Procès de presse : les révélations sur le passé de Charles Hernu p. 12



HANS WIESENHOFER/ANZENBERGER

VOYAGES

Croisière sur le Danube avec Bruckner p. 26-27

CULTURE

Jean-Jacques Aillagon dévoile ses grands projets parisiens p. 29

ARTS

Le bilan de la FIAC : un marché déprimé p. 30

International.....	2	Aujourd'hui.....	24
France.....	8	Météorologie-Jeux.....	28
Société.....	11	Culture.....	29
Horizons.....	14	Radio-Télévision.....	33
Entreprises.....	18	Immobilier.....	34
Communication.....	21	Carnet.....	35
Marchés.....	22	Abonnements.....	35

ALCATEL
Rendez-vous pages 18-19

PORTRAIT

Kingsolver, l'autre Amérique

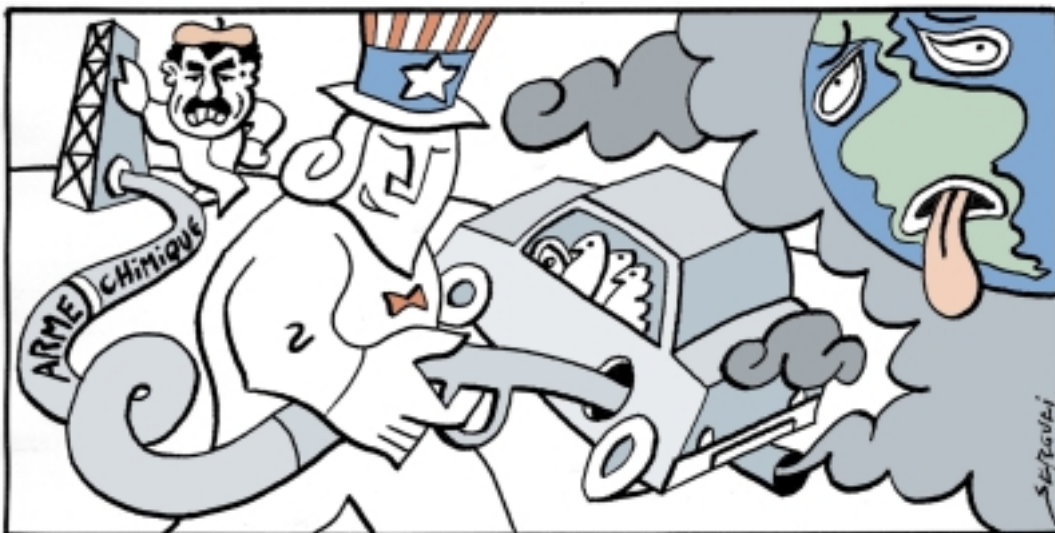


ÉCRIVAIN de conviction écologiste, Barbara Kingsolver (photo) a signé le manifeste « Pas en notre nom » contre la guerre en Irak. Lire page 32

Les vrais enjeux pétroliers de l'affaire irakienne

UN ÉVENTUEL conflit militaire en Irak pourrait bouleverser la donne pétrolière mondiale. Non seulement en raison de l'évolution du prix du pétrole mais aussi parce que l'Irak possède les plus importantes réserves pétrolières mondiales, derrière l'Arabie saoudite. Du coup les principales compagnies reviennent leur stratégie. En secret, chacun élabore les scénarios de « l'après-Husseïn », comme le raconte notre enquête sur les stratégies des « majors » de l'or noir. Les compagnies européennes commencent à craindre que leurs concurrentes américaines s'emparent de la quasi-totalité des réserves de ce pays. Même la Chine, devenue importatrice nette de pétrole depuis 1993, suit ce dossier de très près, ce qui explique certaines de ses positions au sein du Conseil de sécurité de l'ONU.

Dans un entretien au Monde, Cheik Yamani, ancien ministre saoudien du pétrole, estime que, si Sad-



dam Hussein s'attaquait aux puits de pétrole saoudiens ou koweïtiens, l'augmentation du baril « pourrait atteindre trois chiffres ». En revanche, en cas de défaite rapi-

de du dictateur, « les prix tomberont aussi vite qu'ils sont montés ». Aujourd'hui président d'un centre d'études des énergies, il critique sévèrement la politique américaine

à l'égard du royaume saoudien.

Lire notre enquête pages 18 et 19, et le deuxième volet de notre reportage en Irak, page 14

Lire pages 2 et 3

L'Europe sous tension

► Le sommet franco-britannique du Touquet reporté

► Le vif contentieux entre Jacques Chirac et Tony Blair sur la politique agricole

► La Constitution de l'Union, autre sujet de discordes avec les Britanniques

► La gêne de Londres face aux projets de défense européenne

► Le retour du couple franco-allemand

Violences scolaires, le plan Darcos

LE MINISTRE délégué à l'enseignement scolaire, Xavier Darcos, devait présenter mercredi 30 octobre, devant le conseil des ministres, ses orientations pour lutter contre les violences à l'école. Création d'un « contrat de vie scolaire », remplacement des exclusions temporaires par des travaux d'intérêt général dans l'établissement, extension des dispositifs spécifiques d'accueil des jeunes en difficulté : faute de moyens supplémentaires, le ministre entend « faire changer les mentalités ».



P. LIARTE/MAXPPP

► Le ministre veut « des établissements ouverts toute l'année »

► Un « contrat de vie scolaire » en 2003

► Le bilan d'un an d'incidents

Lire page 11

La Ville de Paris veut démocratiser ses cimetières

LES PLACES sont chères dans les cimetières parisiens. Si chères et si rares que les deux tiers des morts de la capitale ne trouvent le repos éternel que bien loin de Paris. En 2001, seulement 5 553 des 16 000 morts enregistrés par les mairies d'arrondissement avaient pu être inhumés dans l'un des 20 cimetières dits « parisiens », dont 14 seulement sont situés intramuros. Les autres sont en banlieue, à Thiais, dans le Val-de-Marne, et à Pantin, en Seine-Saint-Denis, pour les deux plus importants. Au total, 633 752 emplacements. Seul le cabinet du maire pouvait, jusqu'à présent, accorder le « privilège » d'être enterrés près de chez eux aux habitants de la ville. Il choisissait sur une longue « liste d'attente », parmi toutes les personnes décédées sur le territoire administratif de la capitale.

C'est pour éviter ce « système à la tête du client » qu'Yves Contassot, adjoint (Verts) de Bertrand Delanoë, a présenté, mardi 29 octobre, à quelques jours de la Toussaint, une réforme des concessions mortuaires de la ville. Elle sera discutée au cours du prochain Conseil de Paris, les 17 et 18 novembre. M. Contassot propose, comme pour les places dans les crèches ou dans les appartements de la Ville, le passage par une « com-

mission d'attribution » qu'il présidera. Cette commission sera composée des adjoints au maire chargés du patrimoine, des personnes âgées, de la mémoire et du monde combattant, ainsi que de deux élus d'opposition. Elle devra privilégier des critères objectifs, comme le temps passé dans la capitale par la personne décédée, et d'autres plus subjectifs, comme l'« investissement » du disparu dans la vie de sa ville ou de son quartier.

Les tarifs des concessions seront considérablement « révisés à la baisse » pour éviter ce que M. Contassot appelle « une sélection par l'argent ». Dans Paris, où les concessions perpétuelles sont de règle, contrairement aux cimetières de banlieue, les familles doivent payer actuellement de 4 200 à 10 130 euros afin d'obtenir une place pour leurs défunts. On ne compte en effet que 1 300 places disponibles pour 157 553 tombes régulièrement entretenues dans l'un des cimetières de la ville. Des « carrés » spécifiques à toutes les concessions seront créés, dès qu'un nombre suffisant de places sera disponible.

Christophe de Chenay

VOLCANOLOGIE

L'Etna, en crise d'identité, devient plus explosif



AFP/NASA

LE VOLCAN sicilien, entré en éruption samedi 26 octobre, a connu plusieurs secousses telluriques mardi 29. Le gouvernement italien a décrété l'état d'urgence dans la région, alors que les experts relativisent la violence de l'épisode actuel. Depuis 100 000 ans environ, l'Etna change de nature. Alors qu'il était à l'origine de type hawaïen, vomissant une lave fluide, il entre peu à peu dans la catégorie dite d'« arc insulaire », plus explosive et plus dangereuse.

Lire page 25

POINT DE VUE

Corée du Nord : huit ans perdus par Jimmy Carter

EN JUIN 1994, les Nord-Coréens expulsaient les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et menaçaient de traiter le combustible usé - grâce à un réacteur nucléaire graphite-gaz de Yongbyon - pour extraire le plutonium. Il était clair que la guerre risquait d'éclater sur la péninsule coréenne. Les Etats-Unis pressaient le Conseil de sécurité des Nations unies de prendre des sanctions sévères contre la Corée du Nord. Il existait un consensus, partagé par les experts militaires américains : les forces combinées de la Corée du Sud et des Etats-Unis étaient capables d'écraser la Corée du Nord. Mais le commandement militaire américain en Corée du Sud esti-

maît que le total des pertes serait supérieur à celui de la guerre de Corée.

La politique des Etats-Unis était de refuser toute tractation directe avec les dirigeants de Corée du Nord. Répondant à une invitation précise du président nord-coréen Kim Il-sung, et avec l'approbation du président Bill Clinton, je me suis rendu à Pyongyang afin d'essayer de parvenir à un accord aux termes duquel la Corée du Nord mettrait fin à son programme nucléaire de Yongbyon et autoriserait le retour des inspecteurs de l'AIEA sur le site, afin de s'assurer qu'on n'y retirait pas les combustibles usés.

En échange, les Etats-Unis et leurs

alliés garantissaient aux Nord-Coréens qu'ils ne feraient pas l'objet de menace nucléaire, qu'ils recevraient des provisions de pétrole pour compenser la perte d'énergie consécutive à l'arrêt du programme nucléaire de Yongbyon, et qu'ils se verraient fournir deux centrales nucléaires modernes, tandis que les réserves de combustible seraient sous le contrôle d'inspecteurs internationaux.

Lire la suite page 15

JIMMY CARTER, ancien président des Etats-Unis, Prix Nobel de la paix 2002, préside le Carter Center à Atlanta (Géorgie).

Pascal Quignard
Les Ombres errantes

PRIX GONCOURT
Grasset

Grasset

En Indonésie, la lutte contre le terrorisme heurte l'opinion

La présidente indonésienne, qui s'est rendue à Bali, tente d'imposer une politique de fermeté

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

La présidente Megawati Sukarnoputri tente de convaincre une opinion publique désorientée de la nécessité de répondre avec fermeté à la menace terroriste en Indonésie. Elle s'est rendue une deuxième fois, mardi 29 octobre, sur le lieu de l'attentat qui a fait plus de 180 victimes à Bali voilà deux semaines et demie. A ceux qui lui reprochent de céder à des pressions internationales, elle a rétorqué : « Si vous étiez le gouvernement, que feriez-vous ? Rien ? A la lumière de la tragédie de Bali, vous seriez alors condamnés. »

Après les années de laxisme et de confusion qui ont suivi le limogage de Suharto en 1998, la pente à remonter est ardue. Le gouvernement a déjà pris plusieurs mesures : décrets antiterroristes, enquête multinationale sur les explosions de Bali, réorganisation des services de renseignements et, surtout, transfert dans un hôpital de la police à Djakarta d'Abou Bakar Baashir, chef présumé de la Jemaah Islamiyah, un réseau terro-

coordonnés, offrent le spectacle déconcertant de leurs divisions. La coopération entre militaires et policiers, sous la houlette d'une agence gouvernementale, ne s'est pas encore amorcée. D'un autre côté, la session parlementaire qui vient de s'ouvrir doit débattre un projet de loi antiterroriste censé remplacer les décrets provisoires de la présidence.

Pour des raisons opposées, le noyau de députés islamistes et les défenseurs des droits de l'homme s'opposent au vote d'un projet qui, aux yeux des premiers, leur ferait un mauvais procès et, aux yeux des seconds, risque de renforcer une armée et une police dont ils dénoncent régulièrement les exactions et la corruption.

L'opinion est d'autant plus déroutée que des médias influents diffusent depuis des années un anti-américanisme ouvert et s'en prennent au « complot juif » ou à ceux attribués à la CIA. Les images de la répression en Palestine et la perspective d'une attaque contre l'Iraq sont souvent interprétées comme les facettes d'une lutte contre le monde musulman. La présidence est également prise parfois à contre-pied par son propre entourage : le vice-président Hamzah Haz, partisan d'un état islamique, a annoncé mardi qu'il envisageait de rendre visite à Baashir sur son lit d'hôpital à Djakarta au nom de la « fraternité musulmane ».

Les résultats de l'enquête sur le carnage de Bali, à laquelle participent de nombreux experts étrangers, pourraient peut-être contribuer à remettre un peu d'ordre dans les esprits. Le général indonésien qui la dirige a annoncé, mardi, qu'elle avait déjà débouché sur le profil de celui qui « a assemblé et posé la bombe ».

Trois portraits-robots, réalisés sur la base de témoignages, sont désormais diffusés dans le pays. Du côté des enquêteurs, il a été précisé que les portraits de ces trois hommes non identifiés correspondent à « des visages typiquement indonésiens ». Malgré ces progrès apparents, les conclusions de l'enquête ne seront pas déposées avant des semaines, un délai dont Djakarta se serait bien passé.

Jean-Claude Pomonti

M. Milosevic proteste contre la protection des témoins à charge

EN 1991, celui que le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie appelle aujourd'hui « le témoin C20 » émergeait chez les Tigres, la milice de sinistre mémoire dirigée par Arkan, en Slavonie orientale. Soutenue, selon le procureur, par la Serbie de Slobodan Milosevic, la milice, raconte le témoin, était équipée par l'armée fédérale yougoslave. C20 a le visage brouillé à l'écran, sur la télévision du tribunal qui diffuse les débats hors de la salle d'audience. Mais cela ne suffit pas : à une dizaine de reprises, au cours de la déposition, le procureur demandera de passer au huis clos, afin de protéger le témoin.

M. Milosevic exècre ces huis clos qui le privent de sa tribune. Quand vient le moment du contre-interrogatoire de C20, en audience publique le 23 octobre, l'accusé dévoile certains des propos livrés par le témoin dans le secret du prétoire. Stoppé par les juges, il s'offusque. Le président May tente un rappel à l'ordre : « C'est la chambre qui juge dans ce procès, ce n'est pas le public » ; « comprenez qu'il y a des dangers pour les témoins. » M. Milosevic reprend la main : « Les procès secrets relèvent d'un passé qui ne saurait être mis à la gloire de qui que ce soit », lance-t-il. L'audience se poursuit... à huis clos.

La protection des témoins est un casse-tête. Les juges doivent la garantir aux personnes qui acceptent de venir déposer, mais ils doivent aussi veiller à la publicité de la justice et craignent d'être accusés de partialité. Une polémique, désormais classique, a ainsi opposé publiquement, vendredi 18 octobre, le président et le procureur à propos d'un autre témoin, C4. Quelques

ALGER

de notre envoyée spéciale

L'annonce de chaque nouveau massacre est accueillie à Alger avec un mélange de lassitude et d'indifférence. La capitale et les principales agglomérations étant placées sous haute surveillance de la part des forces de sécurité, ce qui leur évite des massacres à grande échelle, les tueries qui se poursuivent ailleurs paraissent presque abstraites à qui n'est pas directement concerné. Et puis, « nous, on veut vivre », répètent à tout bout de champ les habitants d'Alger en soulignant que « dix ans de guerre, ça suffit ».

« La principale différence avec le début des années 1990, c'est que les gens rejettent à présent totalement les groupes armés et ne leur apportent plus aucun soutien. Ce revirement, qui date des années 1993-1994, est aujourd'hui définitif », estime Nourredine Yazid Zerhouni, le ministre de l'intérieur. D'après ce haut responsable officiellement en charge de la lutte antiterroriste, les groupes armés se réduisent « comme peau de chagrin » et le nombre des actes terroristes a diminué « de façon drastique ». En revanche, le nombre des victimes, lui, ne baisse plus vraiment, reconnaît-il. La raison en serait que les terroristes, chaque fois qu'ils frappent, éliminent d'un coup « deux ou trois familles » pour ajouter à l'horreur et faire la « une » des médias.

« SLIM L'AFGHAN »

Combien sont-ils, aujourd'hui encore, à combattre le régime par les armes ? M. Zerhouni les estime à 400 ou 500, contre 25 000 au plus fort du terrorisme, au milieu des années 1990. Des spécialistes de l'islamisme armé, tels que H'Mida Layachi, considèrent, quant à eux, que leur nombre tourne plutôt autour d'un millier. Selon cet expert qui fait autorité, les Groupes islamiques armés (GIA) ont achevé de se disperser après la mort de leur chef, Antar Zouabri, en février. Il reste une kyrielle de groupuscules nihilistes et suicidaires qui s'en prennent aux civils et sèment la terreur, notamment dans la plaine de la Mitidja, aux portes d'Alger, mais ils ne seraient pas plus qu'une centaine d'individu-

En Algérie, les islamistes armés se sont restructurés en trois formations

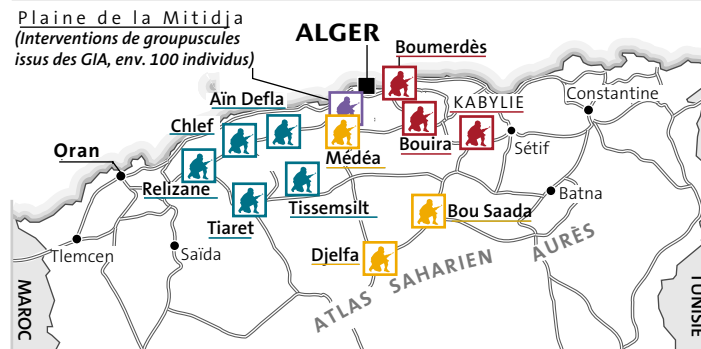
Moins nombreux et affaiblis, les auteurs d'attaques frappent les civils avec plus de violence

Les auteurs d'attaques frappent les civils avec plus de violence

du Front islamique du salut (FIS), âgé d'une cinquantaine d'années. Cette organisation compterait un peu plus d'une centaine de membres et opère dans la wilaya de Médéa, ainsi qu'au sud d'Alger, à Bou Saada et Djelfa. Moins puissante que les deux autres, elle n'épargne pas les proches des « patriotes », autrement dit les civils. Quand une famille entière est massacrée en Algérie, il s'agit bien souvent d'une vengeance perpétrée par un groupe armé contre un membre des Groupes de légitime défense (GLD).

APRÈS LA DISPERSION DES GIA

Plaine de la Mitidja (Interventions de groupuscules issus des GIA, env. 100 individus)



Les trois principaux pôles de groupes armés

	350 hommes GSPC (groupe salafiste pour la prédication et le combat) dirigé par Hassan Hatab
	450 hommes Gardiens de la prédication salafiste, dirigés par Slim l'Afghan
	env. 100 hommes Groupe dirigé par Abdel Khader Souane

qu'en Kabylie, ce groupe armé d'environ 350 hommes concentre ses efforts, ces derniers temps, sur l'Est, où il tente de récupérer du terrain. En principe, le GSPC épargne la population et ne s'en prend qu'aux militaires, aux gendarmes, et aux « patriotes », ces civils qui se sont constitués en groupes d'autodéfense, avec le soutien du pouvoir, et qu'on estime à environ 150 000.

Comme tous les groupes armés en Algérie, le GSPC vit du racket des populations, en particulier des villageois et des commerçants. Moins médiatisé, mais également très puissant, le deuxième groupe armé algérien serait celui des Procteurs de la prédication salafiste. Fort d'environ 450 membres, il sévit à l'ouest d'Alger, sur les mêmes « terres » que les groupuscules des GIA, dans la wilaya d'Aïn Defla, ainsi que dans les secteurs de Chlef, Tiaret, Tissemsilt et Relizane. Ces Protectors de la prédication salafis-

te affirment eux aussi qu'ils épargnent les civils et rejettent sur les GIA la responsabilité des terribles massacres qui ensanglantent régulièrement l'ouest de l'Algérie.

UNE STRATÉGIE POLITIQUE

Bien structuré, basé à Relizane, disposant même d'un centre de formation théologique pour ses nouvelles recrues dans les maquis environnant la ville de Chlef, ce groupe est conduit par un certain Moham-

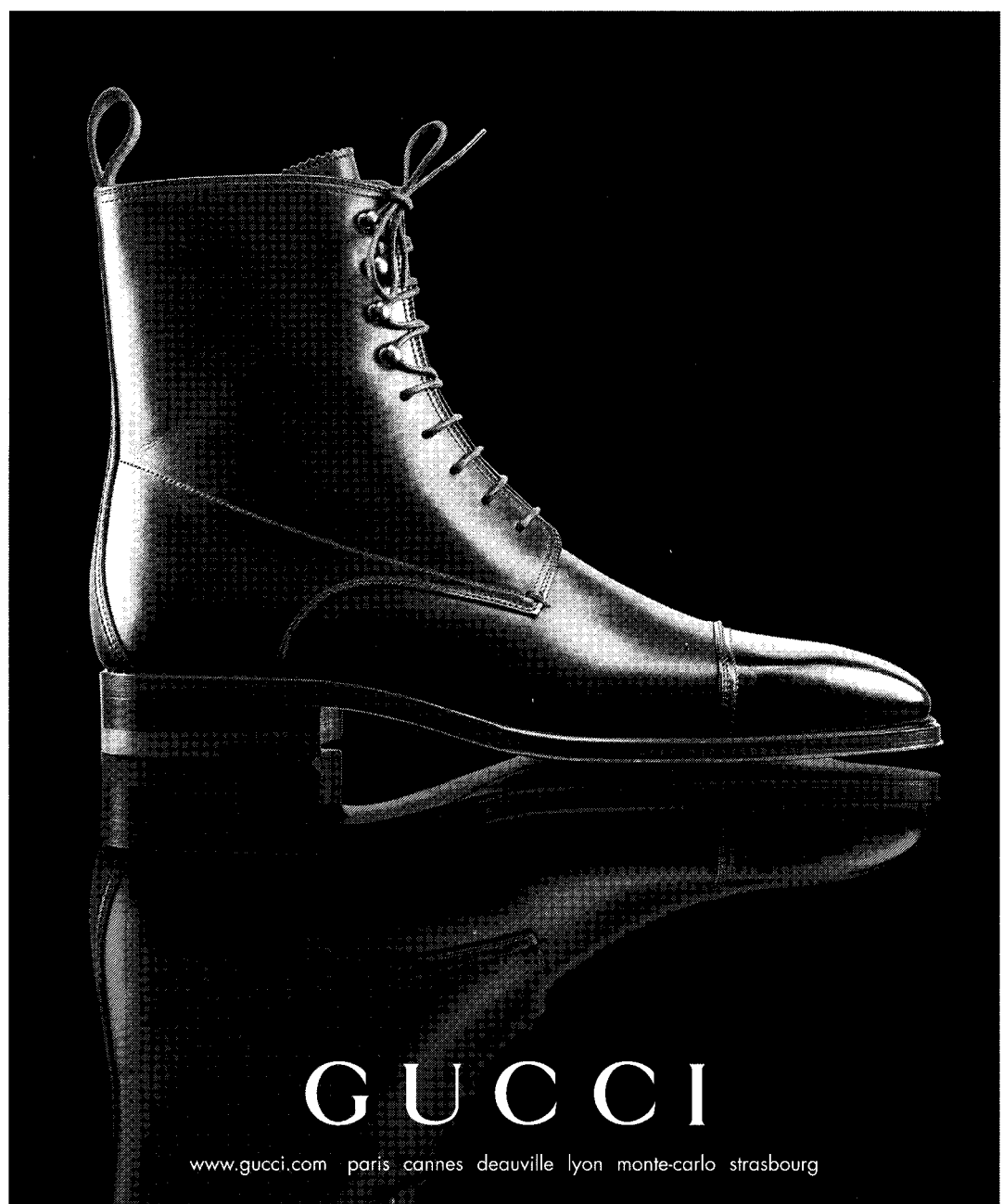
med Slim, dit « Slim l'Afghan ». Originaire de Sidi Bel Abbès, cet homme âgé de 32 ans a fait deux années de biologie avant de quitter l'Algérie pour l'Afghanistan. Il en revient début 1992 via Paris où il souhaite rester quelque temps. En réalité, révèle H'Mida Layachi, il va être expulsé de la capitale française dès l'aéroport, en direction d'Alger. Là, Slim l'Afghan prend le maquis et fonde avec quelques autres le GIA avant de faire dissidence. Son groupe est aujourd'hui le seul mouvement armé algérien dont les liens de longue date avec Al-Qaida ne font aucun doute. L'un des lieutenants actuels de Slim l'Afghan, surnommé Abou Al-Assouad, un ressortissant soudanais entré en Algérie en 1996, a d'ailleurs été le garde du corps personnel d'Oussama Ben Laden lorsque celui-ci résidait au Soudan, en 1994.

Le troisième des principaux groupes armés en Algérie est celui d'Abdel Khader Souane, un ex-militant

encore de nouvelles recrues ? Pratiquement pas, répond le ministre de l'intérieur, Nourredine Yazid Zerhouni, qui en donne pour preuve le fait que les combattants armés ayant refusé « la paix des braves » proposée par le président Bouteflika il y a trois ans, et dont l'armée ramène les corps à l'issue de batailles meurtrières, ne sont pas des gamins, mais des hommes âgés en moyenne de 35 à 45 ans.

H'Mida Layachi, quant à lui, est plus circonspect. Pour lui, les maquis de l'ouest et du centre continuent de recruter, « pas en masse, mais de façon constante ». Parmi ces recrues, on trouve d'ex- « repentis » déçus par leur retour à la vie civile, mais aussi des « faux repentis ». Ceux-là n'ont jamais eu l'intention de rendre les armes pour de bon et, s'ils ont quitté les maquis il y a un an ou deux, c'était sur ordre de leurs chefs, et le temps de se refaire une santé et de glaner des informations précieuses pour mieux repartir au combat.

Florence Beaugé



Un incendie fait plus de cent morts à Ho-Chi-Minh-Ville

HO-CHI-MINH-VILLE. Plus de cent personnes auraient péri, selon la presse vietnamienne, dans un incendie qui a ravagé, mardi 29 octobre, le Centre international d'affaires de l'ancienne Saïgon (photo). Alors que les recherches se poursuivaient, mercredi, 59 corps avaient été retrouvés et de nombreux blessés seraient gravement brûlés. Deux Britanniques figurent parmi les victimes et plusieurs Américains sont portés disparus. L'incendie aurait débuté dans une discothèque de l'immeuble de six étages proche du Marché central. Plus de 500 personnes se trouvaient à l'intérieur du bâtiment, qui abrite les bureaux de plusieurs sociétés étrangères, quand l'incendie s'est déclaré. Les pompiers ont mis plus de cinq heures à circonscrire le sinistre, faute d'échelles et de canons à eau adaptés. Une enquête a été ouverte. La possibilité d'un court-circuit n'est pas écartée. - (AFP, AP, Reuters.)



Désaccord entre Pyongyang et Tokyo sur le nucléaire

KUALA LUMPUR. Au cours de la première des deux journées de pourparlers sur la normalisation de leurs relations, qui se tiennent à Kuala Lumpur (Malaisie) jusqu'au 30 octobre, la Corée du Nord et le Japon se sont opposés sur les deux grandes questions prioritaires pour Tokyo : le sort des Japonais kidnappés par Pyongyang dans les années 1970-1980 et l'abandon du programme nord-coréen d'enrichissement d'uranium. Sur ce dernier point, la partie nord-coréenne a rejeté la demande japonaise en déclarant qu'il s'agit d'un problème à négocier avec les Américains et qu'il en va de même pour les missiles. En ce qui concerne les cinq réfugiés autorisés à séjourner dans l'archipel, elle a accusé le Japon d'avoir rompu son engagement de les renvoyer comme prévu le 27 octobre. Tokyo insiste pour le retour au Japon de leurs enfants restés en Corée du Nord. « Nous sommes en total désaccord », a déclaré le chef de la délégation japonaise, Katsunari Suzuki, à l'issue de cette première rencontre. - (Corresp.)

Afrique du Sud : attentats à Soweto

JOHANNESBURG. Neuf bombes ont explosé, dans la nuit du mardi 29 au mercredi 30 octobre, dans l'immense quartier noir de Soweto, au sud-ouest de Johannesburg, faisant au moins un mort et d'importants dégâts matériels. Une dixième bombe a été désamorcée par la police, qui fouillait toujours au petit matin les centres commerciaux et les gares à la recherche d'autres engins explosifs. La principale cible semblait être les infrastructures ferroviaires, fortement endommagées. Une mosquée a aussi été visée. Si ces attentats n'ont pas été revendiqués, les médias sud-africains mettent en avant la piste de l'extrême droite blanche. La police a entrepris depuis quelques mois le démantèlement d'un réseau, le « boermag » (« Force boer »), et découvert des caches d'armes et de bombes artisanales. Seize personnes, dont trois officiers, ont été arrêtées entre avril et octobre. - (Corresp.)

Centrafrique : le chef putschiste a été renvoyé en France

PARIS. Au terme d'un aller-retour en 24 heures entre Paris et N'Djamena, l'ancien chef d'état-major de l'armée centrafricaine, le général François Bozizé, est revenu en France, mardi 29 octobre. Instigateur d'une tentative de coup d'Etat en cours à Bangui, il avait quitté Paris, samedi soir, pour « rejoindre [ses] troupes » qui tentent depuis cinq jours de destituer le président Ange-Félix Patassé. Selon un officiel français, Paris a demandé au gouvernement tchadien de « renvoyer le général Bozizé, lequel a été prié de se tenir tranquille en France ». Les autorités françaises, qui ont condamné le putsch à Bangui, veulent donner une dernière chance au déploiement d'une force de paix de la Communauté des Etats de l'Afrique centrale (Cemac). Mardi, au lendemain d'une journée de violents affrontements à l'artillerie lourde entre rebelles et forces loyalistes, la capitale centrafricaine, abandonnée par une grande partie de ses habitants, était relativement calme, chacune des parties assurant son contrôle sur une partie de la ville, en préparation de la bataille finale. - (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ **ONU/IRAK :** les Etats-Unis ont admis, mardi 29 octobre, qu'un vote sur le projet américain de résolution sur l'Irak au Conseil de sécurité de l'ONU paraît peu probable avant le courant de la semaine prochaine, le Pentagone déclarant de son côté qu'aucune décision n'a été prise sur une éventuelle guerre contre Bagdad. Le Conseil s'est réuni, mardi soir, mais ses membres ont décidé de reporter leur discussion à mercredi tandis que le chef des inspecteurs du désarmement en Irak, Hans Blix, se rendait à Washington pour y rencontrer de hauts responsables américains. - (AFP.)

■ **ETATS-UNIS :** libérés ce week-end de la base américaine de Guantanamo (Cuba) où ils étaient détenus en raison de liens présumés avec les talibans ou Al-Qaïda, trois Afghans ont protesté de leur innocence, mardi 20 octobre, à leur retour à Kaboul. Un Pakistanais a été libéré en même temps qu'eux, selon le Pentagone. Deux de ces hommes avaient plus de 80 ans, tandis que les deux autres ne pouvaient fournir aucun renseignement intéressant, selon le Pentagone. Cette même source a indiqué, lundi, que plus d'une vingtaine d'autres prisonniers sont arrivés à Guantanamo, les premiers depuis près de trois mois, ce qui porte le nombre total de détenus à quelque 625. - (AFP, AP, Reuters.)

La confiance des consommateurs américains s'effondre

WASHINGTON. Dernier rempart contre la récession, la consommation des ménages américains a chuté, en septembre, de façon spectaculaire. Selon les chiffres du Conference Board publiés, mardi 29 octobre, l'indice de la confiance des consommateurs a chuté à 79,4 en octobre contre 93,7, son plus bas niveau depuis neuf ans. L'inquiétude des consommateurs est nourrie par de mauvais chiffres du chômage, la faiblesse continue de Wall Street et la crainte d'une guerre en Irak. Les doutes resurgissent sur la capacité de l'économie américaine à rebondir. La semaine dernière, l'administration a annoncé un déficit budgétaire de 159 milliards de dollars au lieu d'un excédent de 127 milliards en 2001. - (AFP, Reuters.)

Lula annonce la formation d'une équipe « technique » pour préparer la transition à la présidence du Brésil

Le chef historique du Parti des travailleurs a rencontré, mardi, le président sortant, M. Cardoso, et entretient le suspense sur la désignation des hommes-clés de son gouvernement

RIO DE JANEIRO
de notre correspondant

Sujets, ces derniers mois, à de fréquents accès de nervosité, les marchés financiers brésiliens rongent leur frein dans un calme relatif depuis l'élection à la présidence, dimanche 27 octobre, de Luiz Inácio Lula da Silva, le candidat du Parti des travailleurs (PT). A l'issue d'un tête-à-tête, mardi 29 octobre, à Brasilia, avec le président sortant, Fernando Henrique Cardoso, Lula n'a en effet pas communiqué, comme cela était attendu, la liste de ses cinquante représentants appelés à participer à la « commission de transition » qui doit préparer la passation des pouvoirs fixée au 1^{er} janvier 2003.

Seule a été annoncée la désignation, à la tête de la délégation du président élu, du coordinateur de son programme de gouvernement, le médecin Antonio Palocci, nommé à ce poste après l'assassinat, en janvier 2002, dans des circonstances toujours mystérieuses, de son premier titulaire, Celso Daniel, alors maire de Santo André (Etat de Sao Paulo).

A l'approche d'une échéance, au refinancement délicat, de 2 mil-

liards d'euros de la dette publique, programmée pour vendredi, le marché des changes s'est visiblement accommodé de son horreur du vide puisque le dollar a terminé la séance sur une hausse insignifiante de 0,50 %.

Dans une brève déclaration à la presse, Lula a précisé que son équipe chargée de déblayer le terrain sera « plus technique que politique ». « Nous voulons, a-t-il précisé, séparer le processus de transition de la formation du futur gouvernement », qui sera dévoilé au « moment opportun ».

Autrement dit, le suspense promet de continuer quant à l'attribution des deux postes-clés de l'économie, le ministère des finances et la présidence de la Banque centrale, que les milieux d'affaires attendent avec impatience. « J'ai déjà pris l'habitude d'apprendre par la presse les noms de mes prochains ministres », a plaisanté Lula à propos des spéculations qui vont bon train.

Face à l'inconnu savamment entretenu, la Bank of America a composé une liste de personnes susceptibles d'intégrer l'équipe économique en gestation. Antonio

Palocci y est « nommé » pour le portefeuille des finances.

Soucieux de pousser davantage les négociations sur la composition du gouvernement, Lula a confié aux deux leaders de son parti au Congrès - Joao Paulo Cunha à la Chambre fédérale des députés et Tiao Viana au Sénat - la mission de définir, en concertation avec les autres chefs de groupes parlementaires, le calendrier des travaux de l'actuelle législature, qui s'achèvera à la fin de l'année.

LES MARCHÉS DANS L'ATTENTE

Parmi les urgences figure le réexamen du projet de budget pour l'année 2003. Le temps pressant, seules quelques retouches plus ou moins « cosmétiques » restent encore possibles. « Ce sera un budget avec la marque de Cardoso mais avec les priorités du gouvernement Lula », estime cependant Jorge Bitar, représentant du PT à la commission mixte du budget.

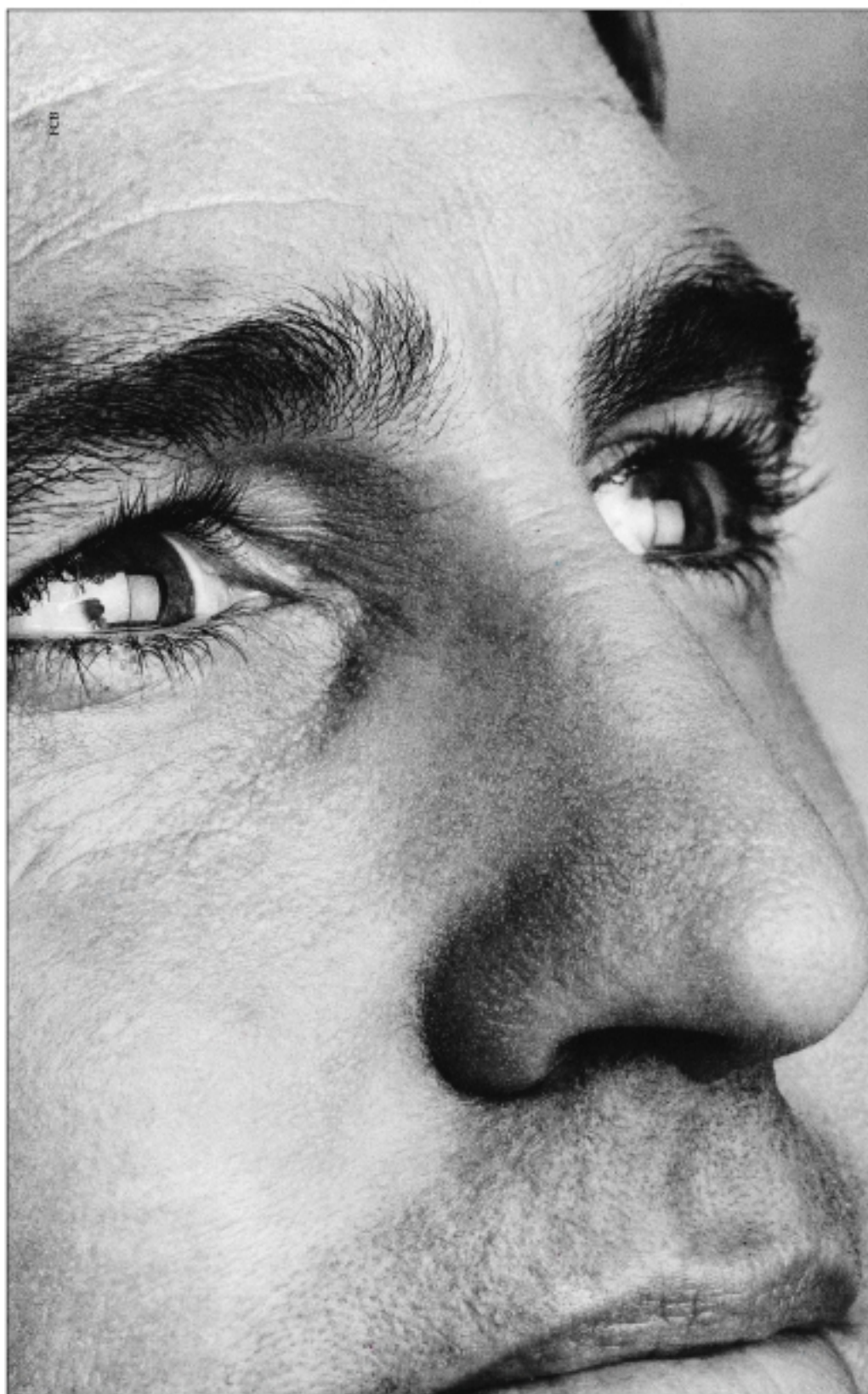
Le silence gardé jusqu'ici par le président élu sur les réformes (fiscale, Sécurité sociale), promises pendant la campagne électorale, et qui seraient soumises au plus tôt au Congrès, est un autre indice de sa

volonté de se hâter lentement, au risque de déclencher une nouvelle poussée de fièvre sur les marchés.

Pour l'heure, un optimisme précaire règne sur ces derniers, que l'agence de courtage Fator de Sao Paulo attribue ironiquement à « une certaine fatigue à l'égard des nouvelles et des analyses négatives ». Le gouverneur de la Banque centrale, Arminio Fraga, accusé de « terrorisme électoral » durant la campagne par le PT, est, lui, désormais convaincu que les conditions sont réunies pour que le prochain gouvernement retrouve un « cycle vertueux de croissance ».

Outre une forte décreu du déficit de ses comptes extérieurs et une nette progression du solde de sa balance commerciale, le gouvernement sortant vient par ailleurs d'enregistrer, en septembre, un excédent budgétaire primaire (hors service de la dette) supérieur à celui prévu dans l'accord récemment signé avec le Fonds monétaire international (FMI), dont les termes doivent être rediscutés courant novembre avec la participation de représentants du président élu.

Jean-Jacques Sévilla



SÉCURITÉ

Obtention du rating aa+ de Fitch-AMR, niveau "excellent" de l'échelle de notation.

PERFORMANCE

Meilleure performance sur 3 ans dans la catégorie "obligations euro" et "obligations internationales" des Grands Prix de la Gestion d'Actifs 2002 de l'AGEFI.

CONFIANCE

Best Seller AGEFI 2002 attribué à notre nouvelle offre multi-gestion.



2002, UNE GESTION TOUJOURS PLUS PROCHE DE VOUS

Parce que nous partageons avec nos clients investisseurs institutionnels, entreprises et particuliers, la même vision de l'avenir, nous concevons pour eux depuis plus de 50 ans des portefeuilles d'investissement à leur image.

C'est cette philosophie de la gestion qui se voit aujourd'hui récompensée par :

- l'obtention du rating aa+ de Fitch-AMR, traduisant un "excellent niveau de qualité en termes de sécurité et de maîtrise des risques liés aux activités de gestion",
- la triple récompense décernée par les Grands Prix de la Gestion d'Actifs 2002 de l'AGEFI à CA-AM oblig Europe (performance sur 3 ans, catégorie obligations euros), CA-AM oblig internationales (performance sur 3 ans, catégorie obligations internationales treasury) et CA Multimanager Europe (best seller des "banques à réseaux").

Les performances passées ne préjugent pas les performances futures. Les notices d'information sont disponibles auprès de Crédit Agricole Asset Management, Société de gestion de portefeuille agréée sous le n° GP 97.51. SA au capital de 28 253 520 euros. 98, boulevard Pasteur 75015 Paris. 382 357 448 RCS Paris.



CRÉDIT AGRICOLE
ASSET MANAGEMENT

Jean-Louis Borloo, ministre délégué à la ville et à la rénovation urbaine

« Mon boulot, c'est de lutter contre les injustices »

M. Borloo, qui a présenté, mercredi, une communication au conseil des ministres, assure : « Je ne suis pas l'anti-Sarkozy »

LE TEXTE de cet entretien a été relu et amendé par Jean-Louis Borloo.

Vous avez estimé, le 15 octobre devant les députés, que la rénovation des quartiers en difficulté était une cause nationale qui méritait une union nationale. Avez-vous le sentiment d'avoir été entendu et suivi ?

Il y a eu indiscutablement un choc au printemps. Il a touché tous les acteurs concernés par la politique de la ville, les élus, les bailleurs, l'éducation nationale, la Caisse des dépôts, les gens de terrain. J'ai vu Jean-Pierre Raffarin, le ministre de l'économie, Francis Mer, celui des affaires sociales, François Fillon ; ils sont convaincus que ce n'est pas un problème qui peut se régler en trois mesures et cinq minutes. J'aurais voulu faire ce travail, il y a trois ou quatre ans, ça aurait été beaucoup plus difficile. Même si un certain nombre de partenaires avaient déjà bougé, je suis persuadé que l'élection présidentielle a provoqué une



prise de conscience. Toutes les personnes que j'ai rencontrées dans mes déplacements m'ont dit ça ne peut pas durer comme ça. Chacun s'est rendu compte qu'on ne pouvait plus laisser dériver un système de ségrégation territoriale. Il faut savoir que quand le chômage baisse partout d'un tiers, il augmente d'un tiers dans les quartiers.

Tout ce qui a été fait jusqu'alors vous paraît-il inutile ?

Je ne vais évidemment pas dire qu'avant moi il n'y avait rien et qu'avec moi il y a tout. Mais ce qui avait été fait n'était pas du tout à la hauteur. D'ailleurs, s'il y a un ministre où le diagnostic est partagé par tous mes prédécesseurs et par tous les partenaires, HLM et autres, c'est bien celui-là. Cela remonte de toute façon à l'architecture initiale de ces quartiers. Et quand François Mitterrand a pris conscience de l'ampleur de la crise urbaine dans les années 1980, il a certes nommé un ministre d'Etat, Michel Delebarre, qui était presque un vice-premier ministre, mais il n'a pas touché à l'architecture. Aujourd'hui, il faut d'une part arrêter la spirale de la ségrégation et offrir un habitat digne, d'autre part affirmer une discrimination positive dans les financements. Ce sera l'objet de la loi de programmation que je présenterai au conseil des ministres à la fin de

l'année. Elle permettra, pour la première fois, d'engager une action dans la durée. Si on fait des lois de programmation militaire, c'est parce qu'il faut quinze ans pour construire un porte-avions. Nos cités et nos banlieues, c'est encore plus compliqué que de construire un porte-avions. Et la situation est suffisamment grave pour que l'on sorte des procédures traditionnelles.

La rénovation urbaine est-elle le seul problème des quartiers en difficulté ?

C'est quand vous êtes en situation de grande fragilité que le nid est le plus important. A Valenciennes, où nous avons effectué jusque dans le centre-ville un bouleversement radical de l'habitat, on a obtenu des résultats sur le plan social. Les logements dégradés, insalubres, c'est un accélérateur de l'injustice et de la haine. Par ailleurs, il est clair que la République n'a pas mis les moyens sur un certain nombre de villes fragilisées. Je pense notam-

ment au manque de soutien social. On a aussi un énorme souci en matière d'apprentissage de la langue. Les personnels qui travaillent dans la rue sont un peu épuisés, avec les emplois-jeunes, il y a eu beaucoup de recours au travail précaire. Il faut plus professionnaliser et tirer vers le haut ces métiers qui sont absolument cruciaux.

Est-ce que votre rôle n'est pas de rééquilibrer l'image d'un gouvernement qui met en avant la sécurité ?

Je suis un acteur de la sécurité au sens le plus noble du terme. L'autorité républicaine, c'est un problème de fond. Il se pose encore plus durement qu'ailleurs dans les quartiers en difficulté, où il faut ramener la tranquillité. Je ne suis pas l'anti-Sarkozy. Le travail qu'il fait est épouvantablement difficile et la posture lui, c'est le méchant, moi, le généreux n'est pas correcte. Il n'empêche, je suis persuadé que le système français pour les plus fragiles est le plus injuste d'Europe. Et mon boulot, c'est de lutter contre les injustices. Dans cinq ans, on sera comptable de ce qu'on aura fait ou pas.

M. Sarkozy a relancé le débat sur la double peine, qui vise souvent des habitants des quartiers, en laissant présager une réforme. Quelle est votre appréciation ?

Je suis content que le débat soit ouvert. Autant je pense que les gens qui n'ont rien à faire sur notre territoire ne doivent pas y rester, autant je crois qu'on ne peut pas renvoyer ceux qui ont établi des liens affectifs, amoureux, qui se sont installés. En plus, politiquement, c'est bien que ce soit Nicolas Sarkozy qui l'ait évoqué.

Le projet sur la décentralisation au Sénat : le flou demeure

DÉCENTRALISATION, acte II. En venant devant les sénateurs, mardi 29 octobre, présenter son projet de loi sur la décentralisation, Jean-Pierre Raffarin a pris soin de se référer aux lois Defferre mises en œuvre sous le gouvernement de Pierre Mauroy, en 1982. Un hommage apprécié par l'ancien premier ministre, qui devait intervenir en fin d'après-midi dans la discussion générale, mais insuffisant, toutefois, pour dissiper les inquiétudes que soulève d'ores et déjà ce texte. Pas moins de 239 amendements ont été déposés au Sénat, où il vient en première lecture ; nombre d'entre eux s'efforcent de préciser le flou qui entoure la rédaction des 11 articles qui le composent.

Ce projet, en effet, ne constitue que la première étape d'un processus qui devrait se concrétiser avec l'adoption, au printemps 2003, des lois organiques organisant les transferts de compétences prévus dans ce projet de loi constitutionnel. Prévus, donc, mais non délimités. L'opposition n'a de cesse de dénoncer l'« imprécision » de ce texte, estimant que le voter en l'état reviendrait à donner un « blanc-seing » au gouvernement.

Le premier ministre, quant à lui, entend lever l'hypothèque qui continue de peser sur son projet, à savoir le passage devant le Conseil constitutionnel. Ainsi a-t-il lancé, à l'adresse de sa majorité sénatoriale : « Nous devons protéger notre capacité à transférer les compétences, de manière à ce que le Conseil constitutionnel ne trouve pas de texte à en limiter la portée. » Une sorte d'appel à l'aide pour trouver le bon équilibre rédactionnel du texte.

Propos recueillis par Bertrand Bissuel et Pascal Ceaux

Patrick Roger

Faire du « renouvellement urbain » une priorité gouvernementale

JEAN-LOUIS BORLOO entre sur le devant de la scène. Le ministre délégué à la ville et à la rénovation urbaine devait présenter les grands axes de son action au profit des quartiers défavorisés lors d'une communication en conseil des ministres, mercredi 30 octobre. Jusqu'à présent, M. Borloo avait surtout arpenté le terrain, consulté ses prédécesseurs et les multiples acteurs de la politique de la ville : services de l'Etat, élus, associations... De temps à autre, il avait lâché quelques idées ou projets, lors de déplacements et dans le cadre de manifestations officielles, comme le congrès des organismes HLM à Lyon (*Le Monde* du 4 octobre). De grandes déclarations, dépourvues d'engagements financiers précis.

La communication que M. Borloo avait l'intention de faire, mercredi, a un tout autre poids. Elle

engage le gouvernement en faisant du « renouvellement urbain » une priorité du gouvernement Raffarin. Elle traduit aussi le soutien du chef de l'Etat et du premier ministre. Le 1^{er} octobre, ce dernier avait donné son accord à M. Borloo pour qu'il présente avant la fin de l'année une loi d'orientation et de programmation sur le « renouvellement » des cités déshéritées. De son côté, Jacques Chirac avait vivement plaidé pour « une mobilisation plus forte en faveur de la politique de la ville » lors de sa visite à Troyes (Aube).

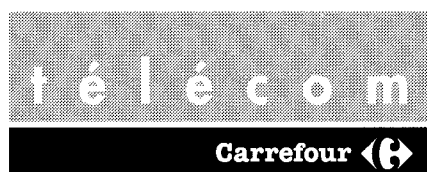
M. Borloo a inscrit cinq objectifs dans son projet : remettre sur le marché locatif des logements vacants ; traiter les copropriétés dégradées ; réhabiliter 200 000 logements et en démolir autant sur les cinq années à venir ; « en finir » avec l'habitat dégradé ; construire des logements « intermédiaires » dans les quartiers

d'habitat social... Pour simplifier les procédures et faciliter la mise à disposition des crédits, M. Borloo mettra en place, « dès le début de 2003 », un « guichet unique » associant bailleurs sociaux, « 1 % logement », Caisse des dépôts et consignations, l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.

D'ici à la fin de l'année, M. Borloo devrait présenter en conseil des ministres « sa » loi d'orientation et de programmation, introduisant de nouvelles dispositions pour agir plus rapidement sur les copropriétés qui partent à la dérive. Le ministre souhaite que les pouvoirs publics puissent intervenir, voire exproprier, dès qu'il y a « urgence morale ou physique ». Le texte sera examiné par le Parlement en 2003.

B. Bi

Jeudi 31 octobre



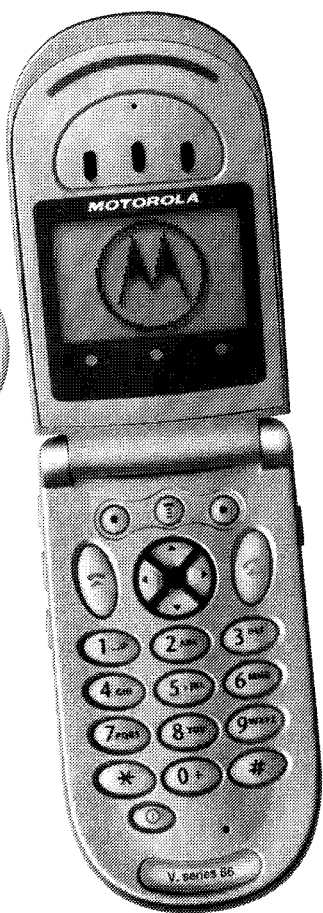
MOTOROLA V66i

sur le réseau SFR 24 mois

- Poids : 79 g*
- Dimensions : 84 x 44 x 21 mm*
- Autonomie en veille : jusqu'à 185 h*
- Autonomie en communication : jusqu'à 5 h*

- GPRS
- Tribande
- Java
- Ecran 4 lignes blanc

Kit piéton INCLUS



1€⁽¹⁾
6^{FS6}

et jusqu'à 15%
de remise⁽²⁾
sur votre forfait
pendant 24 mois

Le nouveau Motorola V66

- Un ensemble d'options :
Présentation du numéro, double appel, facturation détaillée à 6 chiffres, option Monde⁽³⁾, 10 Texto, facturation à la seconde (après la 1^{ère} minute indivisible), option Eurocall⁽³⁾, minutes reportables⁽⁴⁾, signal conso, liste rouge, e-mail.
- la 2^{ème} année de garantie sur votre mobile OFFERTE

Offre valable pour une souscription à un forfait à partir du 200 min 7j/7 et jusqu'au 1000 min 7j/7 sur le réseau SFR pendant 24 mois⁽¹⁾

le mois

Carrefour

www.carrefour.fr

Magasins ouverts le 1^{er} novembre :
0892 692 691 (0,34€ ttc/min)

M. Delanoë veut une enquête judiciaire sur la questure de Paris sous l'ère Chirac

Le maire (PS) a fait annoncer, mardi 29 octobre, une plainte contre X..., après le refus du parquet d'engager des poursuites

LA JUSTICE sera finalement saisie d'une enquête sur les comptes de l'ancienne questure de la Ville de Paris. Le parquet ayant signifié, le 10 octobre, son refus d'ouvrir une information judiciaire sur le fondement du rapport de l'inspection générale de la Ville, transmis par le maire (PS) Bertrand Delanoë (*Le Monde* du 17 octobre), ce dernier a décidé de déposer, au nom de la municipalité, une plainte contre X avec constitution de partie civile. Cette initiative devrait automatiquement entraîner la désignation d'un juge d'instruction. Selon les termes du rapport, qui dénonçait de nombreuses « anomalies » sous les mandatures de Jacques Chirac et, dans une moindre mesure, de Jean Tiberi, la plainte viserait les qualifications de « détournement de fonds publics », « faux en écritures publiques » et « escroquerie ».

La décision du maire a été annoncée, en son absence, mardi 29 octobre, par la première adjointe (PS), Anne Hidalgo. Répondant à la question de l'élu Vert Alain Riou, celle-ci a lu, au terme de la séance du Conseil de Paris, un bref texte rédigé quelques jours plus tôt par M. Delanoë en personne, toujours en con-

valescence au Pays basque depuis l'agression dont il a été victime. Le maire de Paris y indique avoir « souhaité que les avocats de la Ville puissent examiner attentivement son contenu » et avoir, en définitive, « jugé légitime de solliciter la décision des magistrats du siège, sur chacune des faits manifestement contestables relevés par l'inspection générale ».

UNE ANALYSE « DISCUTABLE »

Bien que le rapport des inspecteurs dénonce des « détournements » et des « factures falsifiées », le parquet avait opté – à quelques jours de l'installation du nouveau procureur, Yves Bot – pour un classement sans suite, estimant que les faits étaient soit étrangers au droit pénal, soit prescrits. Cette analyse a été jugée « discutable » par M. Delanoë.

Evoquant, mercredi matin 30 octobre, une « décision de principe » dénuée de « toute intention de mettre en cause ses prédécesseurs », l'entourage du maire de Paris indiquait que la saisine de la justice aurait pour principal intérêt de « mettre la Ville en situation d'obtenir, le cas échéant, le remboursement des sommes soustraites ». Le rapport

d'inspection, qui avait été communiqué au parquet le 3 juillet, attestait notamment qu'entre 1987 et 1995, quelque 14 millions de francs (2,14 millions d'euros) avaient été affectés par la questure au règlement de « frais de réception » de M. Chirac et de son épouse, dont 9,5 millions de francs prélevés en argent liquide.

Chargés des achats de nourriture, les cuisiniers personnels du maire disposaient de ces espèces sans contrôle – hors ceux exercés « épisodiquement par l'épouse du maire », ont-ils déclaré à l'inspection. Ce détail pourrait motiver une audition de M^{me} Chirac comme témoin. Plus exposé apparaît l'ancien questeur, Roger Romani, conseiller de M. Chirac à l'Élysée jusqu'au 5 octobre, date de son retour au Sénat. Ce mouvement, intervenu quelques jours avant sa convocation par la police dans l'enquête sur les « charges de mission » de M. Chirac à l'Hôtel de Ville (*Le Monde* du 17 octobre), confère à M. Romani l'immunité parlementaire, qui n'interdit aucune poursuite mais exclut toute mesure de coercition.

Hervé Gattegno

Sécurité sociale : la majorité divisée sur le budget de la branche famille

M. Pinte (UMP) et le groupe UDF contestent les choix du gouvernement

LA FAMILLE est parfois source de conflits. La droite en fait l'expérience. A cause d'elle, elle se divise. Et c'est sur la question des financements de la branche famille de la Sécurité sociale que la majorité se lésarde. Dans la nuit de lundi à mardi 29 octobre, durant l'examen du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2003 à l'Assemblée nationale, le député Etienne Pinte (UMP, Yvelines) a dénoncé « le maintien et même l'amplification » de transferts des excédents de la branche famille vers la branche vieillesse. « Dans ce cas, je ne voterai pas le PLFSS », a-t-il menacé, aussitôt rejoint par les députés de l'UDF Jean-Luc Prél (Vendée) et Pierre-Christophe Baguet (Hauts-de-Seine).

Si, mardi 29 octobre, M. Pinte a réaffirmé qu'il s'abstiendra lors du vote sur le projet de loi, M. Baguet a indiqué que le groupe UDF votera le PLFSS, mais qu'il pourrait s'abstenir de voter les crédits de la branche famille. « En réunion de groupe ce matin, un vrai mécontentement s'est manifesté sur ce sujet. Certains veulent voter contre le budget famille, d'autres s'abstenir », a-t-il expliqué, précisant : « Nous demanderons un

scrutin public pour que chacun prenne ses responsabilités sur l'article incriminé. » Cet article porte sur le transfert partiel vers la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) du coût des majorations des retraites pour les assurés ayant élevé au moins trois enfants. Ce transfert avait été décidé par le gouvernement Jospin en 2000. Il prévoyait de faire porter en 2003 par la CNAF 45 % des dépenses totales au titre de ses majorations. L'actuel gouvernement veut porter ce taux à 60 %, soit un effort supplémentaire de 945 millions d'euros et un transfert total de 1,89 milliard d'euros.

« INCOMPRÉHENSIBLE »

« Incompréhensible », s'emporte M. Pinte. « En 2000 et 2001, nous étions contre, rappelle-t-il, y compris ceux qui sont devenus aujourd'hui président de l'Assemblée [Jean-Louis Debré] ou ministre de la santé [Jean-François Mattei]. » « Bernard Accoyer [vice-président du groupe UMP] avait même parlé de hold-up », renchérit M. Prél, pour qui, « si c'était néfaste l'an dernier, cela le reste ». « On ne retourne pas sa veste comme cela », déplore M. Pinte. « La situation est différente, justifie

M. Accoyer, le précédent gouvernement aurait dû profiter de la croissance pour faire des réformes. Là, il y a un ralentissement économique, des déficits et le fait que la branche famille verse ce supplément de retraite pérennise celui-ci. » « Jacques Chirac, durant la campagne présidentielle, avait pourtant déclaré qu'il fallait arrêter de ponctionner la branche famille », s'étonne M. Baguet, qui se demande « comment, dès lors, expliquer aux familles la réserve du gouvernement dans les mesures à leur égard ». « Le problème, c'est que ces transferts pénalisent d'autres engagements en direction des familles », stigmatise lui aussi M. Pinte. « Comment va-t-on aider à financer les crèches, alors que rien n'est prévu pour reconstruire le fonds spécifique ? Comment, surtout, va-t-on financer l'allocation de libre choix promise par le président durant sa campagne ? Nous sommes incapables de répondre à ces questions. » Mardi, M. Pinte et les députés de l'UDF ont reçu le renfort de Christine Boutin. La députée UMP a fait savoir qu'elle serait « logiquement » poussée à ne pas voter le PLFSS 2003.

Philippe Le Cœur



Web designer d'un éditeur multimédia ou Ingénieur Support Salle des Marchés ? Parce qu'il est plus que jamais possible de choisir son métier, Courrier Cadres propose à ses lecteurs toutes les informations pour faire les bons choix ! En plus de nombreuses offres d'emploi, Courrier Cadres c'est chaque semaine le point sur l'actualité et les nouvelles tendances, des informations pratiques sur les entreprises qui recrutent, des parcours de cadres... Bref, des conseils aussi bien professionnels que personnels qui font de Courrier Cadres l'hédo indispensable pour bien piloter sa carrière. En vente chaque jeudi chez votre marchand de journaux.

L'hédo pour piloter votre carrière.

cette semaine, tout sur les épreuves de recrutement



François Fillon lance le contrat jeunes en entreprise

LE MINISTRE des affaires sociales, François Fillon, a lancé, mardi 29 octobre, une campagne de promotion du « contrat jeunes en entreprise », fer de lance de sa politique d'insertion des 16-22 ans peu ou pas diplômés, avec l'objectif d'atteindre 250 000 bénéficiaires en 2005 (18 000 cette année, 90 000 en 2003 et 160 000 en 2004). Ce contrat à durée indéterminée (CDI) et à temps complet ou à temps partiel bénéficie d'une aide de l'Etat pendant 36 mois, équivalant à une exonération totale des cotisations patronales au niveau du smic les deux premières années et de 50 % la troisième.

Par ailleurs, en attendant le contrat d'insertion dans la vie sociale (Civis), qui sera présenté au Parlement début 2003, aucun nouvel emploi-jeune ne sera signé et ceux en cours iront à échéance, a précisé M. Fillon. Toutefois, les associations sont autorisées à prolonger de trois ans ces emplois d'une durée de cinq ans créés par le gouvernement Jospin.

Les députés surtaxent le tabac et les bières fortes

LES DÉPUTÉS DE LA MAJORITÉ ont décidé, mardi 29 octobre, d'alourdir les taxes sur le tabac et de porter à 20 % la hausse prévue dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2003, qui devait déjà entraîner une augmentation de 15 % du prix des cigarettes. Les parlementaires ont passé outre l'hostilité du ministre de la santé, Jean-François Mattei, qui craint que cet alourdissement de la hausse ne provoque un développement des « trafics ».

Les industriels du tabac estiment que le paquet de 20 cigarettes vaudra de 3,55 à 4 euros à partir de janvier 2003. Le projet initial du gouvernement prévoyait une hausse de 17,77 % des taxes perçues par l'Etat. Au nom de la lutte contre le cancer, les députés ont décidé de la porter à 20 %. Ils ont aussi fortement alourdi l'augmentation de la taxe sur les tabacs à rouler et surtaxé les bières fortes contenant plus de 8 % d'alcool et conditionnées en boîtes.

Un jugement condamne le port du voile dans les services publics

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF de Paris a récemment jugé légal le non-renouvellement du contrat d'un agent public qui refusait d'ôter le voile islamique contre l'avis de sa hiérarchie, considérant que les agents de l'Etat ne sont pas autorisés à « manifester leurs croyances religieuses ». Dans une décision rendue le 17 octobre, le tribunal a considéré que le principe de « laïcité de l'Etat et de ses démembrements » interdit aux « agents publics » dans l'exercice de leurs fonctions « le droit de manifester leurs croyances religieuses, notamment par une extériorisation vestimentaire ».

Le juge administratif avait été saisi d'une demande émanant d'une assistante sociale du centre d'accueil et de soins hospitaliers (CASH) de Nanterre – un centre pour SDF – dont le contrat n'avait pas été renouvelé en raison de son refus d'abandonner le voile. Il a considéré que l'employeur n'avait rien commis d'illégal mais avait respecté le principe de la « neutralité des services publics », principe qui vise notamment « à protéger les usagers du service de tout risque d'influence ou d'atteinte à leur propre liberté de conscience ».

DÉPÊCHES

■ **IMMIGRATION** : Thierry Mariani, député (UMP) du Vaucluse, a déclaré, mercredi 30 octobre sur RTL, que la France avait « un problème de renouvellement des générations, de retraites » et qu'elle avait « besoin de 100 000 immigrés ».

■ **PARIS** : Le Conseil de Paris a voté, mardi 29 octobre, le transfert de la gestion de 1 047 équipements locaux (écoles, piscines, bibliothèques, conservatoires) de la mairie centrale vers les vingt mairies d'arrondissements. Il a, dans le même temps, décidé d'accroître les budgets des arrondissements. Ceux-ci passeront de 22 millions à 82 millions d'euros. Les cinq délibérations prévoyant ces transferts ont été votées par l'ensemble de la gauche parisienne (PS, Verts, PCF, MDC), la droite s'est abstenue.

■ **PARTI SOCIALISTE** : la date limite pour adhérer au Parti socialiste et pour pouvoir voter au moment du congrès de Dijon, du 16 au 18 mai 2003, a été fixée au 15 novembre 2002, a annoncé le PS à l'issue de son bureau national, mardi 29 octobre.

L'épouse du tireur de Grande-Synthe face au « geste d'un fou furieux »

Pourquoi Joël Damman, routier taciturne de 45 ans, a-t-il tiré, le 4 octobre, sur les clients de deux cafés de la banlieue de Dunkerque, tuant un jeune Maghrébin ? Sa femme tente d'éclairer les circonstances du drame

DUNKERQUE

de notre correspondant régional
Un homme très « ordinaire », pour tous ceux qui l'ont approché. Le contraire d'un excité. Routier, Joël Damman, 45 ans, sillonnait l'Europe en semaine. Le week-end, quand il retrouvait ses trois enfants à Coudekerque, village au sud de Dunkerque, c'était pour travailler au centre équestre de son épouse. Pas de sorties, pas d'écarts connus, hormis un penchant pour l'alcool. Pourtant, vendredi 4 octobre, il a pris un fusil de chasse pour tirer sur des habitants de Grande-Synthe, tuant un lycéen de 17 ans et blessant trois autres personnes (*Le Monde* du 8 octobre). Des victimes d'origine maghrébine (à l'exception d'un des blessés), qu'il ne connaissait pas et qui ne l'avaient pas menacé. Un crime raciste spontanément revendiqué. Joël Damman ne militait nulle part, ses relations avec le voisinage se limitaient au minimum. « *Le couple avait racheté en 1996 une ferme en très mauvais état, explique le maire (PS), Jean-Marie Vandembrouck. J'ai rencontré M. Damman à plusieurs reprises, mais je le connais peu. Il n'était pas du genre à se confier.* »

Ses collègues ne souhaitant pas s'exprimer, M^{me} Damman restait la seule susceptible d'esquisser son portrait. Elle a accepté de le faire pour *Le Monde*. Pâle, les cheveux blonds noués en queue-de-cheval, visiblement effondrée, Véronique raconte : « *Ce vendredi-là, il avait pris sa journée pour travailler au centre. L'après-midi, il s'est excité à propos du procès des terroristes à Paris dont il avait entendu parler à la radio. Il était scandalisé qu'on arrête les débats pour qu'ils fassent la prière. Une jeune adhérente du club équestre lui a raconté qu'elle était parfois importunée par de jeunes Maghrébins à la sortie du lycée. Ça a augmen-*

té sa rage. Il avait beaucoup bu. Nous avons essayé de le raisonner. Le soir, je devais présenter un spectacle équestre. Nous l'avons laissé à la maison vers 20 h 15. Il avait l'air plus calme. A notre retour, vers minuit et quart, il dormait sur la banquette du salon. »

M^{me} Damman ne découvre le drame que le samedi midi, en regardant le journal télévisé. « *On parlait d'un 4x4 vert comme le mien. Lui, quand il a entendu qu'il y avait un mort, il est devenu blanc comme un linge. Je pense qu'il n'a compris qu'à ce moment-là l'ampleur des dégâts. "C'est comme si tu avais tué ton propre fils", je lui ai dit. J'aurais voulu qu'il parte*

immédiatement, qu'il fasse ses valises, mais il est allé travailler dans les champs, comme si rien ne s'était passé. » Le dimanche, la police investit la maison. M^{me} Damman est gardée à vue vingt-quatre heures. « *Ils pensaient que je l'avais vu maquiller les plaques du 4x4. En fait, il m'avait interdit de le prendre, en disant qu'il avait besoin d'une révision.* »

Souvent au bord des larmes, elle tente d'éclairer les zones d'ombre qu'elle découvre chez cet homme dont elle partage la vie depuis vingt-deux ans. « *Il avait un cœur d'or, toujours prêt à aider les gens. Au travail, il était délégué du personnel. On le*

considérait comme un bon chauffeur : jamais d'accident, toujours dans les temps. » Ses origines sont très modestes : « *Il a commencé à travailler à 7 ans. Son père livrait du charbon, aidait dans les champs et bricolait beaucoup au noir. Il s'est suicidé, ainsi que l'un de ses frères.* » C'est dans cette famille qu'il aurait puisé, selon elle, son goût pour l'alcool. « *Il disait qu'il le brûlait au travail. Mais depuis juillet, il s'était mis à boire vraiment beaucoup le week-end... Peut-être à cause de nos difficultés financières.* » Son centre héberge les chevaux de plusieurs particuliers et accueille des élèves. Mais le salai-

re de son mari permettait tout juste d'assurer les fins de mois.

M^{me} Damman ne comprend toujours pas ses motivations. Le racisme ? « *Il n'avait rien contre les anciens, qui travaillent, mais en voulait aux jeunes qui ne fichent rien et n'ont pas la mentalité de leurs parents.* » Le ressentiment ? Elle n'y croit pas non plus, en donne pour preuve sa réaction lorsque, il y a quatre ans, leur fils aîné, alors âgé de 12 ans, « *a été embobiné par un jeune Algérien dans une histoire de voiture volée.* » Il n'avait pas levé la main sur ce jeune Maghrébin. « *S'il avait voulu se venger, il l'aurait fait depuis longtemps.* » Le goût des armes (il a quatre fusils de chasse) ? « *Il aimait cela, mais pour tirer des lapins, pas pour menacer les gens.* » Elle reconnaît néanmoins qu'il lui est arrivé, « *il y a cinq ou six ans* », de sortir une arme, face à de jeunes Beurs qui voulaient « *faire une discothèque* » dans l'une de leurs granges. « *Il leur a juste montré le fusil en disant qu'il ne fallait pas trop le chaotiller. On ne les a plus revus.* »

Pour elle, la boisson n'explique rien. « *C'est le geste d'un fou furieux ; quelque chose a dû claquer dans sa tête. Comment savoir ? Même à moi, il ne disait rien. Sans doute a-t-il accumulé beaucoup de rancœurs. Quelqu'un qui parle arrive à sortir ce qu'il a dans les tripes. Mais les gens comme lui encaissent, encaissent. Et, quand ça craque...* » A bout d'arguments, elle lui cherche quelques circonstances atténuantes : « *Dans les années 1980, mon cheval lui a donné un coup de sabot en pleine figure. Depuis, il avait parfois des absences...* » Et, après un silence : « *Je ne suis pas responsable de ses actes, mais je vais payer aussi... Des gens m'ont dit qu'on était envoûtés...* »

La tranquillité perdue d'un coin de banlieue

AU BAR-TABAC Le Narval, à Grande-Synthe, les clients de toutes origines semblent avoir repris leurs habitudes. Les yeux rivés sur la chaîne hippique, ils préparent leur ticket de PMU. Aucune tension n'est perceptible, et les présents ne parlent du drame qu'avec réticence. Comme si le simple fait de l'évoquer faisait surgir la peur de voir se détériorer l'harmonie qui semble entourer le quartier. C'est ici, sur le trottoir, devant la vitrine, que Joël Damman a tué Mohamed Maghara, un lycéen de 17 ans. « *Je venais de baisser mes rideaux de fer, raconte le patron. J'ai cru d'abord que l'on avait frappé dessus, puis j'ai entendu des cris. Quand je suis sorti, le jeune garçon était par terre.* » Il est formel : « *Ici, il ne se passait rien. J'ai une clientèle formidable. Je suis ici depuis sept ans et je viens de faire 1,3 million de francs de travaux pour rénover l'établissement. Est-ce que j'aurais pris ce risque si j'avais la moindre crainte ?* »

Damien Carême, le maire (div. g.), confirme. Grande-Synthe est née dans les années 1960 avec Usinor, et la moitié de ses habitants sont d'origine étrangère. « *Mais il n'y a jamais eu de problèmes de racisme* », assure-t-il. Et, si les commerçants se sont inquiétés, l'an passé, de la création d'une salle de prière, la « *mosquée* » n'inspire plus de crainte. Mais la crise de la sidérurgie a frappé la ville, qui compte 22 % de chômeurs et 50 % de moins de 25 ans. Une situation propice à une montée de la délinquance. « *De la violence urbaine, comme ailleurs, sans délits très graves. Mais ici, c'est relativement nouveau, et on*

sent une lassitude croissante, s'inquiète Vincent Arnoux, responsable de l'animation des quartiers à la mairie. La présidentielle a libéré la parole. Je craignais depuis un certain temps qu'un tel acte se produise. » Le jour de la présentation de Joël Damman au parquet, une manifestation silencieuse de Dunkerque a dégénéré. Le même soir, à Grande-Synthe, cinq cocktails Molotov ont été jetés contre le domicile du maire. « *Toujours les mêmes quarante ou cinquante excités* », juge ce dernier, qui se félicite de « *la réaction très positive* » de la plupart des jeunes.

« RÉTABLIR LA PAIX ENTRE LES GENS »

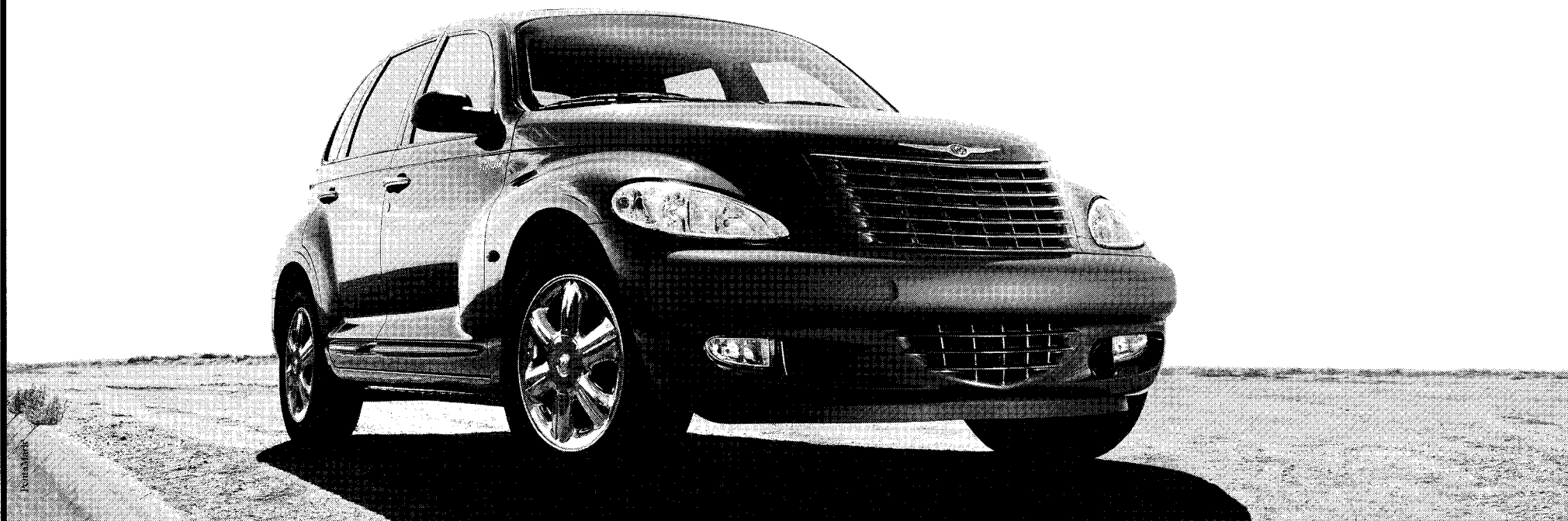
Abdellah Maghara, le père de Mohamed, a contribué à cet apaisement. Arrivé à Grande-Synthe en 1971, licencié économique d'Usinor en 1987, il n'a jamais retrouvé de travail. Mohamed était le quatrième de ses six enfants ; deux de ses sœurs sont enseignantes, la troisième infirmière. Il demande justice, « *pas pour moi mais pour la France, pour tout le monde, pour que la mort de Mohamed serve à rétablir la paix entre les gens.* »

A Grande-Synthe, la vie reprend son cours. Presque comme avant. « *Aujourd'hui, quand une voiture s'arrête près de moi, je me méfie. Je commence à avoir peur des gens, confie Rachid, 27 ans, blessé lors des tirs. Je n'ai pas de rancune. Mais je me dis que nous sommes tous à la merci d'un barge.* »

J.-P. D.

Jean-Paul Dufour

À part ça, c'est un diesel Common Rail*



CHRYSLER PT CRUISER Touring 2.2 CRD : 155 €/mois⁽¹⁾

Il n'y a pas seulement son design unique, l'extraordinaire fonctionnalité de son espace intérieur, la richesse de ses équipements. Il y a aussi sa nouvelle motorisation diesel à rampe commune de 121 chevaux qui fait du PT Cruiser 2.2 CRD un diesel d'exception. Alors profitez-en jusqu'au 30 novembre, car ce serait vraiment dommage de se priver d'un tel plaisir. **Venez l'essayer en concession.**

N° Indigo 0 825 08 08 08
015 TTC/VM

www.chrysler.fr

CHRYSLER

* Diesel à rampe commune. Consommations (l/100km) (norme « 1999/100.EEC ») : urbain/extra-urbain/mixte : moteur 2.2 CRD BVM : 9.1/5.6/6.9. Emissions de CO₂ (g/km) : 185. Les consommations et émissions citées sont celles en vigueur au jour de la fabrication de ce document. (1) Exemple pour un PT Cruiser Touring 2.2 CRD boîte mécanique 5 vitesses et peinture métallisée, au prix tarif du 20/09/2002, proposé en Location Longue Durée sur 25 mois avec un premier loyer de 7384,20 € TTC (hors assurances facultatives) suivi de 24 loyers mensuels de 155 € TTC (hors assurances facultatives) pour un kilométrage maximum de 50.000 kilomètres. Offre réservée aux PT Cruiser Touring 2.2 CRD boîte mécanique 5 vitesses et peinture métallisée commandés et livrés entre le 28/09/2002 et le 30/11/2002, sous réserve d'acceptation par DaimlerChrysler Services France S.A. - 9, rue de Chaponval - 78870 Bailly. R.C.S. Versailles 304 974 249. L'offre est déclinable sur toute la gamme des Chrysler PT Cruiser neufs chez votre concessionnaire. Chrysler est une marque déposée du groupe DaimlerChrysler.

L'OBSSESSION

C'EST un club privé, situé à quinze minutes de route du cœur de Bagdad. Les Irakiens aisés viennent y dîner en famille, à l'heure où les eaux du Tigre donnent toute

leur fraîcheur. Là, à deux pas du fleuve, dans un décor de pelouses à l'anglaise et de palmiers, l'Irak des privilégiés s'affiche volontiers. Le parking en plein air regorge de BMW aux carrosseries rutilantes. En montant vers l'esplanade principale, le visiteur découvre ensuite des aires de jeux pour les enfants, une salle de sport à gauche, une piste de danse à droite. Les tables du restaurant sont dressées à l'écart, face à l'écran géant. La lumière bleutée des néons présente un avantage majeur : dans une telle pénombre, les clients peuvent discrètement se servir du vin ou du whisky, à condition de garder leurs bouteilles personnelles aux pieds des chaises. En théorie, la loi interdit la consommation d'alcool dans les lieux publics. Mais le pays de Saddam Hussein est aussi celui de l'argent roi. Le dollar, de préférence.

Ces dernières années, divers clubs de ce genre ont ouvert en ville. Ils attirent une clientèle de notables, cadres du parti Baas, commerçants, hôtes de marque, hommes d'affaires locaux ou étrangers (Russes, Français, Allemands)... Preuve que Bagdad sait encore s'amuser et, surtout, parler affaires. Sans doute est-ce d'ailleurs ce qui surprend le plus en arrivant dans ce pays. On l'imagine sous pression, prêt au conflit avec les Etats-Unis, asphyxié par l'embargo décrété en 1991 par l'ONU, et voilà que sa capitale sait offrir, malgré la crise, malgré la dictature (*Le Monde* du 30 octobre), un visage inattendu...

Dans la rue Arasât, la plus chic du quartier d'Al-Karada, les boutiques haut de gamme ne manquent pas : mode, décoration, électroménager... Le soir venu, commence la ronde des berlines allemandes, conduites par des élégants en polos Armani. Certains passeront la soirée au Black and White, un restaurant avec piscine dont l'écran géant diffuse souvent des clips de Madonna ou de Britney Spears. En face, sur la terrasse d'un autre établissement en vogue, les invités d'un mariage kurde dansent sous les spots multicolores. Le marchand d'alcool voisin annonce la bouteille de whisky à douze dollars, celle de bordeaux à huit. Il baissera le rideau à 22 h 15. Les noctambules pourront toujours se rabattre sur les vendeurs clandestins, capables de fournir à tout moment – même le vendredi, jour saint des musulmans – un litre de vodka ou un pack de bières.

L'embargo de l'ONU, nettement assoupli depuis 1991 mais toujours en vigueur sur certains produits pouvant être détournés à des fins militaires, n'a donc pas empêché une minorité d'Irakiens de prospérer. Au contraire, ils ont profité de l'allègement du dispositif et exploité ses failles. La contrebande s'est développée de façon quasi officielle, des filières internationales se sont mises en place, les détaxes avantageuses sur les importations ont permis de vendre à bas prix ordinateurs, voitures et téléviseurs. A ces fortunes amassées en peu de temps s'ajoutent les investissements (hôtels, restaurants, commerces...) effectués par des Irakiens de retour d'exil. Sans oublier, bien sûr, le pétrole : le pouvoir a su tirer bénéfice de la résolution de l'ONU « pétrole contre nourriture » (1996) ainsi que des exportations semi-clandestines vers la Syrie, la Jordanie ou la Turquie. Le président Saddam Hussein, riche à milliards, s'est parait-il montré généreux avec son entourage, familial et politique.

Bagdad témoigne de cette récente prospérité. Tout s'achète, tout se vend, dans cette métropole de quatre à cinq millions d'habitants beaucoup moins coupée du monde qu'il n'y paraît. Les logiciels viennent de Dubaï, les jeux vidéos de Thaïlande, les voitures d'Allemagne, du Japon ou de France (Peugeot 306 et 406)... Dans les quartiers résidentiels d'Al-Jadriya, de Yarmouk ou d'Al-Mansour, d'imposantes maisons sortent de terre. Comme celles des voisins, elles seront bientôt équipées des quatorze chaînes disponibles sur le câble (le satellite est interdit). Elles disposeront probablement d'Internet, mais de manière limitée, car le régime en contrôle l'accès. Pour le téléphone portable, en revanche, il faudra patienter : les seuls appareils autorisés par l'ONU, hors de prix et aussi gros que des talkies-walkies, ont une portée restreinte.

Ces signes extérieurs de richesse sont cependant trompeurs. L'Irak véritable n'est pas celui de la rue Arasât et des Mercedes. L'embargo demeure un fardeau pour le reste de la population. Un chiffre, affiché en lettres rouges à la vitrine d'un bureau de change, suffit à le comprendre : « 2 000 dinars ». C'est le taux de change actuel du dollar. A la fin des années 1980, il fallait présenter trois billets verts pour obtenir un seul dinar. Aujourd'hui, mieux vaut prévoir un sac en plastique : les coupures de 250 dinars ont si peu de valeur (moins de 15 cents d'euro), et sont si nom-

breuses en circulation, que les habitants de Bagdad les appellent les « papiers ». Ainsi, dans cette société à deux vitesses, les riches comptent en dollars, les pauvres en « papiers ».

« *Le fric est devenu l'obsession, les gens ne pensent qu'à ça, et de moins en moins à la culture, à l'éducation* », regrette Daoud, un étudiant de 31 ans. « *Malgré une nette amélioration depuis 1999, le problème économique l'emporte toujours sur le politique* », confirme une enseignante à la retraite qui subsiste en donnant des cours particuliers de français rémunérés entre quatre et dix « papiers » de l'heure. « *L'embargo, poursuit-elle, est notre cancer, il nous ronge de l'intérieur en privant le pays des infrastructures qui lui permettraient de se relancer vraiment. Les Irakiens cherchent d'abord à survivre, ils sont absorbés par ce combat quotidien. Tout le reste, même les rêves de liberté, passe au second plan.* »

« L'embargo est notre cancer, il nous ronge de l'intérieur. Les Irakiens cherchent d'abord à survivre, ils sont absorbés par le combat quotidien »

Peut-on leur reprocher ? Les rations distribuées par l'Etat (riz, farine, huile...) dans le cadre des accords passés avec l'ONU suffisent à peu près à couvrir les besoins alimentaires, mais il faut ensuite s'habiller, entretenir sa voiture, régler les dépenses d'eau, d'électricité, de santé. La plupart des 24 millions d'Irakiens n'en ont pas les moyens. Une institutrice gagne cinq euros par mois, un anesthésiste quatre. Dès lors, chacun s'organise comme il peut... Certains attendent des vêtements bancaires d'un frère ou d'une sœur expatriés en Europe ou aux Etats-Unis. D'autres, bien plus nombreux, en sont réduits au système D. A l'aéroport, dans les administrations, les bakchichs sont d'usage. En dollars, cela va de soi.

Le plein d'essence ne coûtant « que » 3 000 dinars, tous les habitants de Bagdad, ou presque, sont des chauffeurs de taxi

potentiels. Qu'un piéton se place le long de la chaussée et il se trouvera toujours quelqu'un pour ralentir à sa hauteur. A longeur de journée, la ville est ainsi parcourue par des milliers de voitures rouillées, bringuebalantes, en quête de clients. Les conducteurs ont des diplômes d'ingénieur, de juriste, de vétérinaire, mais seul le taxi leur permet de nourrir leur famille.

En province, la situation est pire encore. A Karbala, ville chiite du sud, une pharmacienne nous assure que la situation sanitaire reste « alarmante » et que certains médicaments manquent pour soigner le diabète ou l'épilepsie. Les rares organisations humanitaires (ONG) autorisées en Irak signalent de leur côté qu'à moins de trois heures de route de la capitale des villageois privés d'eau potable doivent se contenter de celle de l'Euphrate. « *L'Irak est devenu un pays du tiers-monde* », constate Alexander Christof, de l'ONG allemande

Architects for People in Need (APN). Si l'on croise peu de mendiants, les gamins des rues sont de plus en plus nombreux. Selon Charaf Moulali, responsable de la mission locale de l'association française Enfants du monde-droits de l'homme, 400 000 mineurs échapperaient au système scolaire sur l'ensemble du territoire. Une statistique alarmante dans un pays qui se flattait jadis d'atteindre un taux de scolarisation proche de 100 %. « *Certaines personnes n'ont plus les moyens d'envoyer les petits à l'école*, explique un ancien traducteur. *Le transport et les fournitures coûtent trop cher. Les parents préfèrent les former à un métier. Par exemple, si le père est mécanicien, il prendra son fils comme apprenti.* »

Ces réalités sociales, tout comme l'afflux récent de produits étrangers, sont flagrantes sur les marchés de Bagdad. Souks

aux bijoux, aux appareils vidéo... Souks aux tissus, aux montres, aux couteaux... La ville en compte de toutes sortes, plus ou moins importants, qui sont autant de lieux de vie, souvent de survie. Vus d'ici, les palais de Saddam Hussein paraissent bien loin : le sol n'est pas de marbre mais de poussière, les toits sont de tuiles et non d'ardoise ; les odeurs, la musique, les couleurs sont celles de la rue ; et la rue, elle, ne ment pas sur la situation du pays profond. D'échoppes en étals, dans le dédale des ruelles et des allées, le pain se gagne au jour le jour, « papier » par « papier ». On se presse, on se bouscule, on marchande, et le désordre en devient presque rassurant, comme si cette foule chaleureuse trouvait là, enfin, un espace de liberté.

Chaque vendredi, les gamins peuvent ainsi rêver en parcourant le marché aux animaux, face à l'église de la Sainte-Vierge. Poissons exotiques, perruches, perdrix du désert, serpents, caniches nains et bergers allemands... Rien ne manque ; pas même les grands coqs de combat, des teigneux que les hommes poussent à batailler. Plus loin, derrière la mosquée du Califé, s'ouvre le souk aux épices et aux fruits, la plus belle des invitations au voyage pour un peuple qui n'a ni les moyens ni le droit de s'exiler. Safran, cannelle, citrons séchés, pulpe de coco, café du Brésil... Et aussi des bricoles à trois sous, briquets de Taïwan, stylos de Thaïlande, échoués sur ses terres arabes au terme d'improbables périples.

Mais il faut changer de quartier pour s'évader pleinement ; par la lecture, cette fois. Aux environs de la rue Al-Rachid, la seule artère du centre-ville où subsistent des bâtisses de l'époque coloniale, le marché aux livres d'occasion foisonne d'ouvrages et de revues étrangères. Hommes et femmes de culture viennent y chercher matière à pratiquer l'anglais ou le français. Tous ont soif de connaissances. Un dictionnaire arabe ne dit-il pas : « *L'Egypte écrit les livres, le Liban les édite, l'Irak les lit* » ?

Les habitués ont l'embarras du choix : Dickens, Simenon, Maupassant... A moins qu'ils ne se tournent vers des publications plus audacieuses. Cette bibliothèque à ciel ouvert regorge en effet de trésors poussiéreux dont les censeurs du parti Baas n'ont sans doute pas idée. Entre les romans-pho-

tos et des journaux féminins, on remarque ainsi deux vieux numéros de *Marianne* et du *Nouvel Observateur*, un hebdomadaire pourtant considéré par le ministère de l'information comme « inféodé » à Israël. Et voilà maintenant des magazines américains, *Time* et *Newsweek*, puis un livre d'Henry Kissinger, patron de la diplomatie américaine dans les années 1970...

L'AMÉRIQUE a donc sa place dans la vie de Bagdad. A deux pas du Mémorial de la liberté, place Tahrir, elle tient même la vedette du marché aux films DVD pirates. Les vendeurs en ont des milliers, des plus anciens aux plus récents, d'Hitchcock à Spielberg. En fouillant bien, on peut dénicher *US Seals*, un hommage aux forces spéciales de la Navy. Les copies, comme celles des jeux vidéo, viennent de Russie ou d'Asie du Sud-Est via Dubaï, la plaque tournante de tous les trafics. Ces DVD sont de piètre qualité mais les amateurs s'en contentent volontiers. Pour six « papiers » – moins d'un euro – Brad Pitt et Julia Roberts voisinent dans les bacs avec les artistes du Moyen-Orient. Films d'amour, films de guerre, les cinéphiles ne s'en lassent pas. Ainsi, au moins, ils échappent aux quatre chaînes de télévision nationales, saturées de propagande.

Aimer l'Amérique d'Hollywood et détester celle de Bush... Les Irakiens, si nombreux à écouter les programmes en langue anglaise d'une station FM très populaire (98.3), ne voient là aucune ambiguïté, plutôt une illustration de leur sentiment profond. « *Nous n'avons rien contre le peuple américain*, assure Ahmed, jeune propriétaire d'un magasin d'informatique. *Le problème, c'est l'administration, la Maison Blanche. Notre peuple est nationaliste, attaché à sa terre, à ses traditions et, croyez-moi, il a des ressources insoupçonnées. Pour l'instant, le pays survit mais il n'est pas à son vrai niveau. Nous avons le potentiel pour aller plus haut, beaucoup plus haut. Il reste juste à savoir combien de temps il faudra encore attendre...* »

Philippe Broussard

Prochain article :
L'inquiétude des chrétiens



Bagdad, octobre. Un vendeur de vêtements d'occasion, le soir, au marché aux puces improvisé, dans la rue Saadoun.

ENTREPRISES

PÉTROLE

Les compagnies pétrolières mondiales sont directement intéressées par l'évolution de la situation en Irak. Non seulement à cause des conséquences de ce **CONFLIT** sur les cours de l'or noir mais surtout parce

que les **IMMENSES RÉSERVES** pétrolières de ce pays attirent les convoitises. Les compagnies européennes commencent à s'inquiéter de l'hégémonie possible de leurs concurrentes américaines si Saddam Hussein

est renversé. Dans un entretien au *Monde*, Cheikh Yamani, l'ancien homme fort du pétrole saoudien, explique que **SADDAM HUSSEIN** a les moyens de perturber la production d'or noir et de provoquer une

augmentation vertigineuse des prix. En revanche, sa défaite rapide provoquerait une chute du prix du baril. La situation en Irak est observée de très près **EN CHINE**, devenue un pays importateur depuis 1993.

L'Irak est au cœur des stratégies des « majors » de l'or noir

Les grandes sociétés internationales sont à la recherche de nouveaux gisements pour couvrir l'augmentation prévue de la demande dans tous les pays. Bagdad, au deuxième rang des plus importantes réserves mondiales, loin derrière l'Arabie saoudite, est l'objet de toutes les convoitises

LONDRES

de notre correspondant

Toujours y penser, ne jamais en parler : telle est la devise des grands groupes pétroliers mondiaux à propos du pétrole irakien, qui excite bien des convoitises de la part des majors américaines comme de celles d'autres pays.

PSA (production sharing agreement) : dans le jargon pétrolier, ce sigle est le sésame permettant de bénéficier d'une surcote boursière. L'accord de partage de la production entre un pays et une compagnie permet à cette dernière d'inscrire les réserves qu'elle contrôle dans son bilan. Les méthodes comptables considèrent ces droits de prospection et de forage comme des actifs tangibles. Il va de soi que pareille appréciation du compte d'exploitation attire les investisseurs. En revanche, l'autre type de contrat, la prestation de services, moins rémunératrice, n'a pas le même effet positif sur le titre. Refusant le partage de souveraineté sur leurs richesses énergétiques, des pays comme l'Iran et le Koweït refusent, par exemple, d'accorder des PSA. En revanche, les accords d'exploration-exploitation signés récemment par Saddam Hussein avec certaines compagnies (dont TotalFinaElf) sont des PSA. Le délabrement de l'infrastructure pétrolière et le régime de sanctions ont, il est vrai, fortement limité la marge de manœuvre des dirigeants irakiens lors des négociations.

A Washington comme à Londres, les responsables du Congrès national irakien (CNI), fédération de

mouvements de l'opposition intérieure et en exil, sont discrètement courtisés. ExxonMobil et Chevron-Texaco choisent Ahmed Chalabi, l'un des principaux opposants au régime de Bagdad, particulièrement proche du vice-président américain, Dick Cheney.

REDISTRIBUTION DES CARTES

Les Britanniques entendent eux aussi relever ce défi. Royal Dutch/Shell a réactivé ses réseaux, tissés lors de son offensive de charme avortée envers Bagdad, en 1998. Chassée d'Irak au début des années 1960, BP a remis à jour ses vieilles cartes géologiques. Le directeur général de BP, John Browne, a été on ne peut plus explicite, mardi, sur l'après-Saddam Hussein, en indiquant : « *Nous aimerions être sûrs que nous serons tous sur un pied d'égalité et qu'il n'y aura pas de choses pré-arrangées.* » Ce lobbying intensif est à la hauteur de l'enjeu.

Interrogé par *Le Monde*, un porte-parole du CNI a insisté sur le fait que, en cas de renversement du dictateur, la nouvelle équipe maintiendra le principe d'accords de partage de production. Face à la chute de la Bourse, les valeurs pétrolières rassurent par leur côté concret et la bonne tenue du prix du baril. Il n'est donc pas étonnant que les milieux financiers s'intéressent de près, en cas de conflit, à l'inévitable redistribution des cartes du jeu pétrolier irakien. « *Il ne fait aucun doute que, pour les sociétés cotées, les perspectives de croissance sont déterminantes. Actuellement, il n'existe pas de province pétrolière plus prometteuse que*

l'Irak et ses 112 milliards de barils de réserves prouvées. La production mondiale stagne faute de découvertes significatives » : comme l'indique un spécialiste de la City, toutes les majors sont à la recherche de nouveaux gisements pour couvrir l'augmentation prévue de la demande mondiale.

L'intérêt pour la manne irakienne participe aussi d'un souci de diversification géographique. ExxonMobil et ChevronTexaco restent trop centrés sur le continent américain. BP est très présente dans des zones (golfe du Mexique, mer du Nord, Alaska) où les conditions climatiques et la profondeur des gise-

ments entraînent des dépenses importantes. Pour sa part, Royal Dutch/Shell est pénalisée par l'importance de ses avoirs sur le continent africain (Nigeria, Angola), jugé instable. De plus, le rendement élevé de l'exploration-exploitation, de très loin supérieur à celui des activités de l'aval, encourage les barons pétroliers. Le raffinage souffre de surcapacités. L'essence à la pompe pâtit de la concurrence des supermarchés. La pétrochimie est minée par le ralentissement industriel.

Dernier atout du pétrole irakien : un coût d'exploitation inférieur de moitié à des puits en eaux profon-

des. En dépit des efforts consentis par les majors pour réduire leurs frais généraux (licenciements massifs, recentrage financier), ceux-ci demeurent trop élevés, estiment les analystes.

Reste une grande inconnue : un nouveau gouvernement à Bagdad pro-occidental et stable honorerait-il les contrats importants signés avec une douzaine de compagnies non américaines ? Ces licences ne sont pas encore opérationnelles en raison des sanctions frappant Bagdad. Il ne fait pas de doute que, si Saddam Hussein venait à être renversé, ces accords seraient revus au profit des groupes améri-

cains. Mais les pétroliers français, russes et chinois ne manqueront pas de s'opposer vigoureusement à pareil chambardement. Enfin, les besoins d'investissements de l'appareil productif irakien sont énormes. Ce chantier titanesque exige assurément non seulement des moyens, mais aussi du temps. Ces contraintes font dire à un trader de l'or noir basé à Genève : « *Pour devenir un acteur mondial, l'industrie irakienne a besoin de toutes les grosses compagnies, et pas seulement des américaines. Il y a gros à parier qu'on s'acheminera vers un compromis.* »

M. R.

La Chine est de plus en plus impliquée au Moyen-Orient

PÉKIN

de notre correspondant

Avec la question taïwanaise, l'enjeu pétrolier est la grande obsession qui hante la politique étrangère de Pékin. Fruit amer de sa spectaculaire croissance économique, la Chine est importatrice nette d'or noir depuis 1993. Dans la dernière décennie, sa consommation de pétrole brut a crû à un rythme soutenu (6 %), alors même que sa production domestique est proche de la stagnation (moins de 2 %). En 2001, la Chine importait le tiers de sa consommation (soit 65 millions sur 200 millions de tonnes).

Alors que les réserves historiques situées dans le Nord du pays sont en voie d'épuisement et que les nouveaux champs découverts dans la province musulmane du Xinjiang (extrême Ouest) souffrent de grandes difficultés d'exploitation, les experts estiment que la Chine devra importer la moitié de ses besoins en 2010. Le Moyen-Orient fournit les deux tiers des achats chinois. Ce ratio pourrait passer à 80 % en 2010, un pourcentage qui résume l'enjeu que représente le Moyen-Orient pour la croissance chinoise.

Oman, le Yémen, l'Iran et l'Arabie saoudite se sont imposés comme les principaux fournisseurs de Pékin. Compte tenu du régime de sanctions appliqué par les Nations unies, l'Irak ne fournit que 400 000 tonnes, soit 0,6 % du total des importations. Mais, dans la perspective d'une levée de l'embargo, un consortium regroupant la société pétrolière China National Petroleum Corporation (CNPC) et le groupe marchand d'armes China North Industries Corporation (Norinco) a signé en juin 1997 avec l'Irak un contrat d'exploitation d'une durée de vingt-deux ans portant sur la moitié du champ d'al-Ahdab (au sud-est de Bagdad) et riche d'un potentiel de 180 millions de tonnes de pétrole. Une société, al-Waha, a été créée. L'investissement est évalué à 1,3 milliard de dollars. En 1998, des informations (jamais officiellement confirmées) faisaient aussi état de négociations entre CNPC et Bagdad concernant l'exploitation du champ de Hal-

fayah, dans le sud du pays. Mais la présence chinoise n'est guère allée plus loin que la signature de tels contrats. Bridées par les sanctions de l'ONU, les firmes chinoises se sont limitées à de simples études, au grand dam des Irakiens, qui ont à plusieurs reprises menacé de résilier « *tout contrat non honoré* ».

Aussi les Chinois ne cessent-ils de plaider au Conseil de sécurité pour la levée des sanctions. Le gouvernement de Pékin a joué ces dernières semaines un rôle beaucoup plus actif aux Nations unies qu'avant la guerre de 1991, même s'il a préféré laisser la France prendre l'initiative de la médiation. Ce changement s'explique évidemment par sa nouvelle dépendance à l'égard du pétrole du Moyen-Orient.

« RÉSERVE STRATÉGIQUE »

Le risque d'un conflit devrait conforter la Chine dans ses projets visant à parer aux scénarios de crise : flambée des cours du brut ou rupture des approvisionnements. Depuis les attentats du 11 septembre 2001, le projet d'une « réserve stratégique » a été réactivé. La Chine ne dispose aujourd'hui que de quelques jours d'autonomie (les Etats-Unis, de trois mois) : elle souhaite se constituer d'ici à 2010 une réserve de 15 millions de tonnes, soit trois mois d'autosuffisance. Dans le même temps, elle cherchera probablement à relativiser ses investissements dans des régions comme le Moyen-Orient, dont le pétrole lui parvient *via* le détroit de Malacca, placé sous contrôle américain.

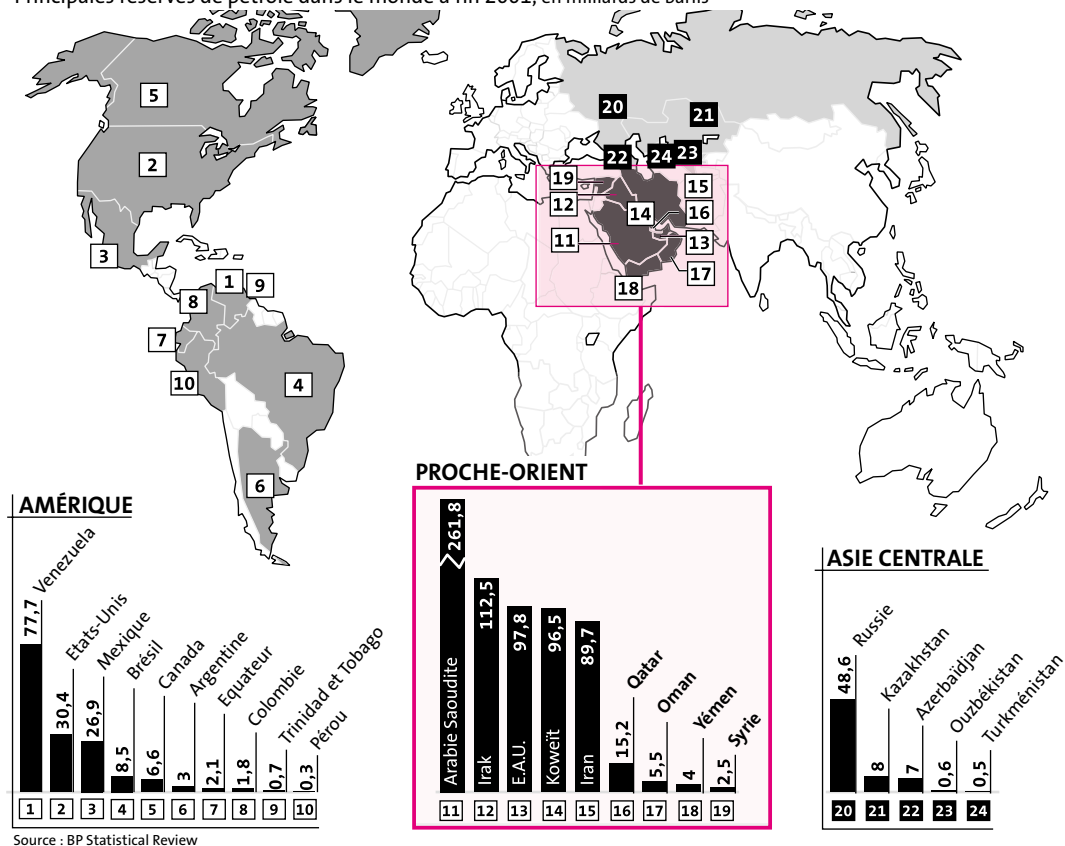
Les firmes pétrolières chinoises ont multiplié les positions au Kazakhstan. Avant les attentats de septembre 2001, cette option de l'Asie centrale présentait l'avantage pour Pékin de l'affranchir de circuits d'approvisionnement sous tutelle de Washington, soit une « profondeur stratégique » de la plus haute utilité en cas de crise du côté de Taïwan. Mais la percée américaine en Afghanistan réveille le vieux fantasme chinois d'un encerclement par l'Ouest et par l'Est.

Frédéric Bobin

ENTREPRISES PÉTROLE

PLUS DE 908 MILLIARDS DE BARILS DE RÉSERVES PROUVÉES

Principales réserves de pétrole dans le monde à fin 2001, en milliards de barils



Cheikh Ahmad Zahi Yamani, ancien ministre saoudien du pétrole « En cas de défaite rapide de Saddam Hussein les prix tomberont »

Cet homme influent dénonce la politique américaine à l'égard de Riyad

Vous avez fondé le Centre d'études des énergies. La politique étrangère américaine envers l'Irak est-elle guidée par le souci de réduire la dépendance des Etats-Unis vis-à-vis de l'Arabie saoudite, patrie d'Oussama Ben Laden ?

Cette stratégie de réduction, voire d'élimination de la dépendance des Etats-Unis vis-à-vis du pétrole saoudien date d'avant le 11 septembre. Le vice-président (Richard) Cheney en personne coordonne cette stratégie de diversification des sources d'approvisionnement pétrolier - Russie, Caspienne, Afrique de l'Ouest, Canada. L'administration Bush veut encourager les compagnies américaines à investir massivement dans ces pays producteurs.

Israël soutient ce dessein, comme l'attestent les pressions effectuées par ce pays sur la Russie pour qu'elle augmente sa production et la

détourne vers les Etats-Unis. Mais pour remplir cet objectif, il faut du temps. Une offensive rapide contre l'Irak, suivie d'une occupation réussie du pays, permettrait d'accélérer cette stratégie. Mais que se passera-t-il en cas de représailles irakiennes contre les puits de pétrole du Koweït ou d'Arabie saoudite ? Sans parler de la destruction des installations irakiennes, ce qu'avait fait Saddam Hussein à la fin de la guerre du Golfe. En vertu de ce scénario catastrophique, les prix du pétrole vont exploser, l'augmentation pouvant atteindre trois chiffres. Imaginez les conséquences pour l'économie mondiale ! En revanche, en cas de défaite rapide de Saddam Hussein, les prix tomberont aussi vite qu'ils sont montés.

Que faire pour améliorer les liens entre les Etats-Unis et l'Arabie saoudite ?

Posez la question aux faucons de l'administration Bush. L'Amérique entend changer le système politique de l'Arabie saoudite, chambouler ses institutions. Aujourd'hui, je discerne chez les dirigeants saoudiens une volonté de réforme et d'ouverture, notamment dans le domaine économique. Les Saoudiens font ce qu'il faut pour améliorer l'atmosphère entre les deux pays. Le résultat ? Les Saoudiens qui se rendent aux Etats-Unis sont traités comme des criminels.

Y a-t-il toujours une entente de fait entre les deux pays pour maintenir le prix du baril autour des 25 dollars ?

Ce niveau de prix arrange l'Arabie saoudite. En dessous, le déficit de l'Etat va s'accroître. Des prix trop élevés à long terme pénalisent l'Arabie saoudite, qui est un producteur d'équilibre. Dans le passé, une coopération ponctuelle a existé, comme en 1998, quand les prix avaient dramatiquement chuté. Les deux gouvernements ont alors fait remonter le prix, l'Arabie saoudite usant notamment de son influence au sein de l'OPEP.

Etes-vous déçu par la politique proche orientale de l'administration Bush Junior ?

Les motifs de déception sont innombrables. Le changement du climat intellectuel aux Etats-Unis m'alarme beaucoup. La liberté de pensée est graduellement limitée, les droits de l'homme progressivement bafoués, c'est pire que sous le maccarthysme. Conjugée aux menaces de guerre contre l'Irak, à l'augmentation des dépenses militaires et aux restrictions des mouvements des personnes, cette atmosphère aura un impact négatif sur l'économie américaine. Et tout cela

au nom de quoi ? La lutte contre ce que les Américains appellent terrorisme, un ennemi sans visage. Si vous voulez combattre le terrorisme, vous devez connaître les raisons de son existence. L'Arabie saoudite n'est pas menacée de déstabilisation islamique. Le péril Al-Qaida n'est pas plus présent là-bas qu'ailleurs dans le monde, comme l'a montré l'attentat de Bali.

En cas de conflit avec l'Irak, l'Iran peut-il aider à stabiliser le prix du pétrole ?

L'Iran ne dispose pas vraiment de capacités excédentaires. Sa marge de manœuvre pour augmenter la production est limitée. Les Iraniens sont très rusés et manœuvriers, mais n'oubliez pas qu'eux aussi figurent sur la liste noire des faucons du Pentagone. La grande force de l'Arabie saoudite est cette formidable capacité de production en réserve. En cas de soudaine pénurie, c'est le seul pays à pouvoir immédiatement augmenter sa production. Les Saoudiens ont agi de la sorte lors de l'invasion du Koweït par l'Irak, en 1990. Grâce à cette production excédentaire, les prix qui avaient grimpé sont rapidement retombés.

Pour ne pas risquer d'avoir leurs avoirs gelés, les investisseurs saoudiens ont-ils rapatrié des fonds investis aux Etats-Unis depuis le 11 septembre ?

Il faut pour cela qu'il existe des opportunités d'investissements en Arabie saoudite ou dans la région. Les capitaux ont besoin de rendement, de sécurité, de stabilité. Si vous créez ces conditions favorables d'accueil, les fonds afflueront. Malheureusement, les actifs sortis des Etats-Unis ont été en grande partie réinvestis dans l'immobilier saoudien, ce qui a provoqué une hausse dramatique du prix du terrain. Il me semble qu'une partie ont également été réinvestis en Suisse et à Singapour, mais leur montant est impossible à évaluer.

Certains milieux pétroliers arabes proposent de remplacer le dollar par l'euro pour le paiement des livraisons.

L'Arabie saoudite est hostile à un tel changement. Le cours de sa monnaie, le riyal, est lié au dollar. En raison des volumes énormes produits par l'Arabie saoudite, l'utilisation de l'euro provoquerait une forte appréciation de la devise européenne et une chute du dollar, donc du riyal. Mais cette idée est attirante pour l'Algérie, la Libye ou l'Iran, en raison du poids plus important de leurs échanges avec la zone euro.

Propos recueillis par M. R.

Le prix du baril augmente, les valeurs pétrolières reculent

ALORS QUE les cours du pétrole ont augmenté de 30 % depuis le début de l'année, s'enflammant à chaque rumeur de guerre en Irak, les valeurs pétrolières n'ont pas suivi cette tendance. Au contraire, les cours des actions des premiers groupes ne cessent de se déprécier. Le recul fluctue entre 15 % et 26 % pour les grandes compagnies comme Exxon, BP, Shell, Chevron Texaco et TotalFinaElf. Il n'existe donc pas de corrélation directe entre les performances des compagnies et l'évolution du brut.

Certes, l'impact du prix du baril est important. Ainsi, pour TotalFinaElf, quand le baril fluctue de 1 dollar à la hausse ou à la baisse, le résultat net varie de 270 millions d'euros. Mais ce n'est qu'un des éléments, car une compagnie pétrolière doit investir massivement pour trouver des gisements et les mettre en exploitation, et elle doit aussi être présente dans le raffinage et la distribution, sans oublier les activités chimiques.

La publication par BP de résultats trimestriels décevants, le 29 octobre, en est l'illustration. Le groupe a réduit pour la troisième fois depuis le mois de septembre son objectif de hausse de production de pétrole et de gaz pour 2002, le ramenant à 3 %. Il a également annoncé une baisse de 13 % son résultat net.

Parmi les motifs invoqués figurent une production de gaz plus faible que prévu après un hiver doux aux Etats-

+ 30 % DEPUIS JANVIER

Cours du Brent à Londres en dollars



Unis, des problèmes techniques en mer du Nord et en Alaska et des ouragans dans le golfe du Mexique.

De plus, la faiblesse des marges dans le raffinage a annulé l'effet positif d'une hausse des cours du brut. Dans ce domaine, tous les pétroliers sont confrontés non seulement à une baisse de la demande due au ralentissement économique mondial, mais aussi à un afflux de produits raffinés venant de Russie, qui a déséquilibré le marché. La déception autour de BP s'est propagée à l'ensemble des compagnies, qui ont fortement reculé.

Dominique Gallois

Le groupe Amaury se sépare de son président du directoire

A la tête de l'éditeur du « Parisien » et de « L'Equipe » depuis 1998, Jean-Pierre Courcol paie l'échec de son investissement dans le Futuroscope

LE GROUPE Amaury a fait savoir dans un communiqué laconique, mardi 29 octobre, que son président du directoire, Jean-Pierre Courcol, « [quitterait] ses fonctions à la fin de l'année » et que « le nom de son successeur [serait aussi] connu à la fin de l'année ». Interrogé sur les motifs de ce départ surprise, le groupe n'a souhaité faire « aucun commentaire ».

Agé de 58 ans, M. Courcol semble faire les frais de l'échec d'investissement du groupe dans le Futuroscope, une initiative qu'il avait portée et défendue. Dans une note interne citée mardi soir par l'Agence France-Presse, Philippe Amaury, président du conseil de surveillance et principal actionnaire du groupe, indique que « pendant ces quatre ans [où M. Courcol a été à la présidence du directoire], le groupe a vécu une réalisation majeure de presse, la création du réseau de distribution du Parisien Ile-de-France, et un échec majeur, la diversification du Futuroscope, où les objectifs et méthodes du partenaire historique, le conseil général de la Vienne, étaient en réalité incompatibles avec la gestion des entreprises ».

Après avoir racheté aux pou-

voirs publics le parc d'attraction de Poitiers (Vienne) pour près de 42 millions d'euros en mars 2000, le groupe Amaury espérait lui faire relever la tête et en faire une exploitation bénéficiaire. En vain. Malgré 26 millions d'euros injectés en deux ans et demi, la fréquentation du parc créé en 1987 par René Monory a continué de s'éroder et le déficit de s'accumuler. Cet été, le groupe de presse a décidé de jeter l'éponge et est revenu trouver les pouvoirs publics, qui avaient conservé la propriété des murs. Début septembre, le conseil général de la Vienne a entériné le protocole d'accord négocié avec Amaury, qui devrait aboutir au retour du Futuroscope dans le giron public... contre un chèque de 18,5 millions d'euros. Au final, le groupe Amaury aura perdu près de 62 millions d'euros dans son incartade poitevine (Le Monde du 11 septembre).

Cet écueil est malvenu pour le groupe de presse. Editeur des quotidiens *Le Parisien*, *Aujourd'hui en France* et *L'Equipe*, ainsi que de quelques magazines (*France Football*, *Vélo Magazine*...), le groupe Amaury, qui organise aussi, via sa filiale Amaury Sport Organisation,

des événements sportifs (Tour de France cycliste, Paris-Dakar automobile, Enduro du Touquet), connaît une période difficile.

DÉCISIONS SUPPLÉMENTAIRES

Tandis que *Le Parisien* est toujours déficitaire, la diffusion de *L'Equipe* est en baisse par rapport à 2001 – une rareté lors d'une année de Coupe du monde de football – même si le quotidien sportif devrait rester bénéficiaire cette année. Le 17 octobre, le directeur général et directeur de la publication de *L'Equipe*, Paul Roussel, a annoncé que son titre renonçait, « en raison de la conjoncture très difficile de nos marchés (sport, presse et publicité) », à emménager dans son nouvel immeuble à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine). « Le groupe Amaury a demandé à ses filiales de rechercher toutes les économies qui ne seraient pas néfastes pour la qualité de leurs produits et pour l'emploi », poursuivait M. Roussel. Les responsables de l'entreprise doivent se réunir en nombre pour discuter d'éventuelles décisions supplémentaires.

En quittant la maison mère de *L'Equipe* et du *Parisien*, M. Courcol

tourne une page importante du groupe. Entré dans l'empire familial en 1981, cet ancien joueur de tennis professionnel passé par la publicité (NCK, Havas-Conseil, Young & Rubicam, Mille International) a connu de nombreux postes de direction, depuis *Le Parisien libéré* jusqu'au directoire du groupe Amaury, en passant par la SNC *L'Equipe* et les éditions Philippe Amaury. Depuis plus de vingt ans, il en était l'un des rouages essentiels, son seul écart ayant été un bref passage à la tête de la compagnie aérienne Air Inter, en 1995.

Depuis sa nomination à la présidence du directoire en 1998, M. Courcol avait notamment lancé la Société de distribution et de vente du *Parisien*. Ce réseau de distribution indépendant des Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP) avait provoqué un conflit entre le groupe Amaury et le Syndicat du Livre, qui avait bloqué la sortie du *Parisien* à de nombreuses reprises en 2001. C'est finalement son autre grand cheval de bataille, le Futuroscope, qui lui aura été fatal.

José Barroso

DÉPÊCHES

■ **TÉLÉVISION** : la proposition de loi de l'UMP sur le double cryptage des films pornographiques ou violents à la télévision sera inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale début décembre, a indiqué mardi 29 octobre le président du groupe UMP, Jacques Barrot. Ce texte a été déposé à l'initiative de trois députés UMP.

■ **Mediaset, le groupe privé de télévision italienne contrôlé par le président du conseil, Silvio Berlusconi**, a annoncé mardi qu'il s'était rallié à l'offre de Lehman Brothers pour la reprise du groupe allemand KirchMedia. Fedele Confalonieri, président du groupe, a confirmé que Mediaset faisait partie d'un des trois consortiums en lice. Outre Lehman Brothers, les alliés de Mediaset sont la banque allemande Commerzbank et le prince saoudien al-Walid. – (AFP.)

■ **Le Syndicat des producteurs indépendants (SPI) a critiqué mardi, dans un communiqué, le choix des chaînes de la future télévision numérique terrestre (TNT) par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), regrettant la faible place offerte aux documentaires.** Le SPI « déplore » que le CSA « ait privilégié pour l'offre gratuite un seul genre [la musique, avec i-MCM, M6 Music et NRJ TV]. On ne peut imaginer que l'attractivité du genre musical soit telle qu'il faille proposer trois chaînes consacrées à ce genre sur huit, pour assurer le succès de la TNT ». Le syndicat regrette que, dans l'offre payante de la TNT, le documentaire soit « réduit à une seule chaîne sur quinze », avec Planète. – (AFP.)

■ **PIRATAGE** : le satellite de diffusion chinois Sinosat a été de nouveau perturbé par la secte Fa Lun Gong à l'aide d'un signal émis depuis Taipei (Taïwan), a déclaré mercredi 30 octobre le porte-parole chinois du bureau des affaires taiwanaises, Li Wei. Déjà en septembre, les programmes de la télévision centrale chinoise CCTV et d'une chaîne éducative avaient été piratés. En mars, Fa Lun Gong avait réussi à diffuser des enregistrements vidéos sur deux réseaux de télévision câblée dans le nord-est de la Chine. – (AFP.)

■ **LIBERTÉ DE LA PRESSE** : le Parlement iranien a décidé de réviser la loi sur la presse pour empêcher la justice, contrôlée par les conservateurs, de limiter la diffusion des journaux réformateurs. Il souhaite modifier l'article 9 de la loi sur la presse, qui stipule qu'un journal ne peut être distribué en dehors de la zone géographique du propriétaire de la publication. En vertu de cet article, le tribunal de la presse a interdit il y a un mois la distribution du quotidien réformateur *Hamchahri* (« Concitoien ») appartenant à la mairie de Téhéran en dehors de la capitale. – (Corresp.)

■ **RADIO** : Bruno Dranesas a été nommé directeur de la rédaction de la radio BFM.

Deux chaînes de télévision veulent enseigner « les valeurs de l'islam »

L'une émettra en arabe, l'autre en anglais

DUBAÏ (Emirats arabes unis)
de notre envoyée spéciale

Au quatrième étage d'un immeuble moderne de la « Media City », à 15 km au nord de Dubaï, l'heure est à la ferveur médiatique. Dans quelques jours, le 5 ou le 6 novembre, deux chaînes islamiques diffusées par satellite au Moyen-Orient pour l'une et en Europe, en Asie puis aux Etats-Unis pour l'autre, verront le jour. Derrière une double porte en verre, au milieu de canapés en cuir bleu, des techniciens irakiens, égyptiens, jordaniens et saoudiens ont pris, mardi 22 octobre, possession de leur nouveau lieu de travail, un studio et une régie numérique flambant neufs. Beaucoup de décisions restent à prendre mais le lancement ne sera pas retardé, affirme-t-on chez Almajd Satellite Broadcasting Ltd, un nouveau groupe audiovisuel, installé à Dubaï, au Caire (Egypte) et à Riyad (Arabie saoudite) par deux hommes d'affaires saoudiens qui ont fait fortune dans l'immobilier, l'hôtellerie et les services aux aéroports.

La chaîne destinée à la communauté musulmane, Almajd, sera diffusée en arabe vers les foyers moyen-orientaux équipés de paraboles. Elle émettra huit heures par jour à compter du premier jour du mois musulman consacré au ramadan (en novembre cette année). 30 % des programmes seront consacrés aux émissions pour enfants, dont des dessins animés « qui enseigneront les valeurs de l'islam, comme le sens de la famille ». D'autres émissions de plateau seront consa-

crées à l'enseignement et à la discussion théologique, aux côtés de divertissements « sérieux ». « Ce ne sera pas un long prêche mais il n'y aura pas de jeu », affirme Tamer Abdelaal, le directeur technique d'Almajd qui a travaillé aux Etats-Unis et pour les télévisions italiennes de la RAI et de Mediaset.

« IL NOUS FAUT RÉAGIR »

Une autre chaîne, Almajd International, émettra trois à quatre heures de programmes quotidiens en anglais. Elle vise l'Europe, l'Asie et l'Afrique du Nord dans un premier temps, les Etats-Unis dans un second. L'objectif ? « Corriger les incompréhensions liées à l'islam », confie M. Abdelaal. La vocation des deux nouvelles chaînes « est de convaincre pour réussir, car prendre les armes c'est échouer », affirme Daud Pidcock, le directeur du marketing, un Britannique converti à l'islam en 1975 qui fonda en 1989 le Parti islamique de Grande-Bretagne. La programmation d'Almajd International se structurera donc autour d'émissions pour adultes, surtout axées sur l'économie et la finance, car « ce sont les adultes qui ont les mauvaises idées et qui sont ignorants », affirme le porte-parole, Monal Zeidan. L'équipe prévoit aussi des revues de presse internationales et la couverture de « situations de crise » alimentées par des échanges avec quelques journalistes occidentaux « qui pensent par eux-mêmes et ne sont souvent pas soutenus par l'establishment [de leurs pays] », affirme M. Abdelaal.

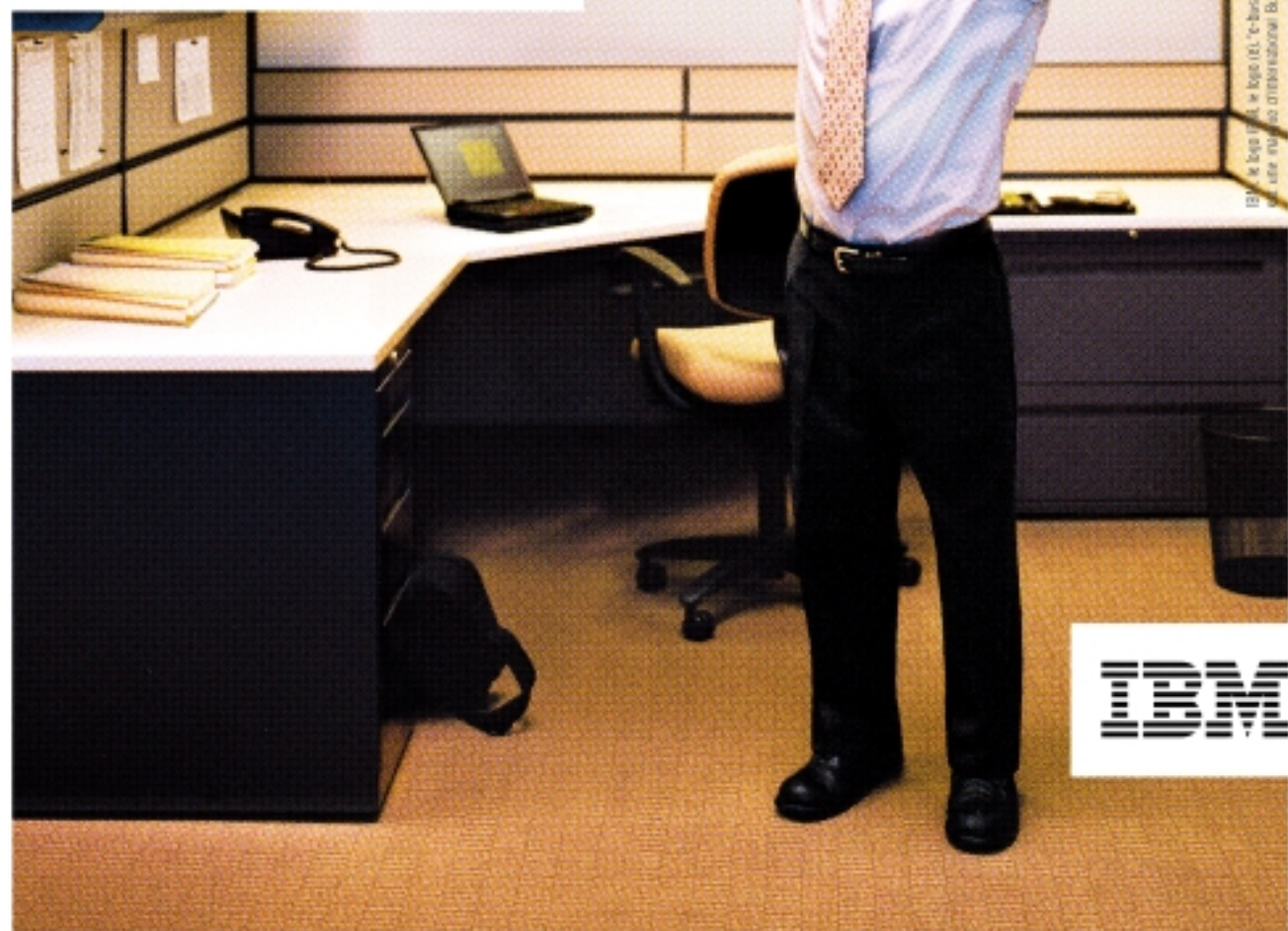
Les deux chaînes sont les deux faces d'un même projet médiatique de grande ampleur dont la mise en place s'est accélérée depuis le 11 septembre 2001. « Il nous faut réagir, lutter contre la croisade intellectuelle menée par l'Europe et l'Amérique du Nord qui abreuvent de fausses informations des populations totalement ignorantes pour servir un agenda politique », affirme M. Pidcock, qui multiplie les références à Napoléon « qui avait compris que la culture islamique est supérieure ».

Le groupe, qui achètera quelques programmes à des producteurs britanniques, français et américains, a pris ses quartiers dans le même bâtiment que le bureau régional de CNN et que le groupe audiovisuel MBC, qui a quitté Londres au printemps. Une façon d'affirmer le sérieux et la pérennité de la démarche. Tout en profitant de la relative liberté de ton comme de la fiscalité particulièrement avantageuse en vigueur à Dubaï.

Florence Amalou

logiciels Lotus

**GESTION PLUS FACILE,
ÉCONOMIES...
VOICI LE NOUVEAU
LOTUS NOTES.**



Nouveau Lotus Notes 6 : champion de la productivité. Avec une série de "plus", à commencer par son interface séduisante et son accès mobile super-pratique. Pour les équipes, des fonctions optimisées d'agenda et de planification qui simplifient et accélèrent l'organisation des rendez-vous. Une présentation innovante du courrier qui facilite le suivi des messages. Lotus, membre de l'équipe gagnante des logiciels IBM avec DB2, Tivoli et WebSphere. Essayez Lotus Notes 6 sur ibm.com/e-business/fr/lotus

@business. Jouez gagnant.

MARCHÉS FRANÇAIS

PREMIER MARCHÉ

VALEURS FRANÇAISES

Mercredi 30 octobre 9h30

Table of French stock market data including columns for Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, and Code sicoval.

Table of international stock market data for the Euro zone, including columns for Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, and Code sicoval.

Table of international stock market data for the Euro zone (continued), including columns for Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, and Code sicoval.

NOUVEAU MARCHÉ

29/10 : volume d'échange non disponible

Table of New Market data including columns for Valeur, Cours de clôture (€), and % var.

Table of New Market data (continued) including columns for Valeur, Cours de clôture (€), and % var.

Advertisement for Volkswagen Phaeton featuring the slogan 'Moi je suis très Gstaadt, mais ma femme ne jure que par St-Barth.' and 'Climatisation individuelle aux 4 places'.

SECOND MARCHÉ

29/10 : volume d'échange non disponible

Table of Second Market data including columns for Valeur, Cours de clôture (€), and % var.

Table of Second Market data (continued) including columns for Valeur, Cours de clôture (€), and % var.

SICAV ET FCP

SÉLECTION publiée sous la responsabilité de l'émetteur

Dernier cours connu le 30/10 à 9h

Table of SICAV and FCP data including columns for Valeur, Cours en euro, date, and % var.

Table of SICAV and FCP data (continued) including columns for Valeur, Cours en euro, date, and % var.

Table of SICAV and FCP data (continued) including columns for Valeur, Cours en euro, date, and % var.

Table of SICAV and FCP data (continued) including columns for Valeur, Cours en euro, date, and % var.

Table of SICAV and FCP data (continued) including columns for Valeur, Cours en euro, date, and % var.

Table of SICAV and FCP data (continued) including columns for Valeur, Cours en euro, date, and % var.

L'éruption de l'Etna, volcan en mutation

Le gouvernement italien a décrété l'état d'urgence après une série de séismes. Les experts relativisent la violence de l'épisode actuel

QUATRE JOURS après son réveil, le 26 octobre, l'Etna montrait peu de signes d'assagissement. La veille, plusieurs tremblements de terre, dont un séisme d'une magnitude de 4,3 sur l'échelle ouverte de Richter, avaient ébranlé plusieurs localités, dont la ville de Santa Venerina, sur le flanc sud-est du volcan sicilien, endommageant des centaines de bâtiments, mais sans faire de victimes. Un millier de personnes ont déjà été évacuées afin d'être relogées.

Sur les pentes du volcan, des bulldozers s'activaient pour ériger des barrages et détourner les coulées de lave des stations de sport d'hiver et des restaurants nichés dans la forêt de pins. A Linguarossa, qui signifie « langue de lave », une procession religieuse a été organisée pour tenter, « comme en 1923 », de stopper la coulée. Des bombardiers d'eau ont dû intervenir pour éteindre les feux de forêt. L'aéroport de la ville de Catane restait fermé *sine die*, en raison des fumées et des cendres qui recouvrent les pistes et sont susceptibles d'endommager les aéro-nefs.

FISSURES ET SOUPAPES

A l'issue d'une réunion extraordinaire du conseil des ministres, le gouvernement italien a déclaré l'état d'urgence dans la région. Un millier de soldats devraient être envoyés sur place, et un navire équipé d'une clinique a été dépêché à proximité du volcan. Des précautions qui tranchent avec la relative sérénité des experts. Car si l'Etna

continue de gronder, ceux-ci estiment que les fissures qui laissent échapper la lave font précieusement office de soupape de sécurité et empêchent une explosion massive. Enzo Boschi, directeur de l'Institut national de géophysique et de volcanologie (INGV) italien, s'est déclaré « optimiste ». « Les fronts de lave se déplacent de manière moins rapide, ils sont moins alimentés et même les secousses diminuent. Tout en restant à des niveaux élevés, elles se sont stabilisées. » Il relativise l'importance des séismes : « Les tremblements de terre vraiment dangereux sont ceux qui dépassent une magnitude de 6 sur l'échelle de Richter et qui ont une énergie 1 000 à 1 500 fois supérieure à celle libérée [le 29 octobre]. »

Le réveil de l'Etna n'a pas vraiment surpris les spécialistes. Le plus grand volcan d'Europe, qui est aussi le plus actif, est en effet sondé en permanence grâce à un réseau de capteurs sismiques signalant ses moindres tressaillements, souvent précurseur de coulées de lave. Cel-

Le plus grand et le plus actif d'Europe

Situé sur la côte orientale de la Sicile, l'Etna est le plus grand volcan en activité d'Europe. Haut actuellement de 3 350 mètres, il couvre une superficie d'environ 1 500 kilomètres carrés, s'étendant sur 60 kilomètres du nord au sud et sur 40 kilomètres d'est en ouest. La première éruption connue remonte à 1 500 ans avant notre ère. Elle avait chassé les Sicanes de la côte est de la Sicile. Depuis, au moins 190 éruptions sont intervenues, pour la plupart marquées par des épanchements de lave et des explosions stromboliennes peu violentes. En 1669, la ville de Catane fut partiellement détruite par des coulées qui atteignirent la mer. L'Etna a tué à plusieurs reprises, essentiellement des personnes venues observer les éruptions, victimes de blocs rocheux éjectés lors d'explosions phréatiques causées par le réchauffement de poches d'eau : 36 personnes ont ainsi péri en 1843, 9 en 1979 et 2 en 1987.



La Sicile vue du ciel, avec l'épais panache de fumée dégagé par l'éruption de l'Etna qui s'est étendu jusqu'à Tripoli, en Libye.

les-ci ont tendance à enfler depuis une cinquantaine d'années, rappelle Claude Jaupart, de l'Institut de physique du globe à Paris. « Depuis les années 1950, le taux d'alimentation en magma a quasiment doublé. Ça accélère », assure-t-il. En raison de ce phénomène spécifique à l'Etna, il reste difficile de prévoir l'évo-

lution de l'épisode actuel, reconnaît le chercheur.

C'est que l'Etna est un volcan un peu à part. Situé dans la partie orientale de la Sicile, il est tout proche du détroit de Messine, qui sépare l'île de la botte italienne. Ce détroit est précisément la conséquence d'un éloignement de plaques tectoniques, à l'origine de plusieurs tremblements de terre effroyables, comme celui de 1908, qui fit 45 000 morts.

« CRISE D'IDENTITÉ »

Ces mouvements tectoniques ne sont probablement pas étrangers à la singularité de l'Etna, dont la composition du magma est en train de changer, depuis 100 000 ans environ. Pour Pierre Schiano, géochimiste au laboratoire « magma et volcan » à Clermont-Ferrand, qui a mis en évidence ces modifications,

le volcan sicilien passe du type « point chaud », comme les volcans hawaïens, qui vomissent assez calmement une lave fluide, à la catégorie dite d'« arc insulaire », explosive, comme dans les Aléoutiennes ou les Kouriles. C'est en étudiant les rapports entre les traces de baryum et de niobium au sein des laves accumulées sur les flancs du volcan depuis 500 000 ans que l'équipe de Pierre Schiano a constaté un infléchissement dans leurs proportions depuis 100 000 ans, indice d'un changement d'identité.

Le moteur de ce changement est encore inconnu. L'hypothèse qui a la faveur de Pierre Schiano serait une modification de la source du magma alimentant l'Etna, qui aurait une origine « beaucoup plus profonde » qu'auparavant. Claude Jaupart rappelle pour sa part que des mélanges de plusieurs sources

magmatiques ne sont pas rares et que les volcans de la Côte ouest des États-Unis peuvent ainsi être alimentés par trois types de magmas distincts.

Cette modification de l'Etna vers un régime plus explosif reste très progressive, si bien qu'il est difficile de dire si l'épisode actuel illustrera cette inquiétante modification de comportement. « On a encore un peu de temps. Il n'y a pas de caractère anormal marqué pour l'instant », estime Pierre Schiano, même s'il n'exclut pas de mauvaises surprises. « Il y a eu des explosions très violentes à l'époque romaine », rappelle-t-il. De la lave provenant de l'éruption en cours sera analysée pour voir si la « crise d'identité » de l'Etna se poursuit. Les résultats devraient être connus d'ici un mois.

Hervé Morin

La lumière jaillit au cœur des puces en silicium

Une avancée majeure de STMicroelectronics

GRAAL de la microélectronique, le mariage du silicium et de la lumière est célébré par les chercheurs du laboratoire d'optoélectronique développé depuis 1997 par le fabricant franco-italien de semi-conducteurs STMicroelectronics (ST) à Catane, en Sicile. Tandis que l'Etna poursuit son irruption, couvrant la ville de cendres et mettant à rude épreuve les filtres de la salle blanche de 100 m² dont dispose le laboratoire, Salvo Coffa, responsable de l'équipe qui a réalisé cette avancée majeure, explique comment les chercheurs ont réussi à rendre le silicium luminescent. « A l'inverse de l'arséniure de gallium (AsGa), le silicium dispose de faibles capacités d'émission de lumière, rappelle le chercheur. C'est pourquoi nous l'avons dopé à l'aide de 14 ions de métaux rares, tels que l'erbium, le cérium ou le samarium, qui, eux, émettent de la lumière après avoir été excités. »

Chacun des éléments implantés joue le rôle d'une source de lumière de couleur différente. Ainsi, l'erbium émet dans le proche infrarouge, le cérium dans le bleu et le samarium dans le rouge. Les 14 ions dopants couvrent le spectre lumineux entre le bleu et l'infrarouge proche. Stimulés par un apport d'énergie électrique, les éléments implantés passent dans un état excité et ils émettent des photons en revenant à leur état de repos.

Le laboratoire de ST a breveté les techniques développées pour l'implantation des ions dans le silicium. Les résultats en matière de capacité d'émission de lumière sont cent fois supérieurs à ceux obtenus jusqu'à présent avec le silicium. Ce dernier parvient ainsi à faire jeu égal avec l'AsGa et d'autres semi-conducteurs composites utilisés dans les diodes électroluminescentes.

Conséquence majeure de cette avancée, il devient possible de concevoir des composants associant électronique et optique à l'intérieur de la même puce en silicium produite par les lignes de fabrication existantes. De quoi résoudre l'un des problèmes auxquels se heurtent les fabricants de microprocesseurs dont le nombre de transistors va dépasser les 100 millions d'unités. Malgré l'extrême miniaturisa-

tion de la gravure par lithographie (0,13 micron sur les microprocesseurs actuels), la taille des puces augmente, ce qui ralentit la transmission des signaux de fréquence d'horloge, par exemple. « L'interconnexion des transistors se heurte au délai dit "RC" provenant des effets de résistance et de capacitance engendrés par les jonctions métalliques », précise Salvo Coffa. Le remplacement de l'aluminium par du cuivre visait déjà à réduire la résistance des pistes. « Mais la méthode électrique conduit à un goulet d'étranglement aux environs de la fréquence d'horloge de 10 gigahertz (GHz), indique le chercheur. Avec le passage à l'optique, il sera possible d'atteindre les 50 GHz. » La technologie de ST promet de faire sauter un verrou dans la course à la puissance des puces d'ordinateurs. Néanmoins, l'intégration aux microprocesseurs demandera encore 18 mois de travail aux scientifiques de Catane.

UN NOUVEL ÉLAN

En revanche, les composants d'une première application concernant les circuits électroniques de puissance sont annoncés pour 2003 avec des échantillons disponibles dès la fin de cette année. Ils permettront d'isoler électriquement, sur un circuit, les parties de commande et de puissance fonctionnant sous des tensions très différentes (quelques volts d'un côté, plusieurs centaines de l'autre). Aujourd'hui, seul l'ajout de composants externes (relais, transformateurs) permet de garantir une telle isolation. ST s'affranchit de cette difficulté en transmettant les signaux de commande non plus par courant électrique mais par émission de lumière.

Les photons remplacent en partie les électrons. Ils sont acheminés sur la puce par des guides d'ondes dont l'une des originalités est de pouvoir se couper, ce dont les pistes électriques sont incapables. De même, les transmissions optiques sont moins insensibles aux perturbations magnétiques, très présentes dans l'automobile, par exemple. La lumière promet ainsi de donner un nouvel élan aux puces électroniques.

Michel Alberganti

ÉVASION
Publicités

HAUTES-ALPES

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
Village dans le Parc Naturel Régional Soleil - Ski - Raquettes - Rando.

HÔTEL LE CHAMOIS**
Logis France, 2 cheminées
1/2 pension : 52 €
Tél : 04.92.45.83.71 - Fax : 04.92.45.80.58
http://www.lechamois.fr

NOMADE
Du Sahara à la Mer de Chine
230 voyages d'aventure à prix malins
Randonnées en famille, accompagnées, en liberté...
Infos : 01 46 33 71 71 ou www.nomade-aventure.com

LONDRES - 103€*
MADRID - 165€*
NEW YORK - 309€*
LOS ANGELES - 450€*

Réservez vite nos vols à PRIX CANON
0 892 892 898
(0,34€/min)

voyages-sncf.com

* Prix par personne TTC à partir de, sous réserve de disponibilité V.P.A.R. au départ PARIS. Pour la validité, nous consulter.

directours
Voyager mieux. Dépenser moins.

Spécial "all inclusive" de luxe

ANTIGUA l'île aux 365 plages.
8j/6 nuits du 01/11 au 12/12/02

Club GRAND PINEAPPLE 4* :
➔ **1310 € TTC**

ST JAMES CLUB 5* :
➔ **1615 € TTC**

• Formule "all inclusive", tous repas, toutes boissons aux repas et aux bars, animations, sports etc... Service d'excellente qualité. Vol régulier Air France. Départs quotidiens. Vol inter-îles. Nuits sup. possibles. Importantes réductions enfants. Départs province avec sup. 80 €uros pp.

Plus d'informations sur
www.directours.com
Tél. : **01.45.62.62.62**
AGENCE ouverte 6j/7 au 90 av. Champs-Élysées Paris 8e.

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE EN CALVADOS

Week-end romantique à deux pas de Deauville

à partir de **320 €**
par personne
3 jours / 2 nuits

RÉSERVATION
Hostellerie de Tourgéville*** - Chemin de l'Orgueil - 14800 Tourgéville
Tél. : 02 31 14 48 68 - Fax : 02 31 14 48 69
E-mail : hostellerie@hotel-de-tourgeville.com

GRATUIT, sur simple demande
Votre guide des week-ends et mini-séjours 2002
Tél. 02 31 27 90 30 - www.calvados-tourisme.com

Calvados LA NORMANDIE PAR EXCELLENCE

Spécialiste de l'Italie, Sicile, Sardaigne, Malte

Offre Spéciale Escapade à Venise

Départs les 7, 10 et 14 Novembre

Jeudi / Dimanche (3 nuits)
421,50 € ttc (au lieu de 471,50 € ttc)

Dimanche / Jeudi (4 nuits)
477,50 € ttc (au lieu de 527,50 € ttc)

Prix par personne comprenant :
Le vol spécial A/R Venise au départ de Paris, les transferts aéroport/Place St Marc/aéroport, l'hébergement 3 nuits (Jeudi/Dimanche) ou 4 nuits (Dimanche/Jeu) base chambre double et petit-déjeuner à l'hôtel Belle Arti 3* ou similaire, les taxes aériennes et l'assurance assistance/rapatriement et la garantie retard d' avion.

Accueil, conseils et réservations **0810 00 70 70**
ou dans toutes les agences de voyages
www.citevasion.com - e-mail : citvd@citvoyages.com

PROFESSIONNELS DU TOURISME, POUR COMMUNIQUER DANS CETTE RUBRIQUE APPELEZ LE : 01.42.17.39.63



PHOTOS: HANS WIESENHOFER/ANZENBERGER

Sur le Danube avec Anton Bruckner

Croisière musicale sur les traces d'un musicien mystique mal accepté par la société viennoise. De villes en abbayes et résidences de princes électeurs

SAINT-FLORIAN (Autriche)
de notre envoyée spéciale
« L'Europe au fil de l'eau, du Saint Empire à l'euro ». Joli thème pour une navigation sur le Danube, fleuve passe-frontières s'il en est. Au programme de cette croisière musicale unique, de Budapest à Nuremberg : des voyageurs curieux, des conférenciers de talent, une table de qualité et, à chaque étape, des musées prestigieux, un cocktail chez une arrière-petite-fille de l'archiduc François-Ferdinand, des récitals privés, des concerts dirigés par Valery Gergiev et Nikolaus Harnoncourt, un opéra de Wagner, des abbayes, des palais, des châteaux.

Tel un chef d'orchestre, Frederic Pfeffer, salzbourgeois, expert en divertissements musicaux, compose ainsi ses « croisières », telle celle-ci sur le Danube, comme d'autres des symphonies, mettant en rapport, un lieu (Saint-Florian), un style (le baroque), un instrument (l'orgue), un musicien (Bruckner) et l'histoire qui s'y rattache.

Anton Bruckner. L'homme qu'une de ses hôtesse apostropha un jour d'un : « Vous faites tailler vos pantalons chez un menuisier ! » Un fils d'instituteur, un paysan, un demi-gueux ! Etrange et rude existence que celle de ce rus-

tre devenu l'un des plus grands compositeurs de son siècle. Tous jours, Anton Bruckner accumule les handicaps. Milieu modeste, pauvreté, solitude, détresse, morbidité, laideur, maladresse en société, vindicte de quelques-uns et jusqu'à cette misère sexuelle qui le fit mourir vierge à soixante-douze ans. Certes, il ne fut pas le seul mais les moines qu'il côtoyait étaient chastes

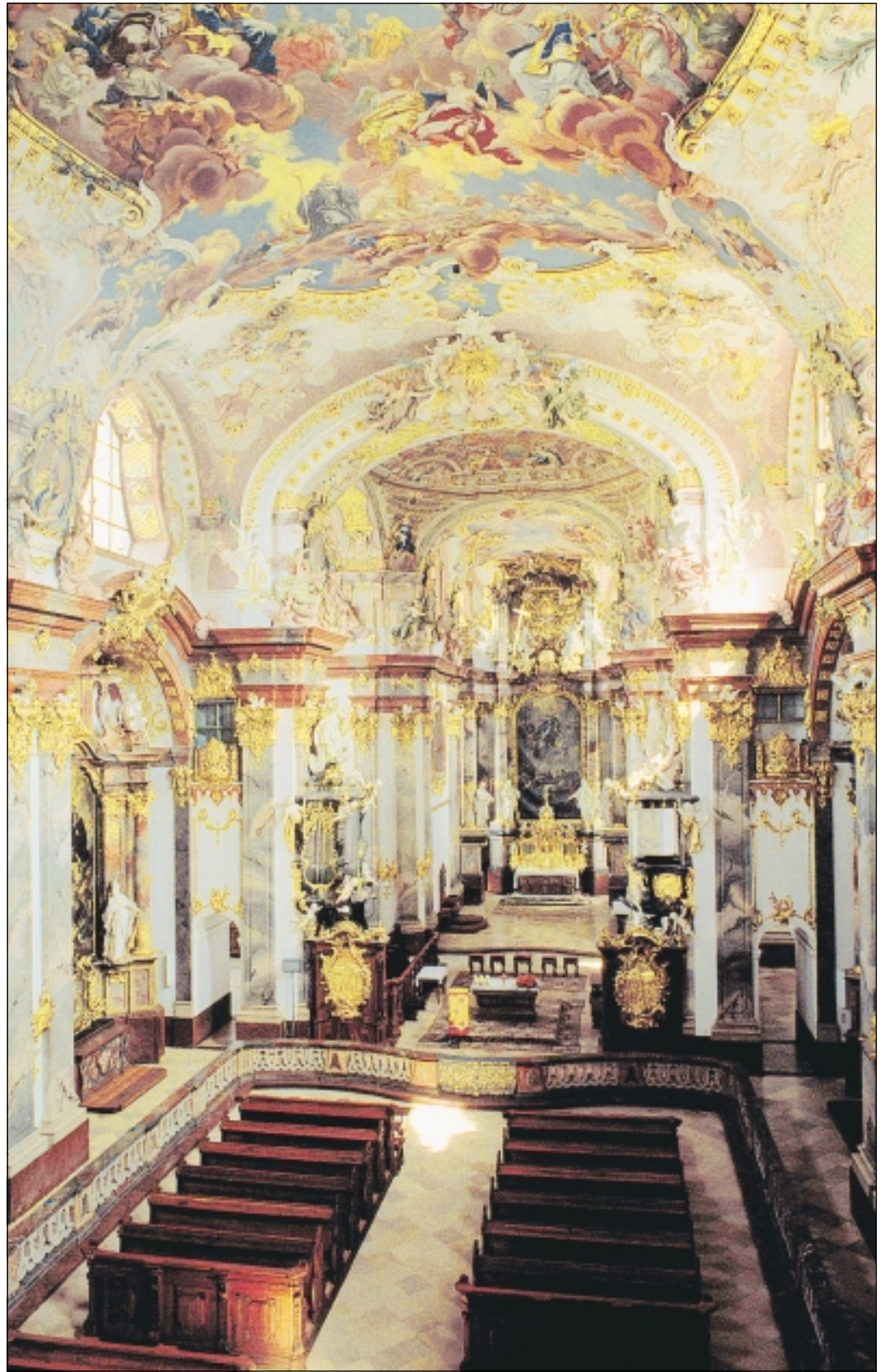
Le compositeur enseigne à Vienne, où il est confronté à une société brillante, superficielle, ivre de valse : tout ce qu'il déteste

par choix. Lui tombe amoureux, présente une demande en mariage, essuie un refus et sublime sa douleur dans une composition. Coup de foudre, demande en mariage, refus, cantate, messe ou requiem : le schéma se renouvellera, dit-on, dix-sept fois. En résumé, une vie de

chien sublimée par la musique et l'orgue de Saint-Florian.

Saint-Florian, c'est l'une des vingt abbayes de la région autrichienne de Wachau, toutes en activité. Autant Melk, la bénédictine, fondation de l'empereur, incarne sans fard la richesse de l'Eglise, déployant un baroque opulent qui se tue lui-même par sa prodigalité, trop d'or aplissant les reliefs, autant Saint-Florian, fondée par les chanoines de saint-Augustin, séduit par son baroque bien tempéré, son grand escalier ouvert sur la cour et ses appartements impériaux intacts. A l'époque, abbayes et châteaux étaient tenus d'héberger le souverain et sa suite dans ses déplacements.

Le jeune Anton fit brièvement ses classes au monastère, y tint l'orgue et composa, à telle enseigne que cet instrument du XVIII^e, à 103 registres et 1 744 tuyaux, restauré au XX^e, est appelé depuis « l'orgue de Bruckner ». Un instrument qu'il tiendra également à Linz, puis à Vienne. En 1865, il rencontre son dieu, Wagner, et, l'année suivante, Liszt. Trop d'émotions, de fatigues, une solitude persistante, l'épuisent et le perturbent. Il est interné trois mois, en proie à la folie des nombres. Puis il enseigne à Vienne, où il est confronté à une société brillante, superficielle, ivre de valse : tout ce qu'il déteste. Il a pour élèves Mahler et Hugo Wolf. Si Brahms fait en sorte que ses œuvres ne soient ni jouées, ni imprimées, Wagner, en l'honneur duquel il compose une symphonie, lui témoigne une bienveillance condescendante. Bruckner va à Bayreuth pour lui montrer sa partition, sonne, se fait éconduire, Cosima intervient et Wagner : « Revenez à cinq heures. » Entre-temps, Bruckner visite le chantier du Festspielhaus, tombe dans un bac de mortier et n'a rien pour se changer. Quand il revient, Wagner le serre quand même dans



ses bras, accepte sa dédicace et lui offre un bock de bière.

Liszt le nomme le « ménestrel de Dieu » et, pour Jean Gallois, son biographe, ses symphonies sont des « messes sans paroles ». Beaux compliments. La révélation finale viendra à sa mort, en 1896. « Je ne peux composer qu'à Saint-Florian. Je sens monter de sous mes pieds ce qui inspire ma composition », avait-il coutume de dire. Quand on creusa la crypte pour y exposer son cercueil, on découvrit, à l'aplomb de son orgue, la nécropole d'un culte solaire : trente-sept squelettes disposés en rayons, la tête au centre. Autant dire une vie sous le signe de la mort. Ce qui s'appelle un destin.

Bruckner, on peut l'imaginer, aurait joué avec bonheur sur l'orgue de Passau, la « Venise de Bavière », au confluent du Danube, de l'Inn et de l'Ilz. Une ville

princièrre, italianisante, moyennageuse et baroque à souhait, comme Bamberg, la « deuxième Rome », et comme Ratisbonne. Des villes allemandes très peu détruites. A Passau, les croisiéristes eurent deux concerts privés : le récital d'une soprano dans un petit théâtre de 1880, sobre et raffiné, et un concert d'orgue sur l'instrument, exceptionnel, de la cathédrale. « C'est le plus grand orgue qui soit au monde », affirme le jeune titulaire, le professeur Hans Leitner, beau visage d'artiste, avant de présenter son instrument (233 registres, 17 779 tuyaux) et d'interpréter une toccata, puis, en une improvisation brillante, de mettre en valeur la complexité et la puissance des jeux. Cinq orgues en un, reliés électroniquement, dont un dans le chœur et un sous la charpente, dont le son tombe des cintres par

Dominant le Danube, l'abbaye bénédictine de Melk, reconstruite à partir de 1702, dont la terrasse relie la Bibliothèque aux 100 000 volumes à la salle de Marbre (à gauche). Nef de l'abbaye de Saint-Florian, au plafond entièrement recouvert de fresques (ci-dessus).

une bouche découpée à l'intérieur d'une fresque.

De Vienne à Nuremberg, quelque sept cents ruines jalonnent le Danube. Abbayes isolées telle le monastère de Weltenburg, l'un des plus anciens de Bavière, où se déploya le talent des architectes, les frères Assam, avec sa couronne dorée ceignant la voûte et son orgue de 1728, peint, sculpté et doré. Il est posé au bord du fleuve, à la hauteur de Kelheim, point de départ du canal Main-Danube.

International. Inédit. Exclusif.

Laissez-vous emporter dans un univers de parfaite harmonie : des jardins fleuris, des berges de lac et des charmes enchanteresses – découvrez, pour la première fois au monde, l'abondante création de Gustav Klimt – exclusivement – paysagiste.

Vienne
Wien - Vienna - Viena - ウィーン
vous attend

RÉSERVER DÈS MAINTENANT :
WIEN-HOTELS & INFO
TÉL. 0043-1-24 555
www.vienna.info

Le chœur des Fugueurs

Mélanes, les « Fugueurs », ainsi que se nomment eux-mêmes les habitués des itinéraires musicaux imaginés par Frederic Pfeffer, le charismatique directeur de La Fugue, voyagent depuis vingt ans avec cette agence très spécialisée. S'ils sont toujours là, c'est que l'homme et l'expérience qu'il leur fait vivre valent l'investissement. Ce Salzbourgeois qui joue de la flûte – d'où le logo de sa société, Pégase et un flûtiste – et se dit « marchand de rêves, d'émotions », est un grand admirateur de Bach : « L'Art de la fugue représente ma manière de travailler : une rigueur technique absolue dans la créativité. », confie-t-il.

Une rencontre « primordiale » pour lui : celle du compositeur Pierre Petit, devenu son complice. « Il m'emmenait au concert et décortiquait pour moi la musique. A son école, je me suis formé une oreille plus professionnelle. » L'ultime secret de ce compositeur de voyages : équilibrer les risques. Pour un mélomane qui n'en est pas à son premier voyage, « sa présence est gage de réussite ».



SCANDITOURS
N°1 sur les pays nordiques

LAPONIE FINLANDAISE

Hôtel Cumulus***

652€*
TTC

Départs le 6/2 et du 6/3 au 20/3/03, 4 jours/3 nuits, en demi-pension transferts inclus + activités hivernales en option

RENSEIGNEMENTS AU 01.42.85.64.30 - www.kuoni.fr
et dans votre agence de voyages

* Prix mini/pers. en chambre double au départ de Paris.

The Kuoni Travel Group



Les putti, angelots omniprésents dans l'architecture baroque, réjouissent l'œil du visiteur. Abbayes et résidences des princes électeurs en usent et en abusent (ci-dessus).

Viennent alors les somptueuses résidences des princes électeurs, ces seigneurs parfois archevêques de jeux de lumière, se déploie sur trois étages. On croit avoir atteint des sommets et voici que le palais de Würzburg le dépasse encore en opulence, avec ses voûtes à fres-

ques peintes par Tiepolo. Mais le passage le plus envoûtant, le plus poétique fut la traversée de la boucle du Danube. Sur le pont, il fait zéro degré. L'eau fume et des voiles de brume dérivent sur la forêt d'épicéas et d'érables en feu. Le fleuve sinue, et l'on passe alterna-



tivement de l'ombre à la lumière selon que la gorge étroite dérobe ou absorbe le soleil. L'homme s'efface devant la nature. Ne reste plus qu'un paysage sauvage, mystique ; en un mot, brucknérien.

Danielle Tramard

Week-end forestier en Sologne

Au pays du Grand Meaulnes, 2 000 km de sentiers balisés pour la randonnée et un conservatoire de la faune sauvage

« PROPRIÉTÉ PRIVÉE », indiquent régulièrement des panonceaux à l'entrée d'allées forestières. Autrement dit : gare au visiteur qui s'y aventurerait. Le Solognot des lieux pourrait bien l'attendre de pied ferme, fusil de chasse à l'épaule !

C'est ainsi : depuis que Napoléon III a fait reboiser la Sologne - terre humide et insalubre au départ - pour la transformer en un terrain de chasse à la mode où lui et ses pairs aimaient à venir courir le gibier, le pays, très prisé, est resté découpé en domaines de riches particuliers.

Mais que le visiteur se rassure. Depuis plusieurs années, le Loiret a le souci d'ouvrir son morceau de Sologne, aux amateurs de nature ne pratiquant pas forcément la chasse. Le charme de ce petit pays, qui s'épanouit en automne lorsque les bouleaux se parent d'or et les landes à bruyères de tons roux, mérite en effet d'être démocratisé. 2 000 km de sentiers de randonnée y ont ainsi été progressivement dessinés, répartis en sept circuits, dont le dernier, celui du canton de La Ferté, a été inauguré en février 2002. D'autres encore sont sur le feu.

De plus, à Ménestreau-en-Villette, le domaine du Ciran, autrefois privé, s'est ouvert au grand public. En parcourant les 300 hectares de ce conservatoire de la faune sauvage solognote, si l'on est discret, on aura la chance d'apercevoir autour des étangs des hérons cendrés et, dans les sous-bois, des chevreaux mener leur vie de cervid. Quant au « roi de Sologne », le cerf, il est possible de l'approcher lors de sorties organisées par la Maison du Cerf de Ligny-le-Ribault. Pendant la période du brame (septembre-octobre), on peut même



se rendre à ses concerts d'amour fou, qui retentissent le soir dans la forêt.

Pour terminer sa journée, le visiteur ira déguster des madeleines au miel confectionnées à son attention au château de La Ferté-Saint-Aubin. Les propriétaires de ce très bel édifice de brique rose aux toits d'ardoise, où Renoir choisit de tourner *La Règle du jeu*, dérogent en effet aux moeurs du pays puisqu'ils ouvrent grand leurs pièces à qui veut. Mieux : afin que l'étranger se sente ici chez lui, on le laisse aller et venir librement de la cave au grenier. Dans ce fouillis d'objets féériques et de mobilier de toutes époques, la dérive rêveuse est assurée.

De notre envoyée spéciale
Lorraine Rossignol

Une heure de train de Paris-Austerlitz à Orléans (30 € aller-retour), puis correspondance pour la Ferté-Saint-Aubin. En voiture, 140 km : par les autoroutes A 10 et A 71, sortie Orléans La Source. Sur place, possibilité de se restaurer à la ferme de la Lande (tél. : 02-38-76-64-37) et d'être hébergé à l'Hostellerie du château des Muïdes (02-38-64-65-14). Réservation de chambres d'hôtes, gîtes et hôtels : loisirs-accueil du Loiret (02-38-78-04-88). Sur place : cartes IGN, fiches randonnées à pied, et forfaits autour de sept itinéraires incluant l'hébergement en demi-pension avec pique-nique (de 79,5 € par personne en chambre double pour une nuit sur place à 116,70 € pour deux nuits). Initiation à la conduite tout terrain au Centre de La Ferté-Saint-Aubin (130 hectares).

À TOUS PRIX

300 € : UN WEEK-END « TRUFFE » DANS LA DRÔME. À la Maison du Moulin. Les dénicher en terre, les cuisiner et les goûter, avec, en sus, visite du château de Grignan : un forfait établi par personne, en demi-pension et chambre double (04-75-46-56-94).

1120 € : UN WEEK-END FAMILIAL EN IRLANDE. Du 8 au 11 novembre, séjour dans le cottage de Youghal Reddam pour une famille de 4 personnes avec les

vols A/R à partir de Paris et un véhicule pour 3 jours. Gaël Ashling, tél. : 01-42-71-44-44.

2500 € : UNE CROISIÈRE SUR LE MÉKONG. Fleuves du monde et Terre Indochine lancent un bateau de Phnom Penh à Saïgon. Prix incluant vols internationaux (de Paris), une nuit à Saïgon et six nuits sur le *Toum-Tiou* (tél. : 01-44-32-12-80, Internet : www.toumtiou.com et www.terre-voyages.com).

3299 € : LA TRAQUE DU LOUP POUR LE NOUVEAU MONGOL. Un voyage inédit, à la Lune blanche, fête populaire des nomades des steppes, lequel implique d'être bon cavalier avec une solide résistance au froid. Du 26 janvier au 10 février 2003, d'Oulan-Bator, en véhicule 4x4, avec 5 jours de randonnée équestre et nuits sous la yourte. Terres d'aventure : tél. : 01-53-73-77-73.

VADE-MECUM

LE SPÉCIALISTE. La Fugue (32, rue de Washington, 75008 Paris, tél. : 01-43-59-10-14, www.lafugue.com) est, depuis 1982, le spécialiste du voyage musical haut de gamme. Une expérience hors du commun en raison du choix des œuvres orchestrales et lyriques, des visites et concerts privés qui les émaillent, et de la présence de conférenciers et d'interprètes de grande valeur. Une façon unique de mêler les composantes d'une culture que sont l'histoire, la musique, l'art et l'architecture. Ici, le lien fut réalisé par les exposés de Pascal Bonafoux et d'Alain Duault, et par le compositeur Rita Ghosn dont une création fut interprétée par un septuor sur le bateau. Par rapport à d'autres voyageurs, le prix peut varier du simple au double. Toujours les meilleures conditions de confort.

LE PROGRAMME. Une croisière par an. En juin 2003, croisière sur rail, à bord d'un train historique, de Moscou

à Saint-Petersbourg, avec visite des monastères de l'Anneau d'or, lors des nuits blanches qui revêtiront une ampleur particulière cette année en raison du troisième centenaire de la fondation de l'ancienne capitale impériale. Le chef russe Valery Gergiev, directeur artistique du Mariinsky (ex-Kirov), invitant quelques-unes des grandes maisons lyriques internationales. En 2004 : croisière « La légende de l'opéra », sur un bateau qui fera le tour de l'Italie. A chaque escale, un opéra sur une scène lyrique historique : Gênes, Rome, Naples, Palerme, Catane, Bari, Pesaro, Trieste, Venise. En outre, chaque année, les grandes scènes lyriques d'Europe, les saisons d'opéra et les festivals se réservent à la carte ou en groupe. L'assurance de disposer de places de 1^{re} catégorie. Egalement des montages inédits : citons Dubaï et Placido Domingo, (10-15 décembre 2002, 4 350 €) ou Bilbao

(24-26 janvier 2003, 1 350 €) avec *Norma*, de Bellini, interprété par June Anderson, et la visite du Musée Guggenheim.

LES LECTURES. L'unique biographie en français, *Bruckner*, de Jean Gallois (Seuil) est malheureusement épuisée. Idem pour les *Hauts lieux musicaux d'Europe*, dirigé par Frédéric Pfeffer (Autrement). Disponibles : *Sur les pas de Mozart*, du même et de Jean des Cars (librairie académique Perrin), et *L'Europe de l'art*, de Pascal Bonafoux (Assouline).

LA DISCOGRAPHIE. S'il fallait choisir une symphonie de Bruckner, ce serait la 7^e *Symphonie* (qui illustre le film *Senso*, de Visconti). Alain Duault conseille l'enregistrement de la Philharmonie de Berlin dirigée par Eugen Jochum ou de la Philharmonie de Vienne sous la baguette de Karajan.

RENSEIGNEMENTS. Offices nationaux du tourisme : Allemagne (tél. : 01-40-20-01-88), Autriche (tél. : 01-53-83-95-20).

vols, circuits, méharées, randonnées...

Point Afrique

Algérie - Niger - Mali - Burkina Faso - Mauritanie - Bénin

MAURITANIE VOL aller/retour à partir de 400 €
Tous les dimanches, départ 9h arrivée 20h

NIGER VOL aller/retour à partir de 400 €
Niamey et Agadez

CIRCUIT à partir de 318 €

RANDONNÉE à partir de 396 €
Dans le parc du W

INFORMATIONS / RÉSERVATIONS / CATALOGUES
N° Indigo 0 820 830 255
www.point-afrique.com - contact@point-afrique.com

Point-Afrique
75011 PARIS
Tél. 01 55 28 39 88
Fax 01 55 28 39 87

Point-Afrique
Le Village
07700 BIDON
Tél. 04 75 97 20 40
Fax 04 75 04 16 56

Prix de la meilleure compagnie d'Asie Centrale en 2002

Gagnez un séjour de luxe au Sri Lanka.

L'île qui a su marier la fleur de lotus à l'océan Indien

Sri Lanka Maldives Après avoir exploré les mystères de l'océan, plongez vous dans un bain de fleurs et d'huiles relaxantes. Telle est l'invitation de Sri Lankan Airlines et de ses séjours "2 en 1". Explorez les eaux claires des Maldives, avant de découvrir les côtes mystiques du Sri Lanka, une île réputée pour son écotourisme, ses sites historiques et ses centres ayurvédiques*. Une expérience magique au-dessus comme au-dessous du niveau de la mer.

Une expérience qui débutera dès que vous serez à bord de l'un de nos appareils, les seuls à assurer régulièrement une liaison directe avec les Maldives et le Sri Lanka.

Pour tout renseignement, visitez notre site à l'adresse suivante: www.srilankan.lk

* Ayurveda: médecine traditionnelle à base de plantes et d'huiles essentielles.

You're our world

Srilankan Airlines

FLÔTE AIRBUS EXCLUSIVEMENT • ÉCRAN TV INDIVIDUEL AVEC COMMANDE/TELÉPHONE • 36 CHAINES MULTILINGUES • CUISINE INTERNATIONALE

CULTURE

PATRIMOINE

Grand Palais rénové, Cinémathèque à Bercy, Cité de l'architecture et du patrimoine à Chaillot, Institut national de l'histoire de l'art sur le carré Vivienne et le site Richelieu réhabilité... Le 29 octobre, Jean-Jacques Aillagon a fait le point sur les grands chantiers parisiens

Des choix pour le Pari(s) de la culture

APRÈS QUATRE MOIS de travail et de consultation, je suis en mesure de vous indiquer les choix ou les positions de principe que j'ai arrêtés : au cours d'une conférence de presse, le 29 octobre, le ministre de la culture, Jean-Jacques Aillagon, a fait un point général sur les grands chantiers parisiens de son ministère. Ceux des régions françaises, en cours ou à venir, feront l'objet d'un nouveau rendez-vous en décembre. Manifestant sa volonté de reprendre la main par un jeu de rééquilibrages, après l'annonce fraîchement reçue de son budget pour 2003, le ministre a d'abord dressé la liste des travaux sensibles qui sont déjà financés.

Pour le Grand Palais, fermé depuis le 20 novembre 1994, et dont la rénovation avait pris des allures de serpent de mer, les travaux de gros œuvre nécessaires pour sauver la structure sont bel et bien commencés. Un appel d'offres européen pour l'aménagement intérieur des espaces et l'exploitation commerciale du lieu est sur le point d'être lancé. Il ne s'agit pas seulement de réhabiliter un bâtiment fragilisé, mais de repenser ses fonctions (*Le Monde* du 17 août). Débarrassé de la plupart des administrations qui avaient grignoté ses surfaces, l'édifice devrait retrouver son rôle d'abri pour les expositions temporaires et les grandes manifestations parisiennes.

Le palais d'Antin (l'aile ouest) deviendra à la fois l'entrée du Palais de la découverte, qui basculerait vers le sud, et celle des galeries nationales. Ces dernières, reconfigurées, se verraient adjoindre des espaces destinés aux expositions d'art moderne – les classiques du contemporain – qui étaient, de fait, abritées depuis 1991 par la Galerie nationale du Jeu

de paume. Le 51 rue de Bercy – l'ancien Centre américain dessiné par Frank Gehry – devient, et sous ce nom, le siège de la Cinémathèque française, qui abandonnera ainsi son annexe des Grands Boulevards et sa salle de Chaillot. Le service des archives du film pourrait avoir une antenne dans le bâtiment ou plutôt à la Bibliothèque nationale de France. « *La Bibliothèque du film doit trouver une place dans le dispositif* », a indiqué le ministre, mais la priorité reste à la Cinémathèque avec ses trois salles, sa bibliothèque-médiathèque et son musée. Cette institution doit, par ailleurs, clarifier ses rapports avec l'Etat. Un projet de convention est en cours d'élaboration.

BATAILLE DE MÈTRES CARRÉS

L'aile Paris du Palais de Chaillot sera entièrement dévolue à la Cité de l'architecture et du patrimoine, un projet dont la validité avait d'abord été remise en cause par Jean-Jacques Aillagon lui-même. Une Cité à trois têtes qui regroupe l'Institut français d'architecture (IFA), l'ancien Musée des monuments français dont les moulages de plâtre ornementaux, dépoussiérés, tendraient les bras à l'histoire des structures, et l'école de Chaillot, qui forme les architectes aux techniques de restauration. L'IFA, cependant, a pris l'eau dans son site actuel, rue de Tourmon, et l'exposition Tati a dû être fermée en catastrophe à la fin de l'été. En attendant la fin des travaux à Chaillot, l'IFA doit, dans les premières semaines de 2003, provisoirement gagner le bâtiment du Musée des arts d'Afrique et d'Océanie (MAAO), porte Dorée, dont les collections sont intégrées au futur musée du quai Branly. Wanda Die-

bolt, directrice de l'architecture et du patrimoine, a la tâche délicate d'élaborer un « *cadre institutionnel qui assure l'activité culturelle de l'ensemble tout en garantissant sa spécificité à chacune de ses composantes* ».

L'Institut national de l'histoire de l'art (INHA) fait l'objet d'une polémique depuis plusieurs semaines et des pétitions circulent pour éviter « *la mise à mort de ce futur établissement* ». L'INHA juxtapose plusieurs unités universitaires et l'Institut national du patrimoine sur le carré Vivienne ainsi qu'une grande bibliothèque des arts en cours de gestation sur le quadrilatère Richelieu, que doit également rallier l'École des chartes. Mais la BNF, propriétaire des lieux, entend déployer convena-

blement ses collections restées sur son site historique (estampes, manuscrits, cartes et plans, monnaies...). D'où une bataille de mètres carrés. Jean-Jacques Aillagon a annoncé la réhabilitation de l'ensemble des bâtiments et des équipements du site Richelieu – à mettre hors d'eau et hors feu de toute urgence –, la recherche de nouvelles solutions pour résorber le déficit de surface (un bâtiment appartenant au ministère de la culture, rue de Richelieu, sera affecté à l'École des chartes) et l'ouverture de la bibliothèque des arts, calibrée à 265 000 volumes en libre accès, dans la salle Ovale ou dans la salle Labrousse – le reste des livres étant casé dans les réserves.

Reste le ministère lui-même dont les services épars dans dix-sept sites de la capitale devraient être regroupés à terme dans l'immeuble dit des « Bons-Enfants ». La restructuration lourde du bâtiment, confiée à l'architecte Francis Soler à la suite d'un concours gagné en 1998, se poursuit. Jean-Jacques Aillagon a seulement demandé à l'architecte de « *réduire la voilure de résille qui doit venir envelopper la façade, de façon à préserver la lisibilité des éléments décoratifs de l'architecte Vaudoyer sur la rue Saint-Honoré* ».

Plusieurs projets annoncés seront financés en 2003. C'est le cas de deux écoles d'architecture, celle de Paris-Belleville et celle de Paris-Val-de-Seine, qui doivent respective-

ment occuper l'ancien lycée Diderot (19^e arrondissement) et l'ancienne usine de la Sudac (13^e). Les travaux sont confiés aux architectes Jean-Paul Philippon pour l'une, et Frédéric Borel pour la seconde. Il faudra également traiter de toute urgence le Conservatoire national supérieur d'art dramatique (9^e), dont les locaux sont particulièrement vétustes, a déploré le ministre en insistant sur l'importance qu'il accordait aux conditions d'enseignement des arts. Enfin, il faut aussi prévoir, mauvaise surprise, la mise à l'abri des réserves de musées proches de la Seine qui pourraient être touchées par la crue centenaire actuellement redoutée.

F. E. et E. de R.



Le projet de l'agence J.F. Bodin & Associés pour le Palais de Chaillot : une vue perspective de l'aile Carlu du Musée d'architecture.

L'exercice de haute voltige du ministre

L'HÉRITAGE immobilier et mobilier de Jean-Jacques Aillagon est lourd. A défaut de disposer de nouvelles ressources, le ministre de la culture s'attache donc à redé-

ANALYSE

Cohérence et compétence sont au rendez-vous. Sans moyens nouveaux

ployer les moyens dont il dispose. Un exercice de haute voltige qui doit lui permettre de sauver la création sans se désengager du secteur patrimonial, particulièrement pesant. L'exercice commence par la gestion des multiples projets lancés par ses prédécesseurs, et à faire face aux voies d'eau, au propre comme au figuré, qui menacent certains édifices. Pour les chantiers lancés, la situation est d'autant plus préoccupante que, même en les réorientant, il s'agira de leur trouver demain des moyens de fonctionnement qui, d'ores et déjà, font défaut à nombre des grands projets lancés depuis trois décennies...

Pour rester dans une enveloppe satisfaisante, il fallait se donner la liberté de réétudier et de réorganiser le puzzle Paris-province, travail en partie achevé, retrouver – et donc imposer – une cohérence générale, enfin utiliser au mieux le parc immobilier du ministère, en abandonnant des locations éparses et souvent coûteuses. Sur cette base, le ministre a opté pour une méthode finalement simple, qui consiste à sérier d'abord ce qui relève

de la capitale et ce qui relève des villes et des régions – Paris et l'Ile-de-France étant assimilées à des entités administratives comme les autres. Ensuite, à annoncer pour l'avenir un meilleur partage des efforts entre les différents niveaux des collectivités, l'Etat refusant par exemple de s'engager seul sur le vieux projet d'une nouvelle salle de concert parisienne.

Fallait-il poursuivre tous les chantiers, en modifier certains, voire en lancer d'autres qui permettraient en terme de mieux répartir l'effort ? L'état d'avancement de plusieurs d'entre eux ne semble pas avoir permis une modification substantielle ou une interruption du processus en cours. Les administrations sont d'ailleurs plus que rétives à l'idée de reformater les dossiers déjà ficelés, même mal, même périmés, dès lors qu'ils ont été estampillés par

Bercy. Et les administrations rejoignent en cela l'inquiétude des responsables et des fidèles d'institutions anciennes comme l'UCAD, ou nouvelles, comme le Jeu de paume, qui plaident, pour les premiers, la vertu de la tradition, et, pour les seconds, le gâchis de projets dont l'encre est à peine sèche. Il est vrai que certaines pièces du plan Aillagon laissent encore dubitatif.

L'affectation à la photographie, à l'horizon 2004, du Jeu de paume dont l'éclairage, les structures et les ascenseurs ont été prévus pour des pièces lourdes ou de grande taille, devra être fortement légitimée par les futures salles d'exposition du Grand Palais... à l'horizon 2007. La fragmentation des collections du Musée des arts décoratifs, dont une partie, si l'étude de Béatrice Salmon conclut en ce sens, rejoindrait le MAAO, apparaîtrait aussi

comme un choix précipité, et pour l'UCAD qui verrait sa collection morcelée et non redéployée, et pour le musée de la porte Dorée qui, avec ses crocodiles et ses aquariums, devrait logiquement susciter la convoitise de l'éducation nationale et du Muséum d'histoire naturelle. Les arguments économiques, en l'occurrence fonciers, avancés pour placer à Fontainebleau l'annexe des Archives nationales, reconnue comme vitale, peuvent également laisser sceptique. Aussi le ministre est-il resté très en retrait pour ces deux derniers dossiers au moins, laissant sa chance à un meilleur avenir et à de plus solides études.

Dans la catégorie des impatients, les musiciens savent désormais que leur demande de salle symphonique devra aussi passer par Jean-Paul Huchon, président de la région, et Bertrand Delanoë, maire de Paris. Les danseurs devront, pour l'heure, faire avec l'existant, en l'occurrence les salles sous-exploitées. Restent, parmi les demandes en latence, celles des designers contemporains, qui rejoignent les graphistes pour constater que, malgré la vitalité de leur profession, ils n'ont pas de « palais », ni à Paris ni en province. Si aucune porte n'est fermée, Jean-Jacques Aillagon est en train de rebattre une bonne fois pour toutes les cartes. La cohérence et la compétence semblent sur ce point au rendez-vous. Qui lui donnera les moyens d'aller au-delà, de créer la politique nouvelle et ambitieuse dont semble seul être porteur le musée du quai Branly ?

Frédéric Edelmann et Emmanuel de Roux

Trois chantiers ouverts : arts décoratifs, musique, archives

LES DOSSIERS de la musique, des archives, des arts décoratifs et des arts contemporains n'ont pas trouvé de conclusion définitive. Si leur poids budgétaire est lourd, leurs implications culturelles sont complexes.

Côté musique, Paris manque d'une grande salle symphonique, initialement prévue à La Villette, à côté de la Cité de la musique. Jean-Jacques Aillagon a prévenu : le ministère de la culture ne s'engagera pas dans cette aventure si Paris et la région Ile-de-France ne participent pas significativement à l'opération.

Le problème de la Cité des archives est d'un autre ordre. Le président de la République a admis, en novembre 2001, le caractère indispensable d'une annexe pour pallier le manque de place des Archives nationales, au centre de Paris. Hors foncier, le coût d'un tel édifice est estimé à 175 millions d'euros. Où loger cette annexe ? Le ministre de la culture penche pour Fontainebleau. Deux modules y ont été construits dans les années 1970. Les archives y sont stockées « *dans des conditions indignes* », reconnaît le ministre. Mais l'Etat est propriétaire d'un vaste terrain où édifier de nouveaux bâtiments. Les archivistes font valoir l'éloignement du site et les médiocres moyens de communication avec Paris. Ils lorgnent vers Saint-Denis, un terrain proche de l'université de Saint-Denis, dont le prix semble incompatible avec le projet de redéploiement.

Arts contemporains : depuis vingt ans, fait remarquer le ministre, on ne cesse de créer des institutions pour présenter les derniers avatars

de la création à Paris : au Musée d'art moderne du Palais de Tokyo a succédé le Centre Pompidou, puis le Jeu de paume, et retour à la case départ avec un Palais de Tokyo désossé. La direction des arts plastiques (DAP) est chargée de penser à une reconfiguration générale.

D'ores et déjà, il est acquis que le Jeu de paume sera reconverti pour en faire un centre national unique voué à la photographie, à la vidéo et au multimédia. L'art contemporain pourrait rejoindre le Grand Palais. Le sort du Palais de Tokyo sera examiné à l'issue du contrat de ses animateurs, Nicolas Bourriaud et Jérôme Sans. Souhaitant trouver une solution avec la Ville de Paris, Jean-Jacques Aillagon insiste sur sa volonté d'affecter l'ensemble du bâtiment à une même fonction.

Pour le Musée des arts décoratifs, dernier occupant de la rue de Rivoli indépendant du Grand Louvre, le ministre, qui a confié une mission prospective à Béatrice Salmon, directrice des musées de l'Union centrale des arts décoratifs (UCAD), fait remarquer que l'UCAD est marginalisée et mal identifiée à l'intérieur du palais. A l'instar des collections d'art islamique du Louvre, une partie des collections de l'UCAD, « *d'une prodigieuse richesse* », reste actuellement invisible. Faut-il les dissocier ? Présenter une partie d'entre elles – celles du XX^e siècle – dans le musée de la porte Dorée et déménager le reste sous d'autres cieux ? Des sommes importantes ont déjà été englouties dans des travaux qui n'en finissent pas, et l'ensemble mérite un point de chute digne de ses collections.

F. E. et E. de R.

Renouvellement et rajeunissement des exposants n'ont pas suffi à hisser les foires d'art parisiennes au rang que mérite la capitale

FIAC : un bilan convenable dans un marché de l'art déprimé

IL Y A DE NOS JOURS une foire d'art contemporain par mois dans le monde. Du 25 au 28 octobre, Paris en a proposé deux. Art Paris, la benjamine, au Carrousel du Louvre : 85 galeries visitées par 28 000 personnes. Un public bon enfant, convivial, souvent peu au fait des subtilités de l'art le plus contemporain, et qui n'en a cure : il vient ici acheter un tableau plaisant pour le salon ou la salle d'attente, pas pour faire un placement ni pour spéculer. Du moins on l'espère pour lui. Parce que si la petite foire qui monte est meilleure d'année en année, si elle bénéficie d'un emplacement exceptionnel, elle n'en demeure pas moins, vue de Sirius, terriblement provinciale.

Vue de plus loin encore dans la galaxie du marché de l'art, la FIAC l'est tout autant. Certes, elle s'est, pour cette édition, liftée comme jamais. Si quelques grands anciens ont déjà trouvé refuge et des clients plus argentés à la Biennale des antiquaires, en septembre, il restait un dernier carré de grognards, sans œuvres majeures toutefois. Celles-ci sont réservées à des ventes privées ou à des mises aux enchères spectaculaires. Une exception, qu'il faut saluer : Samy Kinge proposait une œuvre historique de Martial Raysse, qu'on ne reverra pas de sitôt. Elle a trouvé preneur, presque immédiatement.

Trigano et Waddington sont également contents. A l'échelle française toutefois, pour des galeries de cette envergure : 150 000 à 200 000 euros la transaction, c'est pour rien.

Un tiers des exposants étaient des nouveaux venus. Bienvenus ? Pas toujours : Marian Goodman, Hauser & Wirth, Hans Mayer, Schipper & Krome, White Cube, des noms qui résonnent à l'oreille des amateurs, ne se sont que très rarement montrés à la hauteur de leur renommée. On espérait aussi beaucoup des galeries les plus branchées de New York, comme Bonakdar ou Gavin Brown : elles ont déçu. L'excellent Emmanuel Perrotin, membre du comité d'organisation de la FIAC et promoteur de quelques-uns des meilleurs artistes du moment, n'a pas non plus pris trop de risques.

DÉPRESSION LARVÉE

Bien qu'étant l'une des meilleures depuis longtemps, cette FIAC est aussi révélatrice de l'état de dépression larvée dans lequel évolue l'art contemporain. Un record obtenu de-ci de-là en vente publique ne parvient plus à cacher une baisse générale du montant total des transactions. Les communiqués de presse ne le cèlent même plus, qui font état de "l'incertitude actuelle", d'une "fragilité". Les mar-



Une sculpture de Niki de Saint Phalle présentée à la Fiac 2002.

chands ne sont pas idiots. Ils ont montré, le plus souvent, quelques œuvres sages, trop sages, les étrangers connaissant la pusillanimité du marché parisien. Ou plutôt son maigre rapport : les ventes réalisées le furent, selon les organisateurs, dans une fourchette oscillant entre 35 000 et 100 000 euros. Si à New York, à Chelsea, cela se fait en un jour, pour les galeristes français, comme Pietro Sparta, Almine Rech, Michel Rein, Rabouan Mousion, ou les Vallois, le chiffre d'affaires réalisé lors de cette édition est un des meilleurs depuis longtemps.

Alors, que manque-t-il à la FIAC pour devenir une des plus grandes foires du monde ? Écoutons un étranger, Lorenzo Rudolf, qui a longtemps dirigé la Foire de Bâle. Il en a pris les rênes en 1991, en plei-

ne crise du marché, et en a fait la meilleure manifestation du genre, celle qu'imitent tous les autres. Son analyse est simple : « Les marchands et les collectionneurs deviennent de plus en plus sélectifs, et se concentrent sur des salons très ciblés. La FIAC n'a pas de stratégie à long terme, mais elle a un potentiel énorme. Pour le monde entier, Paris est le synonyme du luxe. L'art pourrait profiter de cette image. Il faut juste la recentrer, et géographiquement, pour commencer. Lorsqu'elle réintégrera le Grand Palais, avec un concept clair, ni Berlin ni Cologne ne pourront lutter. » Il faut donc simplement réhabiliter le Grand Palais. Et, pourquoi pas, le confier à Lorenzo Rudolf ?

Harry Bellet

La Vienne autrichienne, qui se termine le 30 octobre, a mis en avant les cinéastes français

La ballade viennoise de la « glaneuse » Agnès Varda

VIENNE

de notre correspondante
« J'aime bien être invitée à des festivals dans des villes où il y a de grands musées », avoue-t-elle avec un sourire. A la Vienne, où elle a donné le 22 octobre au public autrichien la primeur de *Deux ans après*, ruminant, ou plutôt « germination » de son précédent film, *Les Glaneurs et la Glaneuse*, Agnès Varda a pu satisfaire deux de ses passions. Elle a pu parler de cinéma avec ceux qui viennent à sa rencontre, et arpenter les musées pour revoir des tableaux qu'elle connaît depuis longtemps mais qui restent pour elle « une mine de plaisirs et de découvertes ».

Comme le triptyque du *Jugement dernier* de Jérôme Bosch, l'un des

trésors de l'Académie des Beaux-Arts de Vienne, avec son Eve au pubis touffu et ses démons à la cruauté facétieuse : « *De près, c'est comme un dessin animé ou une bande dessinée. On voit qu'il s'est beaucoup amusé à inventer des suppléments* », dit Varda, forçant le pas dans la galerie pour regarder une fois encore, malgré l'heure qui tourne et l'avion à prendre, le *Couple* mal assorti de Cranach, ou une famille hollandaise de Pieter de Hooch.

Il y avait aussi un Jugement dernier dans *Les Glaneurs et la Glaneuse*, celui de Roger Van der Weyden à l'hôtel-Dieu de Beaune, qu'elle n'a « pas pu s'empêcher de filmer » lorsqu'elle tournait en Bourgogne et qui ouvre soudain, comme un portrait en abyme, une autre

dimension dans son propos sur l'injustice sociale. « *Rivette introduit souvent le théâtre dans ses films, moi, toute ma vie j'ai utilisé des peintures* », rappelle Agnès Varda.

CARTE BLANCHE À RIVETTE

La présence de Varda à la Vienne, qui se déroule jusqu'au 30 octobre, s'inscrit dans les choix du directeur de ce festival, Hans Hurch, connu pour ses polémiques avec les cinéastes autrichiens les plus primés à l'étranger : il n'aime ni le cinéma de Michael Haneke ni celui d'Ulrich Seidl (*Dog Days*), auxquels il reproche une « coquetterie affectée avec le malheur, un jeu froid et petit-bourgeois avec le désespoir », voire de « mépriser le peuple ».

C'est le documentaire français de

Nicolas Philibert sur une école communale, *Etre et avoir*, qui a fait l'ouverture cette année (après *Le Goût des autres* d'Agnès Jaoui il y a deux ans et *La Chambre du fils* de Nanni Moretti l'an dernier) : tout un programme, marqué par une forte référence au jeune cinéma français, et une rétrospective complète de l'œuvre de Jacques Rivette, en coopération avec la Cinéma-thèque autrichienne.

Pour la première fois, Rivette a accepté de jouer le jeu d'une « carte blanche » en convoquant des classiques de Renoir, Ford et Mizoguchi, mais aussi de Leos Carax ou un chef-d'œuvre russe des années 1930, *Okraina* de Boris Barnet.

Joëlle Stolz

La politique de l'association, qui gère des fonds appartenant à l'Etat, est très contestée

Patrimoine photographique est accusé de mal conserver ses collections

LA CHOSE est assez rare. La politique de Patrimoine photographique (ministère de la culture), une des grosses institutions de la photo en France, connue pour ses expositions à l'hôtel de Sully – « Corpus Christi », jusqu'au 5 janvier 2003 (*Le Monde* du 8 octobre) –, est critiquée par son président, Gilles Walusinski. Dans une note du 7 octobre, adressée au conseil d'administration, ce dernier reproche à l'association de manquer à ses missions : conserver au mieux les fonds détenus, susciter des donations de photographes, lancer des commandes.

Patrimoine photographique, une association créée en 1979 par le ministère de la culture, qui lui apporte 50 % de ses 1,4 million d'euros de budget, gère quatorze fonds de photographes, dont ceux d'André Kertész, Roger Parry, Denise Colomb, René-Jacques ou du Studio Harcourt. Il s'agit essentiellement de dizaines de milliers de négatifs mais aussi de tirages et de documentation. S'appuyant sur deux rapports publics, le président affirme que ces fonds sont très mal conservés, dans des locaux inadaptés, rue Réaumur à Paris. « La proportion de supports nitrates dans nos fonds pose de très graves problèmes de sécurité et de responsabilité », explique Gilles Walusinski.

La décision est prise de transférer les fonds au Fort de Saint-Cyr, où sont conservés les fonds de négatifs de l'Etat. Mais on peut s'étonner qu'une association de service public puisse fonctionner pendant vingt ans en laissant se dégrader un patrimoine qu'elle a pour mission de protéger. « Nos collections sont en effet mal conservées mais l'Etat ne nous donne pas assez de moyens », répond Pierre Bonhomme, directeur de Patrimoine photographique.

Gilles Walusinski s'étonne aussi – parmi d'autres griefs – qu'aucune donation ne soit intervenue depuis trois ans. Les grands photographes se détournent de cette institution : Cartier-Bresson a ouvert une fondation à son nom ; Brassai n'est pas là, Doisneau non plus ; Lucien Hervé vient de vendre des négatifs au Getty. « Là encore, nous manquons de moyens et de place, mais avec le déménagement des collections, les donations vont reprendre », répond Pierre Bonhomme.

Gilles Walusinski reproche à celui-ci d'avoir privilégié les expositions –

visibles et valorisantes – au détriment d'une politique de conservation, travail pour lequel, du reste, le personnel recruté n'aurait pas été formé. De plus, ces expositions ont souvent peu ou pas à voir avec les fonds conservés ou le patrimoine français (les Américains Arnold Newman, Edward Weston ou Joel Peter Witkin). Leur niveau n'est pas toujours à la hauteur, en raison de moyens limités et d'espaces médiocres ; elles font même parfois la promotion de collections privées (« La photographie et le rêve américain, 1840-1940 »). « Le ministère de la culture ne nous a jamais dit que nous faisons trop d'expositions. Et si on les arrêtait, l'économie serait minime »,

Jean-Jacques Aillagon souhaite que Patrimoine photographique soit absorbé par la future structure du Jeu de paume

répond Pierre Bonhomme, qui note que l'hôtel de Sully a attiré 75 000 personnes en 2001.

Ces griefs, néanmoins, sont largement repris par le ministère de la culture, où l'on aimerait que Patrimoine photographique revienne à « ses missions premières ». C'est également l'avis de Michel Ricard, chargé par le ministère d'une mission de réflexion sur la politique de la photographie. Un rapport d'inspection, remis en 1999, était également critique envers l'association.

En toile de fond se pose la question du statut de Patrimoine photographique, qui fut soulevée en son temps par la Cour des comptes. Une association peut-elle gérer des collections patrimoniales publiques ?

La question, en fait, devrait être réglée par Jean-Jacques Aillagon, le ministre de la culture, qui souhaite que Patrimoine photographique soit absorbé par la future structure dédiée à l'« image » (photo, vidéo et multimédia) qui devrait s'installer au Jeu de paume à partir de janvier 2004 (*Le Monde* du 28 octobre).

Michel Guerrin

SAEZ

12 NOVEMBRE

ZENITH

JEUNE ET CON ★ FILS DE FRANCE

J'VEUX QU'ON BAISE SUR MA TOMBE

SAUVER CETTE ÉTOILE ★ MASSOUD

A TON NOM ★ SO GORGEOUS ...

DOUBLE CD "GOD BLESSE"
Déjà disponible

Locations : Fnac, Virgin mégastore

RADIO-TÉLÉVISION

MERCREDI 30 OCTOBRE

TF1

14.45 Le Souvenir en héritage Téléfilm. Michael M. Robin (EU, ♣) **16.25** Providence Série. Au beau fixe **17.15** Dawson Tant qu'il y aura des baisers **18.10** Star Academy **18.55** Le Bigdil Jeu **19.52** Tiercé, Météo, Journal.



20.35 FOOTBALL LIGUE DES CHAMPIONS Lyon (Fr.) - Ajax Amsterdam (PB) (1^{re} phase, 5^e journée, Groupe D). 20.45 Coup d'envoi en direct du Stade de Gerland. 443547 *Une victoire face à l'AjAx qualifierait l'équipe lyonnaise, première du classement du groupe D, avec sept points, après leur match nul (3-3) face à l'Inter lors de la 4^e journée.*

22.45 FOOTBALL LIGUE DES CHAMPIONS PSV Eindhoven (PB) - Auxerre (Fr.) (1^{re} phase, 5^e journée, Groupe A). Suivi d'un résumé des autres rencontres. 172491 **1.00** Star Academy Jeu 6972851.

1.35 Embarquement porte n°1 Cordoue. 1493141 **2.15** Vis ma vie 8828238 **3.50** Reportages Les derniers bistrottes **4** 2032035 **4.15** Histoires naturelles Les hommes poissons **4** 5948851 **4.45** Musique (20 min) 7682580.

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

15.35 Au-delà de la gloire ■■■ Samuel Fuller (Etats-Unis, 1979, v.m., 115 min). TCM
16.40 Rebecca ■■■ Alfred Hitchcock (Etats-Unis, 1940, N., 130 min) **○** Cinétoile

17.30 Barry Lyndon ■■■ Stanley Kubrick (Grande-Bretagne, 1975, v.m., 195 min).

18.00 Madame du Barry ■■■ Christian-Jaque (France, 1954, 105 min) **○** TCM

19.15 Le Saut ■■■ Christian de Chalonge (France, 1968, N., 90 min) **○** Histoire

20.45 Trois camarades ■■■ Frank Borzage. Avec Margaret Sullivan, Robert Taylor (Etats-Unis, 1938, N., v.o., 100 min) **○** CC Classic

21.00 Wayne's World ■■■ Penelope Spheeris (Etats-Unis, 1992, 90 min) **○** Cinéstar 1

22.25 Toni ■■■ Jean Renoir (France, 1934, N., 85 min) **○** CC Classic

22.45 A la campagne ■■■ Manuel Poirier (France, 1995, 110 min) **○** Cinéstar 2

23.05 Le Gang des frères James ■■■ Walter Hill (Etats-Unis, 1980, v.o., 100 min) **○** Cinéfaz

0.20 Le Bal des vampires ■■■ Roman Polanski (Grande-Bretagne, 1967, v.m., 110 min).

0.25 La Poison ■■■ Sacha Guitry (France, 1951, N., 85 min) **○** TCM

0.25 La Poison ■■■ Sacha Guitry (France, 1951, N., 85 min) **○** Cinétoile

FRANCE 2

16.55 Le Numéro gagnant **17.35** Aix mélodie Série. Le Twist d'Emma **18.25** Friends Série (saison 7, ♣). Celui qui offrait un vélo **18.55** On a tout essayé **19.50** Un gars, une fille Série **20.00** Journal, Météo.



21.00 UNE MAISON DANS LA TEMPÊTE Téléfilm. Christiane Leherissey. Avec Daniel Russo, Valérie Mairesse, Hélène Vincent, Eric Métayer, Jessica Beudaert (France, 2001, ♣). 8193214 *Deux demi-sœurs, déchirées par des années de haine, canalisent leur rivalité dans une pathétique lutte pour la maison de campagne de leur père.*

22.35 ÇA SE DISCUTE LE DÉSIR D'ENFANT DONNE-T-IL TOUS LES DROITS ? Magazine présenté par Jean-Luc Delarue. 2206112 **0.40** Journal, Météo **1.00** CD aujourd'hui **1.05** Tennis Masters Series 4421493.

2.30 Emissions religieuses 9918702 **3.30** 24 heures d'info **3.45** Météo **3.50** On aura tout lu ! Magazine. 4586899 **4.40** Une nouvelle vie *Court métrage.* Pascal Bonnelle. Avec Pascal Degui **○** (20 min) 7690509.

FRANCE 3

18.15 Un livre, un jour *Dictionnaire culturel de l'expressionnisme*, de S. Clerbois et C. Verleysen **18.20** Questions pour un champion **18.50** Le 19-20 de l'info, Météo **20.25** Le Fabuleux Destin de... Avec Serge Lama, Inès de la Fressange.



20.55 SPÉCIALE VIE PRIVÉE, VIE PUBLIQUE PATRICK HENRY, L'IMPOSSIBLE LIBERTÉ ? Présenté par Mireille Dumas. Invités : Michel Bourgat, Joël Troussier, José Giovanni. 2746092 *Ce soir, Mireille Dumas propose une spéciale « Vie privée, vie publique » consacrée à Patrick Henry.* **23.00** Météo **23.05** Soir 3.

23.30 VGE, LE THÉÂTRE DU POUVOIR [2/2] Doc. William Karel (2002, ♣). 60363 **0.25** Ombre et lumière Avec Yann Queffelec. 55493 **0.55** Les Dossiers de l'Histoire Spetzna : au cœur des SAS russes. 8490035.

1.50 Le Fabuleux Destin de... 7742344 **2.15** Spéciale Questions pour un champion Le champion des clubs. 9019677 **4.00** VGE, le théâtre du pouvoir [1 et 2/2]. Documentaire. William Karel **○** (110 min) 4810702 - 5143967.

CANAL+

16.35 Alerte rouge en zone blanche Téléfilm. M. Steiner (All., 2001) **18.00** Les Simpson *► En clair jusqu'à 21.00* **18.25** Météo **18.30** Hyper Show **19.30** Journal des bonnes nouvelles, Guignols **20.05** H **20.40** Journal du cinéma.



21.00 PRESQUE CÉLÈBRE ■ Film. Cameron Crowe. Avec Frances McDormand, Patrick Fugit, Billy Crudup, Jason Lee. *Comédie* (Etats-Unis, 2000, ♣) **○** 8175818 *Un adolescent suit un groupe de rock en tournée. Une manière attendrie de faire revivre un moment autobiographique du réalisateur.* **22.55** Minutes en + Magazine. 8471092.

23.05 À LA RENCONTRE DE FORRES-TER ■ Film. Gus Van Sant. Avec S. Connery, Rob Brown (EU, 2000, v.o., ♣) **○** 6065450 *Un écrivain solitaire et reclus aide un jeune homme doué pour la littérature.*

1.15 Spin City Les Hamburgers de la Colère **○** 7849122. Distribution de jouets **○** 7729493. Série (5^e, v.o.) **2.00** Hors limites Film (EU, 2001, v.o.) **○** 4794035 **3.35** Blair Witch 2 Film. J. Berlinger (EU, 2000, 90 min, ♣) **○** 8223986.

FRANCE 5 / ARTE

16.35 Fascinations animales [2/3]. Pieuvres, seiches et calamars **17.30** 100 % Question **18.05** C dans l'air **19.00** Flash info **19.01** Connaissance Notre pain quotidien **19.45** Arte info, Météo **20.15** Reportage.



20.45 LES MERCREDIS DE L'HISTOIRE L'INQUISITION RÉVÉLÉE [3/3] : LES GARDIENS DE L'ÉGLISE Documentaire. Yury Winterberg et Jan Peter (All., 2002). Magazine présenté par Alexandre Adler. 7799740 **21.40** Musica : Cycle « Artistes russes » - Enfants prodiges entre misère et gloire : Le secret de l'école russe de piano. Documentaire. Irène Langemann. 7963063

22.45 CINÉ-DÉCOUVERTE - CIVILISÉES ■ Film. R.-C. Sabbag. Avec Jalila Baccar, Faye Saad (Fr. - Esp., 1999, v.o., ♣). 6708818 **0.20** Court-circuit (BIZAR) Spécial Halloween. *The Twilight Zone* ; *Thriller* ; etc. 3833141.

1.10 Vengo ■■ Film. Tony Gatlif. Avec Antonio Canales (Fr. - Esp., 2000). **○** 4546702 **1.40** Les Galets. *Court métrage.* Micha Wald. 8060344 **2.50** Why Are You Creative ? Brian Eno. Documentaire (29 min) 14590257.

M6

17.55 Stargate SG-1 Règles de combat **18.55** Charmed Le Diable au corps **19.45** ET **20.40** Caméra café **19.54** Le Six Minutes, Météo **20.05** Une nounou d'enfer Série (S2). Atlantic City, nous voilà ! **○** **20.40** Dérochages info.



20.50 ALIAS Questions-réponses **○** 7796653. Point faible **○** 1089699. Série (saison 1) [17 et 18/22]. Avec Jennifer Garner, Michael Vartan, Victor Garber (EU, 2002). *Dans Questions-réponses, Sydney tente d'échapper à une équipe de policiers décidée à la mettre derrière les barreaux parce qu'elle correspond à la femme décrite par Rambaldi.*

22.35 X-FILES LA PROPHÉTIE Série (59) [10/19]. Chris Carter. Avec Gillian Anderson, Annabeth Gish, Robert Patrick **○** 3090108 *Scully enquête sur la disparition de son fils, tandis que Doggett est blessé.*

23.30 Oz Partie de dames. Série (S1) [8/8]. 1062276. **0.40** Buddy Faro Tel est pris qui croyait prendre. Série [8/13] **○** 8699615 **1.29** Météo **1.30** M6 Musique / Les Nuits de M6 Émission musicale (330 min) 5954528.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Si toutes les colères du monde. **21.00** Chanson, boom ! Actualité de la chanson à Paris : Verrimon Péstel et Marka. **22.00** Journal, Multipistes. **22.30** Surpris par la nuit. Insulentes [2/2]. **0.00** Du jour au lendemain. Invité : Serge Rezvani, pour *L'Amour en face.*

FRANCE-MUSIQUES

20.00 Concert. Par l'Orchestre national de Lyon : *Erwartung* op. 17, de Schoenberg ; *La Voix humaine*, de Poulenc. **22.00** En attendant la nuit. **23.00** Jazz poursuite. Le big band [3/4]. **0.00** Le Cabinet De Curiosités.

RADIO CLASSIQUE

20.00 Les Rendez-Vous du soir. Œuvres de Dvorak, Smetana, Suk. 20.40 Attila. Opéra de Giuseppe Verdi. Par le Chœur et l'Orchestre de la Scala de Milan, dir. Riccardo Muti, Ernesto Gavazzi (Uldino), Samuel Ramey (Attila). **22.40** Les Rendez-Vous du soir (suite). Œuvres de Prokofiev, Stravinsky, etc.

TF1

12.05 Attention à la marche ! Divertissement **12.50** A vrai dire Magazine **13.00** Journal, Météo **13.55** Les Feux de l'amour Feuilletton **14.45** Fantôme.com Téléfilm. K. Sandefur. Avec Ellen Page (EU, 2002, ♣) **16.25** Providence Série (saisons 13). Une femme à la mer **17.15** Dawson Série (S1). Sexualité, mensonges et vidéo **18.10** Star Academy En direct **18.55** Le Bigdil Jeu **20.00** Journal, Tiercé, Météo.



20.55 LES CORDIER, JUGE ET FLIC MENSONGES ET VÉRITÉS Série. J. - M. Seban. Avec Pierre Mondy, Bruno Madinin, Didier Bienaimé, Estelle Caumartin, Andréa Ferreol (France, 2001, ♣). 2047344 *Le juge Cordier, enquêtant sur la mort d'une ancienne petite amie, apprend qu'il serait papa sans le savoir d'une fille aujourd'hui âgée de cinq ans.*

22.45 MENACE SUR SYDNEY Téléfilm. Brian Trenchard-Smith. Avec Antonio Sabato Jr, Kate Beahan, Kimberley Davies, Jerome Ehlers, Nick Tate (Etats-Unis, 2002, ♣). 8601580 *Un groupe d'activistes écologistes menace de libérer dans l'atmosphère un gaz mortel qui rayurerait de la carte la population de Sydney, en Australie.* **0.30** Les Couilles de l'économie 5870555 **1.15** Star Academy 2305710 **1.55** Météo.

2.00 Très chasse Scènes de chasse en Irlande. 4320826 **3.00** Reportages La Longue Marche du docteur Laroche. 4578468 **3.15** Enquêtes à l'italienne La mort mystérieuse du joueur de boules. 9322246 **4.15** Musique (40 min).

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

13.50 Stromboli ■■■ Roberto Rossellini (Italie, 1949, N., v.o., 105 min) **○** CC Classic

14.50 Un homme à femmes ■■ Reginald Hudlin (Etats-Unis, 2000, v.o., 85 min) **○** Cinéstar 2

15.00 Les Truands ■■■ Carlo Rim (France, 1956, N., 95 min) **○** Cinétoile

16.35 La Poison ■■■ Sacha Guitry (France, 1951, N., 85 min) **○** Cinétoile

17.50 Les Portes de la gloire ■■ Christian Merret-Palmair (France, 2000, 100 min) **○** Cinéstar 2

18.00 Never Let Go ■■ John Guillermin (Grande-Bretagne, 1960, N., v.o., 90 min) **○** Cinétoile

18.10 La Petite Voleuse ■■■ Claude Miller (France, 1988, 110 min) **○** TPS Star

19.00 Le jour où la terre s'arrête ■■■ Robert Wise (Etats-Unis, 1951, N., v.m., 90 min) **○** CC Succès

20.45 Conte d'automne ■■ Eric Rohmer (France, 1998, 115 min) **○** Cinéfaz

21.00 Trois petits mots ■■ Richard Thorpe (Etats-Unis, 1950, v.o., 100 min) **○** Cinétoile

22.40 Mafia Blues ■■■ Harold Ramis (Etats-Unis, 1999, v.m., 105 min) **○** CC Frisson

23.10 Boniface somnambule ■■ Maurice Labro (France, 1950, N., 90 min) **○** CC Classic

23.15 Vivre au paradis ■■ Bourleim Guerdjou (France, 1998, v.m., 95 min) **○** CC Emotion

0.35 Liza ■■ Marco Ferreri (France - Italie, 1972, 90 min) **○** CC Auteur

FRANCE 2

12.20 Pyramide **13.00** Journal, Météo **13.55** Inspecteur Derrick Série **15.00** Le Renard Plan mortel **16.05** Rex Série **16.55** Un livre Dictionnaire du Moyen Age, de C. Gauvard, A. de Libera, M. Zinc **17.00** Des chiffres et des lettres **17.35** Le Prince de Bel-Air **18.00** Parents à tout prix **18.25** Sabrina, l'apprentie sorcière **18.55** On a tout essayé **19.50** Un gars, une fille **20.00** Journal, Météo **4**.



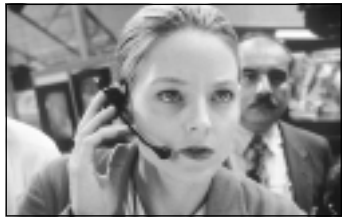
21.00 ENVOYÉ SPÉCIAL Magazine présenté par Guilaïne Chenu. Au sommaire : Le retour de l'Internet Documentaire. Alexandra Riguet et Vincent Liger ; la ruée sur l'ADN au Brésil. Documentaire. S. Vibert et Jean-François Monier **○** 3993870

23.05 DOUBLE-JE SPÉCIALE BERLIN Présenté par Bernard Pivrot. Invités : Heinz Berggruen, Volker Schlöndorff, Peter Schneider, Thomas Ostermeier, Nathalie Weidenfeld. 9228306 **0.40** Journal de la nuit, Météo **1.00** CD/aujourd'hui Mireille Mathieu. 8309772 **1.05** Tennis Masters Series. Tournoi messieurs de Paris (4^e jour). Le match du jour. Au Palais omnisports de Paris-Bercy 7380246.

2.40 ET **3.55** Contre-courant Napoléon et la légende de Sainte-Hélène **○** 4629791. Sœurs en résistance 3020505 **3.30** 24 heures d'info **3.50** Météo **4.50** Le Dernier Survivant. *Court métrage.* J.-M. Surcin (10 min) **○** 7293569.

FRANCE 3

13.55 C'est mon choix **15.00** La Vie secrète de Kathy McCormick Téléfilm. R. M. Lewis. Avec Barbara Eden (Etats-Unis, 1988, ♣) **16.35** TO3 Magazine **17.30** Mon Kanar Magazine **17.45** C'est pas votre Magazine **18.15** Un livre, un jour Austerlitz, de Winfried Georg Sebald **18.20** Questions pour un champion Jeu **18.50** Le 19-20 de l'info, Météo **20.15** Tout le sport **20.25** Le Fabuleux Destin de...



20.55 CONTACT Film. Robert Zemeckis. Avec Jodie Foster, Matthew McConaughey, James Wood, John Hurt, Tom Skerritt. *Science-fiction* (EU, 1997, ♣) **○** 3398528 *Une jeune femme astronome capte des messages d'origine extraterrestre. Bourrafière science-fiction new-age.*

23.25 Météo, Soir 3.

23.55 PASSÉ SOUS SILENCE - DOCTEUR LA MORT UN DOCTEUR MENGELE EN AFRIQUE DU SUD Documentaire. Jean-Pierre Prévost (2001, ♣). 783783 *Les parcours et l'effroyable portrait du « Ménége sud-africain » qui, à ce jour, n'a jamais été sérieusement inquiété par la justice de son pays.* **0.45** Ombre et lumière Christian Lacroix. 1796710 **1.15** J'ai pas sommeil 61449420.

1.50 Espace francophone 2900197 **2.15** Soir 3 **2.40** Spéciale Vie privée, vie publique Patrick Henry, l'impossible liberté ? 9370975 **4.40** La case de l'oncle Doc Jérusalem ou les défis du christianisme (60 min) **4** 2859791.

CANAL+

13.30 Grande Course **14.00** La Répétition Film. Catherine Corsini. Avec E. Béart. *Drame* (Fr. - Can., 2000) **15.30** Sale enquête Téléfilm. G. Cawthorn (NZ, 2001, ♣) **17.05** Crinière au vent, une âme indomptable Film. Sergei Bodrov. *Aventures* (EU, 1999) **○** *► En clair jusqu'à 21.00* **18.30** Hyper Show **19.30** Le Journal des bonnes nouvelles **19.55** Les Guignols **20.05** H Série **20.45** Le Journal du cinéma **○**.



21.00 LITTLE SENEGAL ■■ Film. Rachid Boucharab. Avec Karim Koussein Traoré, Sotigui Kouyaté (Fr.-All., 2000, ♣) **○** 8155054 *Un Sénégalais découvre les Etats-Unis. Une réflexion pertinente sur le racisme et les chocs de cultures, servie par l'interprétation de Sotigui Kouyaté.*

22.35 Making of « Décalage horaire » 9513431.

22.55 FOOTBALL COUPE DE L'UEFA National Bucarest (Roum.) - Paris-SG (Fr.) (2^e tour, Match aller). En différé. 189961 *Les Parisiens affrontent ce soir le National Bucarest.* **0.35** Habille(s) pour l'été Documentaire **○** 3049468 **1.30** Cinéma de quartier : Cycle « French Touch » La Louve solitaire ■■ Film. Edouard Logureau. Avec Danièle Gaubert. *Espionnage* (Fr. - It., 1968, ♣) **○** 1697449.

3.00 Hockey sur glace NHL : Washington Capitals - Boston Bruins. 3933468 **4.45** Surprises 52825401 **4.50** L'Exorciste ■■ Film. William Friedkin. Avec Linda Blair (EU, version intégrale, 2001, 100 min, ♣) **○** 71735517.

FRANCE 5 / ARTE

13.45 Le Journal de la santé **14.10** Les Intrus [7/11]. Galapagos, la genèse perdue **14.40** Madagascar Salama, pays antakarana **15.35** Le Blizzard Documentaire **16.35** Des vivants chez les morts Documentaire **17.30** 100 % Question **18.05** C dans l'air **19.00** Flash info **19.01** Voyages, voyages Jamaïque **19.45** Arte info, Météo **20.15** Reportage Spéciale Chine : La Cité des suicidés. Documentaire.



20.40 PREMIÈRE SÉANCE - À LA VERTICALE DE L'ÉTÉ Film. Tran Anh Hung. Avec Tran Nu Yen Khe, Nguyen Nhu Quynh, Le Khan, Ngo Quang Hai, Chu Hung (Fr. - Viet., 2000, v.o., ♣). 688764 *Portrait de trois sœurs, à Hanoï, qui évoquent leur passé à l'occasion du décès de leur mère.*

22.30 TEMA - VIVRE SON DEUIL EN DEUIL DE LAYLA Documentaire. Vanessa Gormann (Austr., 2002). 100057238 *Un couple perd son enfant quelques heures après sa naissance ; reportage bouleversant sur le travail de deuil.* **23.30** ET **0.10**, **0.50** Thema - Analyses du deuil [1 à 3/3]. Doc. Benno Trautmann. 24493 **23.40** Thema - Le Partage des larmes Documentaire. Anne-Cécilia Kendall. 7128580

0.20 Thema - Perte Documentaire. Nurith Aviv (France - Allemagne, 2002). 28807 **1.00** Quai des Orfèvres ■■ Film. Henri-Georges Clouzot. 3528710 **2.45** Why Are You Creative ? Frank Gehry (30 min) 69544569.

M6

13.35 La Famille Addams, les retrouvailles Téléfilm. Dave Payne (EU, 1998, ♣) **○** **15.15** M6 Kid **16.15** Premiers secours Série **17.05** Agence tous risques Série (S2). Le Pain quotidien **17.55** Stargate SG-1 Série (S3). Le Jour sans fin **18.00** Les Châliés Série (S3). Au service du mal **19.45** ET **20.40** Caméra café info, Météo **20.15** Reportage Spéciale Chine : La Cité des suicidés. Documentaire.



20.50 POPSTARS - LA RÉVÉLATION DU GROUPE Episode n° 10. Feuilletton Documentaire (2002). 320899 *C'est le grand jour pour les filles et les garçons de « Popstars » puisque les professeurs ont décidé de former le groupe avec les meilleurs d'entre eux.*

22.05 Un an avec Les L5 Doc. 9757257.

23.00 BRATISLA BOYS : L'HOMMAGE Divertissement présenté par Michaël Youn, Benjamin et Vincent. Invités : Gad Elmaleh, Annie Cordy, Kad et Olivier, Bruno Solo,

CARNET

DISPARITION

René Thom

Mathématicien, philosophe, inventeur de la « théorie des catastrophes »

RENÉ THOM est mort vendredi 25 octobre à Bures-sur-Yvette (Essonne) à l'âge de 79 ans. Né à Montbéliard (Doubs) le 2 septembre 1923, il a suivi le parcours classique des grands mathématiciens français, de l'Ecole normale supérieure (1943-1946) à l'obtention de la médaille Fields, récompense suprême dans cette discipline, en 1958.

Professeur permanent à l'Institut des hautes études scientifiques (IHES) de 1963 à 1988 et professeur émérite depuis, René Thom restera sans doute l'inventeur de la « théorie des catastrophes » qu'il définissait, en 1983 dans un entretien avec *Le Monde*, comme « un moyen de rendre compte des discontinuités. » Une expression simple qui cache une réflexion profonde aux multiples implications dans des domaines très différents. René Thom a en effet exploré des territoires qui s'écartent des modèles traditionnels de pensée.

« La théorie des catastrophes consiste à dire qu'un phénomène discontinu peut émerger en quelque sorte spontanément à partir d'un milieu continu », précisait-il. Pour éclairer cette approche, il prenait l'exemple du changement de phase, en physique, qui permet, en refroidissant de l'eau, de faire apparaître progressivement des cristaux de glace dans le liquide.

René Thom s'est attaché à l'étude systématique de tel phénomène sur des territoires aussi différents que les mathématiques, bien sûr, mais également la philosophie, la linguistique ou, même, la poésie. Avec la théorie des catastrophes, qu'il a exposée dans un ouvrage publié en 1972 (*Stabilité structurelle et morphogénèse*), René Thom proposait d'établir une méthodologie, un mode de raisonnement, conduisant à « prévoir, par exemple, la chute d'une falaise, le déferlement d'une vague, les émeutes dans une prison ou les catastrophes économiques. »

DE LA POÉSIE DANS LA SCIENCE

Ces travaux, poursuivis par l'un de ses collègues, Christopher Zeeman, n'ont pas encore tenu toutes leurs promesses, la plupart des catastrophes restant largement imprévisibles aujourd'hui. Néanmoins, ils ont eu un impact notable sur le développement de nouvelles idées en mathématiques, en particulier sur l'émergence de la théorie du chaos. Historien de cette discipline, David Aubin notait ainsi, dans une thèse de doctorat soutenue en 1998, que le travail de René Thom avait eu une influence majeure sur le physicien David Ruelle, professeur à l'IHES et qui compte parmi les « pères » du chaos.

René Thom s'est également battu pour défendre une approche fondamentale d'une recherche qui, selon lui, a tendance à privilégier l'expérimentation. Ainsi, critiquait-il, dans *Le Monde* en 1984, « le poids sans cesse croissant donné à la "science lourde", aux technologies, aux applications, ce qui se fait au détriment des intérêts théoriques et de l'exigence d'intelligence auxquels la science d'autrefois sacrifiait bien davantage. »

Cette plaidoirie n'est pas restée vaine, au moins pour ce qui concerne les mathématiques françaises puisque, après René Thom, quatre autres chercheurs français (Alain Connes en 1982, Christophe Yoccoz et Pierre-Louis Lions en 1994, Laurent Lafforgue en 2002) ont été couronnés par la médaille Fields. Néanmoins, René Thom restera comme celui qui aura mis une bonne dose de poésie dans la science qu'il n'hésitait pas à relier à la magie. Ne rêvait-il pas de « remplacer la thermodynamique par la géométrie »...

Michel Alberganti

EN LIGNE

Retrouvez sur le site Internet du Monde (www.lemonde.fr/carnet) le détail des nominations, l'essentiel des lois, décrets et décorations parus au Journal officiel, ainsi que les adresses des sites publiant des documents significatifs.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

– C'est dans la nuit que tu arrivais, dans ces pays que l'on dit bas, enveloppée de ton aura.

Mystérieuse petite
Laura.
Stéphanie BRUNELLE
et
Stephan SMIT.

Adèle,
toute tonitruante, chante la naissance de sa sœur,

Ségoleine,

née le 18 octobre 2002, à Etampes.

Aristide et Stéphanie LEMAÎTRE,
leurs parents.

Anniversaires de naissance

– 31 octobre 1922 - 31 octobre 2002.

A
Mme Lucienne LUTZ,
ma maman.
Fêtes-tu Halloween là où tu es ?
En tout cas, très bon anniversaire.
E. et J. R.-L.

Décès

– Meylan. Donzère. Thonon. Frontenex.

M^{me} Arlette Cloppet,
son épouse,
Caroline, David et Antoine,
ses enfants,
Et leurs conjoints,
Louanne,
sa petite-fille,
Les familles Cloppet, Jamet, Bousson, Delfosse, Sache, Royo, Maisonnat et Mollard,
Parents, familles alliées,
Et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques CLOPPET,
ingénieur conseil,

survenu à l'âge de cinquante-huit ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 31 octobre 2002, à 14 h 15, en l'église Saint-Victor, à Meylan, suivie de la crémation dans l'intimité.

Condoléances sur registres.

– Les Eclairéuses et Eclairéurs israélites de France
Et l'Association des anciens et amis des EEIF
ont la tristesse de faire part du décès de

Denise GAMZON (Pivert),
née LÉVY,

épouse du fondateur des EEIF (Robert Gamzon « Castor »),

survenu le 26 octobre 2002, à Jérusalem (Israël).

EEIF,
27, avenue de Ségur,
75007 Paris.

– Arpiné Kéchichian,
son épouse,
Jacques et Patrick Kéchichian,
ses fils,
Ses belles-filles,
Sa petite-fille,
Et ses proches,
ont la tristesse de faire part de la mort de

Krikor KÉCHICHIAN,

survenue le dimanche 27 octobre 2002, à Montmorency, dans sa quatre-vingt-dix-huitième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 31 octobre, à 15 heures, en l'église arménienne, 15, rue Jean-Goujon, Paris-8^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Chaque jeudi avec

Le Monde
DATÉ VENDREDI

retrouvez

LE MONDE
DES LIVRES

Michel Alberganti

CARNET DU MONDE
Fax : 01-42-17-21-36
Téléphone : 01-42-17-39-80
01-42-17-38-42
01-42-17-29-96
e-mail: carnet@mondepub.fr

– Pierre et Francine Lefèvre-Scalabre, Bernard et Bernadette Lefèvre-Dufour,
François Lefèvre,
Marie-Pascale et Bernard Descheemaker,
Denis et Michèle Lefèvre-Duparc,
Geneviève Fioraso-Lefèvre et Stéphane Siebert,
Jean-Pierre Fioraso,
Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Les familles Lefèvre, Brunel, Meilhaç, ont la peine de faire part du décès de

M. Jean LEFÈVRE,
ancien élève de l'ENS
de Saint-Cloud,

quinze jours après son épouse,

Marie-Paule LEFÈVRE.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 2 novembre 2002, à 10 h 30, en l'église Saint-Martin d'Amiens.

15, rue Philippe-de-Commynes,
80000 Amiens.

– Elisabeth Nonon Delacarte,
son épouse,
Nicolas et Emmanuelle Nonon,
Marjolaine Nonon et Lorenzo Alati,
ses enfants,
Adèle et Thomas,
ses petits-enfants,
Louis et Maximilien Variot Delacarte,
ses beaux-enfants,
Pierre, Michèle, Danièle,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Claude NONON,

survenu le 27 octobre 2002, à l'âge de cinquante-sept ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée le mercredi 30 octobre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, rue du Docteur-Troncin,
60300 Chamant.

– Le Groupe Jean-Jacques Rousseau, auquel elle participait depuis sa formation,
s'associe à la douleur des proches de

Mathilde PANOFF,
agrégée de philosophie,
ancienne élève de l'ENS.

Avec elle, nous perdons une amie. Son exigence, son intelligence, sa rigueur nous manqueront.

– M^{me} Claude Ract Madoux,

M. et M^{me} Patrice Ract Madoux,
M. et M^{me} Hervé Ract Madoux,
Le lieutenant-colonel
et M^{me} Jean-François Dupleix,
Le général
et M^{me} Bertrand Ract Madoux,
Le général
et M^{me} Philippe-Noël Desrousseaux de Medrano,
M. Didier Ract Madoux,
Le vicomte et la vicomtesse Arnaud de Pontcharra,
Le docteur et M^{me} Thierry Bussièr,

Ses trente-trois petits-enfants,
Ses sept arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu, le 22 octobre 2002, du

colonel
Claude RACT MADOUX,

officier de la Légion d'honneur, croix de guerre des TOE, croix de la valeur militaire, ancien chef de corps du colonel-général des dragons.

La cérémonie religieuse avec les honneurs militaires a été célébrée en y associant ses aïeux,

René RACT MADOUX,
général de division,

Joseph RACT MADOUX,
capitaine de cuirassiers,
mort à Friedland (1807),

Bertholet RATEY MADOUX,
écuyer,
mort à Azincourt (1415),

Claude RATTI dit RACT,
mort aux croisades à Nicosie aux côtés d'Amédée de Savoie (1149).

– Christine (†) et François Joly, Annie Sallard, Michèle et Pierre Guy, Odile et Jean-Paul Sallard, ses enfants,
Ses neuf petits-enfants,
Ses dix-sept arrière-petits-enfants,
Denise Habasque,
sa sœur,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Jacques SALLARD,
née **Simone BRUNE,**

survenu le 26 octobre, dans sa quatre-vingt-quinzième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 31 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Germain-des-Prés, Paris-6^e.

– Suzanne Thom,
son épouse,
Françoise, Elisabeth,
Christian et Sylvie,
ses enfants,
Daniel, Olivier, Mariette,
ses petits-enfants,
Toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

René THOM,

survenu à Bures-sur-Yvette, le 25 octobre 2002.

Les obsèques ont eu lieu aujourd'hui dans l'intimité.

– Philippe Lagayette,
président,
Le conseil d'administration,
Jean-Pierre Bourguignon,
directeur,
Le comité scientifique,
Les chercheurs
Et le personnel de l'Institut des hautes études scientifiques,
ont la tristesse de faire part du décès de

René THOM,
membre de l'Institut,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre national du Mérite,
professeur honoraire de l'IHES,

survenu à Bures-sur-Yvette, le 25 octobre 2002, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

René Thom est né le 2 septembre 1923, à Montbéliard.
Élève de l'Ecole normale supérieure (1943-1946), docteur ès sciences mathématiques (1951), chercheur au CNRS (1947-1951), boursier au Graduate College de Princeton (1951-1952), maître de conférences à la faculté des sciences de Grenoble (1953), professeur à la faculté des sciences de Strasbourg (1954-1963), détaché à l'IHES comme professeur permanent de 1963 à 1988, il en était professeur émérite depuis 1988.

Fondateur de la topologie différentielle, qu'il a ancrée du côté géométrique par sa théorie du cobordisme, très tôt préoccupé de l'impact de modèles mathématiques dans plusieurs domaines du savoir (linguistique, biologie et philosophie), son point de vue sur la théorie des singularités a révolutionné la conception que l'on avait de la genèse des formes et de la dynamique de leur évolution.

Membre de plusieurs académies étrangères (Brésil, Leopoldina en Allemagne, Pologne), doctor honoris causa des universités de Warwick, Tübingen, Nimègue et San Sebastian, Grand Prix scientifique de la Ville de Paris en 1974, il a reçu la médaille Fields en 1958.

IHES,
35, route de Chartres,
91440 Bures-sur-Yvette.

– Le président,
Le vice-président,
Les secrétaires perpétuels de l'Académie des sciences,
ont la tristesse de faire part du décès, le 25 octobre 2002, de leur confrère

René THOM,
membre de la section de mathématiques de l'Académie des sciences,
professeur émérite à l'Institut des hautes études scientifiques.

Ancien élève de l'Ecole normale supérieure, le mathématicien René Thom, troisième Français à avoir obtenu la prestigieuse médaille Fields, a apporté une contribution majeure dans plusieurs domaines mathématiques, en particulier la topologie différentielle. Mathématicien mais aussi philosophe, René Thom s'est également consacré aux applications de la topologie aux phénomènes de la vie, notamment par sa théorie des « catastrophes ».
(Lire ci-contre.)

– Le président de l'université Paris-I - Panthéon-Sorbonne,
Les enseignants,
Le personnel administratif,
Les étudiants,
ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 21 octobre 2002, de

M. Jacques WOLFF,
professeur émérite à l'UFR de gestion,
ancien directeur de la salle des statistiques,
ancien président
de l'Association Charles-Gide pour l'étude de la pensée économique.

– M. le directeur de l'UFR de gestion,
Ses collègues enseignants,
Le personnel administratif,
Les étudiants,
ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 21 octobre 2002, de

M. Jacques WOLFF,
professeur émérite à l'UFR
de gestion de l'université
Paris-I - Panthéon-Sorbonne.

– Hervé, Patricia, Nicolas, David et Guillaume
ont la douleur de faire part du décès de leur père,

Claude ZIMMERMANN,

survenu le 27 octobre 2002.

– Le groupe Richelieu
a la tristesse de faire part du décès de

Claude ZIMMERMANN,
son directeur général,

survenu le 27 octobre 2002.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 31 octobre, à 15 h 30, en l'église Notre-Dame de La Salette, 67, rue des Raguidelles, Suresnes (Hauts-de-Seine), suivie de l'inhumation au cimetière des Bulvis de Suresnes, route de l'Empereur, à Rueil-Malmaison.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés à l'APAJH (Association pour adultes et jeunes handicapés), pour le foyer de la Plaine, 8, rue Pierre-Légrand, 78410 Aubergenville (Yvelines).

Groupe Richelieu,
17, rue de Richelieu,
75001 Paris.

Anniversaires de décès

– Il y a deux ans, le 31 octobre 2000,

Marianne BASCH

nous quittait.

Ses proches et ses amis se souviennent.

– Il y a dix ans, le 31 octobre 1992,

Simone BLAIS

quittait les siens.

Roger BLAIS

l'avait précédée le 6 août 1992.

Jane BLAIS,

le 29 janvier 1990.

Ceux qui les ont aimés se souviennent.

– Il y a cinq ans, le 31 octobre 1997,

Edith BLANDEL

nous quittait.

Que celles et ceux qui l'ont connue et appréciée aient une pensée pour elle en ce jour de la Toussaint.

– Il y a un an, le 31 octobre 2001,
notre mère et grand-mère,

Jacqueline FRANÇOIS
disparaissait.

Nous demandons à ceux qui l'ont connue et aimée de partager avec nous son souvenir et son absence.

Sophie François et Mariane de Douhet.

– Il y a douze ans aujourd'hui,

Marc PAOLOZZI

nous quittait.

Nous ne l'oublions jamais.

Souvenir

– Il y a dix ans,
Rodolphe BYDLOWSKI

disparaissait.

Son souvenir reste vivant.

Colloques

Colloque international organisé dans le cadre de la première exposition du Musée du quai Branly.

Kodiak, Alaska, à la charnière de la Côte nord-ouest et du domaine inuit.

Samedi 9 novembre 2002, de 10 heures à 17 heures, au Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie, 293, avenue Daumesnil, Paris-12^e.

De 10 heures à 13 heures : ethnographie et histoire. Président de séance : M. Sven Haakanson, directeur de l'Alutjiq Museum, à Kodiak.

De 14 h 30 à 17 heures : identités et problèmes contemporains. Président de séance : M^{me} Lydia Black, professeur émérite à l'université de Fairbanks.

Colloque bilingue français/anglais avec traduction simultanée. Réservations dans la limite des places : 01-56-61-70-16.

Cours

Besoin d'aide en informatique ?
Appelez Aldisa au 01-56-79-70-70.
Formations sur site à Paris ou à domicile. Dépannage, maintenance. Installation, réseaux.

CARNET DU MONDE
TARIFS année 2001-2002 - TARIF à la ligne
DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS
22 € - 144,31 FTTC
TARIF ABONNÉS 18,50 € - 121,35 FTTC
NAISSANCES, ANNIV de NAIS., MARIAGES, FIANÇAILLES, PACS FORFAIT 10 LIGNES
120 € - 787,15 FTTC
Ligne suppl. : 12 € - 78,71 FTTC
TARIF ABONNÉS 100 € - 655,96 FTTC
La ligne suppl. : 10 € - 65,60 FTTC
THÈSES - ÉTUDIANTS : 13,35 € - 87,55 FTTC
COLLOQUES - CONFÉRENCES : Nous consulter
☎ 01.42.17.39.80 + 01.42.17.38.42
Fax : 01.42.17.21.36
e-mail: carnet@mondepub.fr
Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.

LE MONDE TELEVISION
avec **Le Monde**
DATÉ SAMEDI

Abonnez-vous au Monde pour 27,70 € (181,70 F) par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à :
LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir *Le Monde* pour **27,70 €** (181,70 F) par mois par prélèvement automatique.

M. Mme Prénom : _____ Nom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____

Offre valable jusqu'au 31/12/2002 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 201MQPAN

Autorisation de prélèvements	N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 134031	Organisme créancier : Société Editrice du Monde 21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05
TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER		
Nom		
Prénom		
N°rue		
Code postal [] [] [] [] Ville		
NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE À DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)		
.....		
N°rue		
Code postal [] [] [] [] Ville		
DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER		
Code Etablissement	Code Guichet	N° de compte
_____	_____	_____
_____	_____	Clé RIB
_____	_____	_____

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a dans votre chéquier.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc :
Téléphonez au 01-44-97-54-54 de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi.
Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 825 022 021 (0,15 € TTC/min)
"Le Monde" (USPS=009729) is published daily for \$ 892 per year "Le Monde" 21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER : Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2963 USA - Tél. : 800-428-30-03

